

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**LA PARTICIPATION POLITIQUE ET LES
ASSOCIATIONS DANS LA DIASPORA TURQUE EN
FRANCE: CAS DE PARIS ET STRASBOURG**



THESE DE MASTER RECHERCHE

Semih NARGÜL

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Didem DANIŞ

AOUT 2019

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**LA PARTICIPATION POLITIQUE ET LES
ASSOCIATIONS DANS LA DIASPORA TURQUE EN
FRANCE: CAS DE PARIS ET STRASBOURG**



THESE DE MASTER RECHERCHE

Semih NARGÜL

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Didem DANIŞ

AOUT 2019

PREFACE

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce au concours de plusieurs personnes à qui je voudrais témoigner toute ma gratitude.

Je voudrais tout d'abord adresser toute ma reconnaissance à la directrice de ce mémoire, Madame Didem DANIŞ, pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses judicieux conseils, qui ont contribué à alimenter ma réflexion.

Je désire aussi remercier les professeurs de l'université de Galatasaray, qui m'ont fourni les outils nécessaires à la réussite de mes études universitaires.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers les amis qui m'ont apporté leur soutien moral et intellectuel tout au long de ma démarche.

Un grand merci à Fatih ÇINAR et à Mahir SARUHAN pour ses aides concernant mon étude, ils ont grandement facilité mon travail.

Enfin, je tiens à témoigner toute ma gratitude à ma mère et à mon père pour leur confiance et leur soutien inestimable. Je remercie infiniment à Semra NARGÜL et à M. Tevfik NARGÜL qui sont toujours avec moi.

Toutes ces informations utiles dans cette étude appartiennent à l'humanité.

Semih Nargül

Août 2019

TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	ii
TABLE DES MATIERES.....	iii
ABBREVIATIONS.....	v
RESUME.....	vi
ABSTRACT.....	viii
ÖZET.....	x
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	xii
INTRODUCTION.....	13
PREMIERE PARTIE.....	17
DIASPORA TURQUE.....	17
1.1. Concept de Diaspora et Son Histoire.....	17
1.2. Immigration Turque en France et Identités Transnationales.....	27
1.3. Processus de Transition de l'Immigration à la Diaspora.....	40
1.4. Comparaison de l'approche de William Safran et celui de Robin Cohen concernant la Diaspora dans le Cas des Turcs en France.....	44
1.5. Processus Historique des Politiques Etatiques dans la Diaspora Turque.....	47
1.6. Acteurs Principaux de la Diaspora Turque.....	54
DEUXIEME PARTIE.....	59
PARTICIPATION POLITIQUE.....	59
2.1. Approche Conceptuelle de la Participation Politique.....	59
2.2. Niveaux de Participation Politique.....	66
2.3. Facteurs Influant sur la Participation Politique.....	68
2.3.1. Facteurs Sociaux-Economiques.....	71
2.3.2. Facteurs Psychologiques.....	74
2.3.3 Facteurs Politiques.....	74

TROISIEME PARTIE.....	76
PARTICIPATION POLITIQUE DES TURCS EN FRANCE.....	76
3.1. Participation Politique dans une Perspective Transnationale.....	76
3.2. Stratégies de Participation Politique Formées par les Communautés de Migrants.....	79
3.2.1. Théorie de la Canalisation Institutionnelle de Patrick R. Ireland (Institutional Channeling Theory).....	83
3.3. Arrangements Juridiques et Politiques de la France Imposés aux Minorités.....	85
3.4. Organisation des Turcs en France sur la Ligne de l'Identité Culturelle et Religieuse.....	89
3.5. Implication Politique des Turcs en France et Facteurs qui les Poussent Cette Participation.....	96
3.6. Questions que les Turcs en France Veulent Passer à l'Ordre du Jour de la Turquie.....	111
CONCLUSION.....	115
BIBLIOGRAPHIE.....	117
CURRICULUM VITAE.....	129

ABBREVIATIONS

CCFT : Chambre de Commerce Française en Turquie
CCMTF : Comité de Coordination des Musulmans Turcs de France
CEE : Communauté Economique Européenne
CFCM : Conseil Français du Culte Musulman
CHP : Parti Républicain du Peuple
CIMG : Communauté Islamique de Milli Görüş
COJEP : Conseil de la Jeunesse Pluriculturelle
DITIB : Union Turco-Islamique des Affaires Religieuses
DP : Parti Démocrate
DPT : Organisation de Planification de l'Etat
EMISCO : Initiative Européenne Musulmane pour la Cohésion Sociale
HDP : Parti Démocratique Populaire
IDEA : Institut International pour la Démocratie et le Soutien Electoral
IIBK : Agence de Travail et d'Emploi
KDK : Coordination de la Diplomatie Publique
MHP : Parti du Mouvement Nationaliste
OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
ONG : Organisations Non Gouvernementales
ONU : Organisations des Nations Unies
ORIW : Organisation Racisme Islamophobia Watch
PCF : Parti Communiste Français
PEJ : Parti Egalité et Justice
PS : Parti Socialiste
TBMM : Grand Assemblée Nationale Turque
TIKA : Agence Turque de Coopération et de Coordination
TRT : Radio-télévision de Turquie
UDTE : Union des Démocrates Turcs Européens
UE : Union Européenne
UID : Union des Démocrates Internationaux
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
YSK : Conseil Suprême des Elections
YTB : Présidence des Turcs à l'étranger et des Communautés Apparentées

RESUME

Cette recherche a été préparée afin d'expliquer la participation politique des turcs en France, les associations turques et leur rôle sur la diaspora turque. Les migrants turcs sont devenus un sujet important en France avec la mobilité qui a commencé dans les années 1960. Premièrement, lorsqu'il a été compris que les Turcs, qui étaient des travailleurs invités, ne pourraient pas retourner dans leur pays d'origine, diverses acquisitions de propriétés et associations sont devenues évidentes en France. Ces développements ont eu une grande influence sur la formation de zones où les Turcs en France peuvent mener des activités culturelles et politiques dans les villes où ils habitent.

L'étude a été examinée sous trois rubriques. La première partie est intitulée la diaspora turque. Lorsque l'on examine sous ce titre le processus des années 1960 à nos jours, on voit en quoi l'évolution du monde a changé le phénomène de la migration. Les raisons de la migration de la Turquie en France sont discutées en détail sous ce titre. Les identités transnationales résultant de la migration sont extrêmement importantes pour maintenir les liens avec la patrie et pour donner plus de poids aux revendications des minorités vivant dans la société d'accueil. Ce qui s'est passé lors de la transition de l'immigration vers la diaspora a un lien direct avec les identités transnationales. À cet égard, le concept de diaspora et son histoire ont été discutés en détail sous ce titre. Différentes approches ont été exprimées concernant le concept, les discussions sur les étapes à suivre pour que les immigrants puissent être considérés comme une diaspora et différentes caractéristiques de la diaspora ont été soulignées. L'analyse théorique de William Safran et de Robin Cohen sur la diaspora a été expliquée en détail et leur relation avec les Turcs en France a été soulignée. Ensuite, le rôle du soutien de l'État dans la formation et la transformation de la diaspora turque a été ouvert à la discussion. Finalement, dans cette partie, les acteurs les plus importants de la diaspora turque en France sont mentionnés. Quant à la deuxième partie, le concept de participation politique est examiné dans un cadre théorique sous ce titre. On a essayé d'expliquer la participation politique en montrant différentes approches conceptuelles, en mettant l'accent sur les niveaux de participation politique et les facteurs qui les affectent.

Dans la dernière partie de l'étude, la participation politique des immigrants est abordée en premier lieu avec le phénomène de la participation politique dans une

perspective transnationale. Il a été souligné que les immigrés avaient défini des stratégies pour la participation politique dans les pays où ils se rendent et comment les Turcs en France déterminent leurs stratégies. En outre, les réglementations juridiques et politiques de la France pour des minorités ont été examinées. On essaie de comprendre l'organisation des Turcs autour de l'identité religieuse et culturelle en France et leur rôle dans la participation politique et la diaspora turque. Enfin, on a indiqué les attentes des turcs en France. Les données ont été présentées via des entretiens semi-structurés faits avec des responsables d'associations, des étudiants, des hommes d'affaires et des chefs de parti à Strasbourg et à Paris, où les Turcs vivent de manière intensive.



ABSTRACT

This research was prepared to explain the political participation of Turks in France, Turkish associations and their role on the Turkish diaspora. Turkish migrants have become an important topic in France with mobility that began in the 1960s. Firstly, when it was understood that the Turks, who were guest workers, could not return to their country of origin, various acquisitions of properties and associations became evident in France. These developments have had a great influence on the formation of areas where Turks in France can conduct cultural and political activities in the cities where they live.

The study was examined under three headings. The first part is entitled the Turkish diaspora. When we look at this process from the 1960s to the present day, we see how the evolution of the world has changed the phenomenon of migration. The reasons for Turkey's migration to France are discussed in detail under this title. Transnational identities resulting from migration are extremely important for maintaining links with the homeland and for giving more weight to the demands of minorities living in the host society. What happened during the transition from immigration to the diaspora has a direct link with transnational identities. In this regard, the concept of diaspora and its history have been discussed in detail under this heading. Different approaches were expressed regarding the concept, discussions on the steps to be followed for immigrants to be considered as a diaspora and different characteristics of the diaspora were highlighted. The theoretical analysis of William Safran and Robin Cohen on the diaspora was explained in detail and their relationship with the Turks in France was underlined. Then, the role of state support in the formation and transformation of the Turkish diaspora was opened to discussion. Finally, in this section, the most important actors of the Turkish diaspora in France are mentioned. As for the second part, the concept of political participation is examined in a theoretical framework under this heading. An attempt has been made to explain political participation by showing different conceptual approaches, focusing on the levels of political participation and the factors that affect them.

In the last part of the study, the political participation of immigrants is first approached with the phenomenon of political participation in a transnational perspective. It was pointed out that immigrants have defined strategies for political participation in the countries they visit and how Turks in France determine their strategies. In addition, the

legal and political regulations of France for minorities were examined. We try to understand the organization of the Turks around the religious and cultural identity in France and their role in political participation and the Turkish diaspora. Finally, we have indicated the expectations of the Turks in France. The data were presented through semi-structured interviews with association leaders, students, businesspersons and party leaders in Strasbourg and Paris, where the Turks live intensively.



ÖZET

Bu araştırma 1960'lı yıllarda Fransa'nın emek gücüne yönelik talebi karşısında Türkiye'den başlayan göç hareketliliği sonucunda Fransa'da yaşamlarını sürdüren Türklerin siyasal katılımları, dernekleşmeleri ve Türk diasporası üzerindeki rolünü açıklamaya yönelik hazırlanmıştır. İlk olarak misafir işçi statüsünde giden Türklerin zamanla anavatanlarına dönemeyecekleri anlaşıldığında Fransa'da çeşitli mülk edinmeler ve dernekleşmeler kendisini göstermiştir. Bu şekilde yaşanan gelişmeler Fransa'daki Türklerin bulundukları şehirlerde kültürel ve politik yönden birtakım faaliyet yürütebileceği alanların oluşmasında bir hayli etkili olmuştur.

Çalışma üç başlık altında incelenmiştir. Birinci bölüm Türk diasporası başlığını taşımaktadır. Bu başlık altında 1960'lı yıllardan günümüze kadar olan süreç incelendiğinde dünyadaki değişimin göç olgusunu da nasıl bir değişime uğrattığı açığa çıkmaktadır. Türkiye'den Fransa'ya göçün sebepleri bu başlık altında etraflıca ele alınmıştır. Göç sonucunda ortaya çıkan ulus-ötesi kimlikler anavatanla bağları sürdürmede son derece önem arz etmekte ve ev sahibi toplumda yaşayan azınlıkların taleplerini her geçen gün daha anlamlı hale getirmektedir. Göçmenlikten diasporaya geçişte yaşananların ulus-ötesi kimliklerle doğrudan ilgisi bulunmaktadır. Bu açıdan bakıldığında diaspora kavramının ve tarihçesinin üzerinde bu başlık altında detaylı bir şekilde durulmuştur. Kavram hususunda farklı yaklaşımlar dile getirilmiş, göçmenlerin hangi aşamalardan sonra diaspora sayılabilecekleri üzerine tartışmalar aktarılmış ve diasporanın farklı özellikleri vurgulanmıştır. William Safran'ın ve Robin Cohen'in diaspora konusundaki teorik incelemeleri etraflıca anlatılmış ve bunların Fransa'daki Türklerle olan ilişkisine dikkat çekilmiştir. Daha sonra Türk diasporasının oluşumunda ve dönüşümünde devlet desteğinin rolü tartışmaya açılmıştır. Birinci bölümde son olarak Fransa'daki Türk diasporasında etkili olan önemli aktörler belirtmeye çalışılmıştır. İkinci bölüme gelindiğinde ise, bu başlık altında siyasal katılım olgusu teorik bir çerçevede incelenmiştir. Siyasal katılım farklı kavramsal yaklaşımlar gösterilerek açıklanmaya çalışılmış, siyasal katılım düzeylerinin ve bunları etkileyen unsurların neler olduğu üzerinde durulmuştur.

Çalışmanın son bölümünü oluşturan göçmenlerin siyasal katılımı başlığında ise öncelikle ulusaşırı perspektiften siyasal katılım olgusu ele alınmıştır. Göçmenlerin

gittikleri ÷lkelerde siyasal katılım gösterebilmek için nasıl stratejiler belirlediđi üzerinde durulmuştur ve Fransa'daki Türklerin bu konuda nasıl bir yol izlediđi anlatılmıştır. Bununla birlikte Fransa'nın azınlıklara karşı uyguladıđı yasal ve siyasal düzenlemeler incelenmiştir. Türklerin Fransa'daki dinsel ve kültürel kimlik etrafında örgütlenişlerinin nasıl olduđu ve bu örgütlenmelerin onların siyasal katılımı, Türk diasporası üzerindeki rolü anlaşılmaya çalışılmıştır. Son olarak ise Fransa'daki Türklerin Türkiye'den beklentileri dile getirilmiştir. Çalışmada aktarılan veriler, Türklerin yoğun olarak yaşadığı Strasbourg ve Paris şehirlerinde çeşitli dernek yöneticileri, öğrenciler, iş insanları ve parti yöneticisiyle yarı yapılandırılmış mülakatlar aracılığıyla sunulmuştur.



TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1.1: Répartition des travailleurs turcs en Europe en 1968-1980.....	32
Figure 1.1: Répartition des citoyens de la République turque selon les pays.....	33
Figure 1.2: Population turque en France par années.....	39
Tableau 1.2: Hiérarchie du niveau de participation politique de Milbrath.....	67
Tableau 1.3: Niveaux de participation politique indiqué par Sidney Verba et Norman H. Pie.....	68
Tableau 1.4: Classification du niveau de participation politique de Robert Dahl.....	69
Tableau 1.5: Statistiques de l'élection présidentielle en France en 2014.....	98
Figure 1.3: Répartition du vote pour l'élection présidentielle en France en 2014.....	99
Figure 1.4: Résultats des élections générales du 7 juin 2015 en France.....	100
Tableau 1.6: Statistiques de l'élection générale du 7 juin 2015 en France.....	100
Figure 1.5: Répartition des résultats des élections générales du 1er novembre 2015 en France.....	101
Tableau 1.7: Statistiques d'élections générales du 1 ^{er} novembre 2015 en France.....	101
Figure 1.6: Répartition des résultats du référendum de 2017 en France.....	102
Tableau 1.8: Statistiques du référendum en France du 16 avril 2017.....	102
Figure 1.7: Résultats des élections générales du 24 juin 2018 en France.....	105
Tableau 1.9: Résultats des élections générales du 24 juin 2018 en France.....	105
Figure 1.8: Répartition des résultats de l'élection présidentielle du 24 juin 2018 en France.....	106
Tableau 2.1: Résultats de l'élection présidentielle du 24 juin 2018 en France.....	106
Figure 1.9: Taux de participation des citoyens turcs en France aux élections en Turquie.....	107

INTRODUCTION

L'effet dévastateur de la Seconde Guerre mondiale qui a secoué l'Europe continentale a poussé des pays à exiger de la main-d'œuvre de différents pays pour se reconstruire. La Turquie a également été l'un des pays qui répond aux besoins de plusieurs pays européens grâce à sa population jeune et active. La migration vers l'Europe de la Turquie dans le cadre des accords bilatéraux à partir de 1960, a créé de différents débats aujourd'hui sur plusieurs concepts. Tout d'abord, les travailleurs turcs qui ont quitté leur pays d'origine et qui ont essayé de maintenir leur vie dans un pays où ils ne connaissaient pas leur structure sociale sont devenus des individus essayant de maintenir leurs liens avec leur pays d'origine. Cette situation rend importante pour la Turquie une fois que le concept de diaspora est utilisé pour de nombreuses nations et le concept a été discuté actuellement dans des disciplines différentes.

Cette recherche a pour objectif d'expliquer les potentiels des turcs en France qui habitent particulièrement à Paris et à Strasbourg. Du fait qu'il y a à peu près 700.000 turcs en France, ils ont commencé à créer une grande importance au sujet de la diaspora turque et de la politique. Quand on examine la société turque en France, on voit qu'ils ont leurs propres associations, ONG, entreprises et aussi leur parti politique. Tous ces facteurs rendent importants le sujet pour prendre en main. Donc, la problématique de cette mémoire c'est de constater que les turcs en France ont-ils capables ou non d'utiliser leurs potentiels en matière de la participation politique, de l'institutionnalisation et des activités concernant la diaspora turque.

On a essayé de trouver la réponse pour cette problématique d'abord en clarifiant le concept de diaspora. Il existe beaucoup d'explications et d'interprétations sur ce concept. On ne peut pas parler d'une seule définition pour la diaspora. Parmi les variables définitions de ce concept, on a essayé de trouver quelle interprétation et caractéristique de la diaspora est beaucoup plus convenable pour la diaspora turque en France. Ici, la diaspora de travail est une importante classification étudiée par Robin Cohen et William Safran pour expliquer la diaspora turque en France. Ensuite, l'autre sujet ce qui est prépondérant pour cette recherche est la politique de la Turquie sur la diaspora. Car, ces politiques appliquées par le gouvernement influencent depuis longtemps la diaspora

turque. Donc, les acteurs étatiques et civiles de la diaspora turque deviennent un phénomène à traiter. Dans cette recherche, on a seulement étudié les acteurs conservateurs ou nationalistes, étant donné qu'ils sont soutenus généralement par l'Etat et qu'ils tentent de jouer un rôle considérable sur la diaspora turque en faveur de l'Etat. Avec la transition de la migration vers la diaspora, on constate une augmentation de nombre des associations turques et elles commencent à mener leurs activités politiques et socio-culturelles. Le concept de la participation politique, du transnationalism et du vote transnational apparaissent pour mieux éclairer la recherche.

On a choisi cette thème car il n'existe pas assez des travaux sur la diaspora turque en France. Pour les concepts de diaspora, participation politique et transnationalism, on a suivi la littérature. Quant aux associations turque et ONG, il n'y a pas beaucoup d'informations dans la littérature sur cela. C'est la raison pour laquelle, on a fait des études sur le terrain en s'entretenant avec les leaders des associations et avec les étudiants. On a choisi la ville de Strasbourg et Paris, parce que la majorité des turcs habitent dans ces villes. De plus, on a profité des statistiques relatives aux élections en France et en Turquie qui portent sur les turcs en France. Tous ces entretiens appliqués et statistiques nous donnent plein d'informations concernant les potentiels des turcs en France pour la diaspora et la participation politique.

Durant mon séjour à Strasbourg et à Paris, j'ai eu l'opportunité d'interviewer avec peu de leaders des associations culturelles et religieuses. Car, après environ trois semaines de mon arrivée en France, l'Université Van Yüzüncü Yıl m'a appelé pour commencer à mon travail en tant que chercheur assistant. C'est pour cette raison que j'ai fait la grande majorité des entretiens sur Skype avec les étudiants et les responsables des associations culturelles et religieuses. Pourtant, je n'ai pas pu contacter avec certaines associations malgré tous mes efforts et donc, j'ai obtenu des données via les ressources secondaires. Tous ces cas étaient des difficultés rencontrées durant mes recherches.

La première partie de la thèse, qui est examinée sous trois rubriques principales, comprend la diaspora turque. L'approche des divers chercheurs à propos de la diaspora et la façon dont la diaspora a suivi le processus historique sont très importantes pour la clarté du problème. Dans cette étude, le concept de diaspora et son émergence dans le processus historique seront discutés. La formation de la diaspora turque dans le sens de

différents types de diaspora et la manière dont elle a parcouru un long chemin seront abordées dans l'étude. Après avoir examiné ce concept de manière exhaustive au nom de la diaspora turque en France, il sera discuté la migration de la main-d'œuvre de la Turquie en France. On discutera de la mesure dans laquelle une telle migration aura un impact sur la formation des identités transnationales au fil du temps. On constate que les communautés d'immigrés utilisent leurs réseaux pour transformer leurs expériences et leurs accumulations en capital social et matériel dans le pays où ils se rendent. En d'autres termes, des éléments tels que des symboles, des pensées et des ressources financières apportés à la société d'accueil par le champ transnational apparaissant après l'immigration permettent à la diaspora de se former. Ainsi, l'évolution de la transition de l'immigration vers la diaspora revêt une importance particulière. Dans ce contexte, on essaiera d'examiner comment la migration réalisée de la Turquie vers la France pour des raisons politiques dans les années 1980, a influencé la formation de la diaspora turque.

Les approches de William Safran et Robin Cohen, connus pour leurs travaux sur la diaspora, seront examinées afin d'établir la relation entre la diaspora et les turcs en France. Les caractéristiques des groupes de la diaspora selon ces personnes seront expliquées, le degré de chevauchement de la diaspora turque en France et la transformation systématique de la mobilité des travailleurs turcs amorcée dans les années 60 lors des processus ultérieurs. Des entretiens semi-structurés ont été menés avec différentes personnes vivant à Paris et à Strasbourg. Ils ont servi de base à l'étude afin de déterminer dans quelle mesure les caractéristiques mentionnées par ces chercheurs chevauchent la structure de la diaspora turque en France. Le sujet a été essayé de clarifier dans ce contexte.

Avec une perspective théorique, on essaye de montrer comment une politique d'Etat sur la diaspora dans le processus historique de la République de Turquie après avoir indiqué les caractéristiques de la diaspora turque en France. Les institutions, associations, groupes de pression, objectifs et plans qui ont des effets sur ces politiques seront mentionnés. En même temps, l'accent sera mis sur la manière dont les politiques de la diaspora ont changé et sur les politiques que l'on cherche à déterminer dans les années 1960 et 2000. Les principaux acteurs de la diaspora turque en France seront expliqués avec leurs activités. À ce stade, divers entretiens ont eu lieu avec les

responsables de nombreuses associations et ONG et donc les données ont été transférées de cette manière.

Dans la deuxième partie de la thèse, le concept de participation politique est tenté d'être expliqué autour des opinions des chercheurs ayant des études sur ce sujet. D'abord, une approche conceptuelle a été déterminée et d'autre part, il a été souligné comment les niveaux de participation politique sont réalisés et, enfin, les facteurs qui affectent la participation politique ont été mis en évidence. Dans la dernière partie de la thèse, la participation politique des immigrants est essayée pour être comprise. À cet égard, on a tenté d'aborder la participation politique d'un point de vue transnational d'une manière différente et les stratégies déterminées par les communautés d'immigrants en termes de participation politique ont été soulignées. Les réglementations légales et politiques de la France pour les immigrés ont été examinées et il a été révélé comment les Turcs y vivant étaient affectés par ces réglementations. En ce qui concerne les derniers titres de la thèse, l'organisation des Turcs vivant à Strasbourg et à Paris autour de l'identité culturelle et religieuse est discutée. Par conséquent, les associations, ONG et autres structures créées par les Turcs ont été examinées et il a été expliqué comment elles tentaient de mener des activités au nom de la diaspora turque en France. Comme on le sait que la participation politique des Turcs en France sur certains aspects soit évidente, les raisons qui les ont conduits à une telle participation ont été examinées. Les sujets et problèmes que les Turcs ont envie d'accentuer sur l'ordre du jour de la Turquie ont été transféré conformément aux entretiens avec les différentes personnes qui vivent à Paris et à Strasbourg.

PREMIERE PARTIE

DIASPORA TURQUE

1.1. Concept de Diaspora et Son Histoire

Bien qu'elle ait une longue histoire de 2500 ans, la diaspora est un concept encore débattu en tant que sens et contenu. Compte tenu de l'évolution de la situation internationale, en particulier au XXe siècle, le concept de diaspora est devenu très familier de nos jours. La vulgarisation du concept et l'augmentation de sa visibilité conduisent à l'ambiguïté de ses frontières et à la remise en question de ce qu'elle signifie. En général, lorsque l'on considère le phénomène de la diaspora, il apparaît que ce phénomène est utilisé pour expliquer des différentes situations politiques, ethniques et nationales. C'est pour cette raison, le concept a été utilisé comme le synonyme de nombreux mots qui n'ont pas le même sens, et il est devenu un phénomène qui a changé dans le processus historique et qui dépasse de temps à autre son propre sens. En même temps, lorsque le concept de diaspora est utilisé pour la première fois, par qui et dans quel cas, toutes ces questions sont ouvertes à la discussion. L'élément diaspora, qui fait l'objet d'une classification évolutive telle que diaspora classique et moderne, est devenu très important par rapport au concept de diaspora, 'celui qui vit hors de son pays d'origine' à la suite de migrations transfrontalières sous l'effet de la mondialisation.¹

Le mot diaspora, dérivé des mots grecs *dia* (pour) et *sporos* (graine), signifie graines éparses.² Ce phénomène, qui se poursuit depuis l'Antiquité, est l'une des réflexions de la mobilité humaine à cause de nombreuses raisons. En raison des mouvements migratoires mondiaux en cours à notre époque, la diaspora est un concept essentiel qui affectera la trajectoire des relations entre les pays. Selon un rapport publié par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en 2018, il y aurait environ 244 millions de migrants dans le monde.³ Donc, la fonction du concept de diaspora a acquis une grande importance dans l'ordre international où la mobilité humaine est si intense. Le concept, qui met l'accent sur la dispersion des Juifs, des Arméniens et des Grecs auparavant, a une

¹ F. Yıldız, "Diaspora Kavramı: Tarihçe, Gelişme ve Tartışmalar", **Hacettepe Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Dergisi**, 2013 Printemps (18), p. 289.

² S. Dufoix, **Diasporalar**, İstanbul: Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2011, p. 27.

³ IOM, "Migration and migrants: A global overview", **IOM World Migration Report 2018**, Geneva: IOM, 2018, p. 1.

perspective large incluant des termes tels qu'identité, nation, immigration, minorités, et tels que migrants, réfugiés, travailleurs invités, communauté étrangère, communautés ethniques.⁴ La communauté de la diaspora, au nom de l'émergence d'un certain nombre de caractéristiques optionnelles telles que la migration forcée, a évolué parallèlement aux développements actuels des caractéristiques de la diaspora, ce qui a conduit à s'interroger sur les caractéristiques du phénomène. Décrire toutes les personnes qui vivent hors de la patrie comme étant une diaspora rend difficile l'adoption de concepts tels que l'Etat hôte, la patrie liée à la diaspora du point de vue théorique. Afin de surmonter cette difficulté, il est inévitable d'analyser de nouveau le concept à la lumière des développements actuels. La relation unilatérale, qui repose généralement sur la diaspora de l'État et ses activités au nom de la défense des intérêts de la patrie, acquiert maintenant une mobilité multilatérale et multidimensionnelle.⁵ Par conséquent, l'agenda de la diaspora influence la patrie autant qu'il affecte l'État hôte dans des domaines tels que les revendications politiques, économiques et socioculturelles, le développement organisationnel et idéologique.

Si la diaspora commence à évoluer vers une manière d'impliquer plus qu'une communauté, une culture ou un groupe de personnes, il est nécessaire de prendre en compte le niveau d'influence de la diaspora sur la politique et l'économie. Par conséquent, étant donné que la relation diasporique est une structure construite dans la relation existante entre au moins deux communautés, groupes, cultures ou États, les effets économiques et politiques de la diaspora ne peuvent être ignorés. De manière générale, il est possible d'aborder trois phases sociales. Un groupe qui possède des formes différentes d'identité commune ou de processus d'acquisition d'identité, un État-nation avec lequel ces différents groupes vivent et des partenariats avec ces États-nations à travers des liens socioculturels, économiques et politiques peuvent être cités au cœur de trois étapes sociales.⁶ La relation entre ces trois liens sociaux constitue le centre du débat et de l'émergence des communautés de la diaspora. De ce point de vue, la diaspora contient la tension entre le pays d'origine et le pays d'installation.

⁴ K. Tölölyan, "The Nation-State and Its Others: In Lieu of a Preface, Diaspora", **A Journal of Transnational Studies**, 1 (1), 1991, p. 4.

⁵ F. Yaldız, "AB'de Bireysel Haklar ve Lizbon Antlaşması", **Bilge Strateji**, Cilt: 4 Sayı: 7, Automne 2012, p. 124.

⁶ V. Kalra, R. K. Kalhon et J. Hutynuk, **Diaspora and Hybridity**, London: Sage Publications, 2005, p. 20.

Le principal problème des approches académiques du concept de diaspora réside dans l'effort de classification des diasporas. La tendance de catégoriser le concept selon les catégories historiques (classiques, modernes, diasporas contemporaines) ou thématiques (diasporas d'ouvriers, diasporas commerciales, etc.) n'est généralement pas acceptée. Il devient donc plus difficile pour le concept d'obtenir une signification pratique et de savoir quelles communautés seront considérées comme une diaspora.⁷ L'expérience des Juifs, qui ont eu une importance considérable dans l'émergence et le développement du concept de diaspora, a eu un impact profond sur la manière dont ce phénomène a été utilisé, son développement et les problèmes qu'il a soulevés. Le mot diaspora, dérivé du grec, a été utilisé dans l'Évangile des années soixante-dix (Septante) pour décrire les Juifs qui vivaient en exil hors de leur patrie et mettait l'accent sur les groupes juifs helléniques vivant à Alexandrie.⁸ Bien que la diaspora ait été utilisée principalement pour les Juifs, mais rarement pour les Grecs, les Arméniens et les Africains qui ont quitté leur pays d'origine, au moins trente groupes ethniques sont maintenant qualifiés de diasporas ou sont définis par d'autres comme tels.⁹ Dans la plupart des ouvrages scientifiques, le phénomène de la diaspora n'est pas souvent mentionné dans les évaluations des groupes ethniques, des migrants, des étrangers et des minorités. Mais le mot diaspora est très important pour comprendre tous ces concepts.¹⁰ La diaspora a une histoire profondément enracinée et, après l'impact de la mondialisation sur le monde, elle a commencé à acquérir un nouveau sens en modifiant ses relations avec des concepts tels que l'identité, l'appartenance et la géographie. Le phénomène de la diaspora, qui varie en fonction de sa situation particulière, n'a pas de structure singulière.¹¹

La diaspora est un phénomène social caractérisé par des processus sociaux complexes, une dispersion, l'immigration et l'exclusion sociale et des mouvements spatiaux, et attire l'attention sur le concept de non-intégration.¹² La diaspora est utilisée pour ceux qui ont séparé de sa patrie ou de son État, qui ont dispersée entre d'autres nations, mais aussi qui

⁷ F. Yıldız, *Diaspora Kavramı: Tarihçe, Gelişme ve Tartışmalar*, p. 293.

⁸ J. E. Braziel et A. Mannur, **Nation, Migration, Globalization: Points of Contention in Diaspora Studies, Theorizing Diaspora: A Reader**, Oxford: Blackwell Publication, 2007, p. 1.

⁹ R. Cohen, **Rethinking "Babylon": Iconoclastic Conceptions of the Diaspora Experience**, dans *Migration, Diasporas and Transnationalism* (S. Vertovec and R. Cohen, Ed.) (p. 252-265), Massachusetts: Edward Elgar Publication, 1999, p. 266.

¹⁰ W. Safran, **Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return**, *Migration, Diasporas and Transnationalism* (S. Vertovec and R. Cohen Eds.), Massachusetts: Edward Elgar Publication, 1999, p. 364.

¹¹ S. Dufoix, **op.cit.**, p. 17.

¹² M. Alinia, **Diaspora Mekânları**, İstanbul: Avesta Yayınları, 2007, p. 325.

lutte pour préserver sa culture nationale. Il y a deux aspects importants de la continuité du développement de la compréhension pour la notion de diaspora. Premièrement, l'émergence du concept et l'expression qu'il a d'abord reflétée ont été confinées directement aux Juifs. Cependant, au cours du processus historique, d'autres nations ayant connu des situations telles que la migration et l'exil, ont commencé à se considérer comme une diaspora, en particulier après le XIXe siècle, et la définition du phénomène s'est élargie. Même si les Arméniens et les Africains faisaient partie de ces nations, les Palestiniens, les Chinois, les Indiens, les Grecs et de nombreuses autres communautés ont été inclus dans la définition de la diaspora. Deuxièmement, le concept était utilisé dans les langues européennes presque exclusivement dans le domaine des études théologiques jusqu'à la fin du XXe siècle.¹³ La diaspora, utilisée depuis longtemps comme terme religieux, avait une structure laïque au XXe siècle et son domaine d'utilisation s'est élargi.¹⁴ Le mot diaspora est maintenant fréquemment utilisé dans le langage quotidien de la radio et de la télévision, dans les écrits des journalistes, dans les discours des responsables de communautés nationales ou religieuses, dans la langue des représentants de l'État désireux de maintenir leurs liens avec des immigrés en dehors de leur pays et dans l'analyse conceptuelle des immigrés. En effet, l'utilisation d'une telle diversité influence sans aucun doute le sens et les connotations du concept.¹⁵

L'attitude d'être membre d'un groupe de la diaspora dans le monde occidental a été décrite comme une situation honteuse et cette attitude a changé. Au contraire, de nombreux groupes ethniques considèrent qu'il est très important d'appartenir à une diaspora pour exprimer leurs idées, leurs attentes et leurs revendications, et pour maintenir leur politique d'identité.¹⁶ Par conséquent, il est possible de souligner qu'avant le terme, il avait survécu aux aspects de connotations négatives tels que la misère, la persécution et la punition. Selon Dufoix, les significations et les exemples les plus connus du concept de diaspora peuvent être énumérés comme suit¹⁷:

¹³ *Ibid.*, p. 26-27.

¹⁴ K. Hıdıroğlu, *Sosyolojide Diaspora İncelemeleri: Görüşler, Kavramlar ve Teoriler*, (Mémoire de maîtrise non publié) Uludağ Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Bursa, 2011, p. 7.

¹⁵ *Ibid.*, p. 13.

¹⁶ R. Ohliger et R. Münz, *Diasporas and Ethnic Migrants in Twentieth-Century Europe: A Comparative Perspective*, Londra: Frank Cass Publication, 2003, p. 3.

¹⁷ S. Dufoix, *op. cit.*, p. 58-59.

1. Nombre total d'individus dans le groupe de la diaspora: la diaspora chinoise composée de 20 millions de personnes.
2. Une communauté organisée: membres de la diaspora indienne.
3. Une population ethnique densément peuplée dans un pays ou une ville: la diaspora chinoise en France, la diaspora iranienne à Los Angeles.
4. Une logique de migration particulière: les diasporas commerciales
5. Une répartition géographique éloignée de leur pays d'origine: les Arméniens de la diaspora.
6. Aspects historiques, moraux, individuels et collectifs du statut d'accueil: les membres de la diaspora vivant dans la diaspora.
7. Sous-groupes d'une diaspora plus large: les diasporas Ashkénaze de la diaspora juive.

William Safran, l'une des personnes les plus compétentes dans ses études sur la diaspora, attire l'attention sur la qualité plutôt que sur la manière dont le contenu du concept est rempli. Soulignant le fait que la diaspora n'est pas ce qu'elle est, il énumère les six caractéristiques principales du groupe de la diaspora comme cela¹⁸:

1. Les personnes appartenant au groupe de la diaspora elles-mêmes ou leurs ancêtres se sont étendus à deux régions ou plus à partir d'un certain point.
2. Ils ont une vision commune, une mémoire et un mythe, y compris l'histoire et les réalisations de leurs pays d'origine.
3. Ils ne croiront jamais qu'ils ne seront pas pleinement acceptés par leur société d'accueil et seront acceptés plus tard. Par conséquent, ils se sentent étrangers et exclus.
4. Ils acceptent leur patrie comme leur seul véritable foyer idéal. Lorsqu'ils pensent que les conditions se sont améliorées pour eux, ils ont la conviction que les générations futures ou elles-mêmes retourneront dans leur pays.
5. Ils pensent qu'ils devraient s'unir pour maintenir la patrie, la restaurer, en assurer la sécurité et augmenter le niveau de bien-être.

¹⁸ W. Safran, **op. cit.**, p. 364-365.

6. Ils essaient de préserver leurs liens avec la patrie, et leur conscience ethnique et leur solidarité reposent sur ce lien.

Après avoir souligné ces caractéristiques, dans le sens des éléments susmentionnés, Safran met en avant le fait qu'il est possible de parler de diverses diasporas tels qu'Arméniens, Turcs, Palestiniens, Grecs, Chinois et Cubains, même si aucune diaspora n'est pas un type aussi idéal que celui-ci des Juifs.¹⁹ Robin Cohen souligne que l'analyse de la diaspora par Safran et son attention portée à la patrie (Homeland) sont profondément influencées par le contexte historique et l'expérience de la diaspora juive. De ce point de vue, Cohen estime qu'il conviendrait de définir de manière conceptuelle le processus de développement du phénomène de la diaspora et de définir neuf caractéristiques²⁰:

1. Séparation traumatique de la patrie en général,
2. Désir obtenir un emploi dans le pays d'origine, conformément à des objectifs commerciaux ou coloniaux,
3. Une mémoire commune et des mythes sur la patrie,
4. Idéalisation de la patrie,
5. Désir / Mythe de retour,
6. Une très forte conscience de groupe ethnique maintenue depuis longtemps,
7. Une relation problématique avec les sociétés de leurs d'accueil,
8. L'idée de solidarité avec leurs compatriotes à l'étranger,
9. La possibilité de maintenir une vie meilleure dans les pays où la tolérance est avancée.

Parmi les caractéristiques sur lesquelles Cohen met l'accent les deux premiers éléments constituent des critères très importants pour l'analyse des groupes de la diaspora dans les conditions actuelles. Plutôt qu'une vision restrictive qui considère le phénomène de la diaspora comme une séparation traumatisante de la mère patrie, les groupes de la diaspora sont plus adaptés aux réalités sociales, politiques et socioculturelles de l'époque actuelle, dans le but de trouver un emploi ou de mener des activités commerciales. En raison du développement rapide de la technologie des transports et des communications,

¹⁹ W. Safran, **op. cit.**, p. 364-365.

²⁰ R. Cohen, **Global Diasporas: An Introduction**, Londra: UCL Press, 1997, p. 180-187.

la solidarité et la coopération fournies par les groupes de la diaspora, non seulement avec leur pays d'origine, mais également avec leurs concitoyens vivant dans d'autres pays, se sont avérées très importantes pour que les diasporas deviennent des acteurs à l'échelle mondiale. De plus, les diasporas n'ont pas seulement de tendance nationaliste selon Cohen. La diaspora se situe quelque part entre l'identité nationale de la société et sa propre identité nationale. En d'autres termes, le phénomène de la diaspora se situe entre l'État-nation et les cultures en mouvement et vit à l'intérieur des frontières de l'État-nation, mais au sens émotionnel, il dépasse le temps et l'espace de l'État-nation.²¹

Gabriel Sheffer est un autre contributeur récent au concept de diaspora. Selon lui, outre le fait que les individus appartenant aux groupes de la diaspora entretiennent des relations avec leur patrie et leurs compatriotes vivant dans d'autres pays et qu'ils soient solidaires; le fait que la diaspora prenne sa place aujourd'hui est vital pour expliquer qu'elle est très active sur les plans culturel, social, économique et politique et qu'elle établit des réseaux transnationaux pouvant influencer sur les relations complexes entre États et acteurs internationaux. En ce sens, Sheffer interprète les étapes de la formation des diasporas en apportant une contribution théorique²²:

1. Il s'agit d'une migration forcée ou volontaire vers un ou plusieurs pays.
2. Les raisons pour lesquelles ils ont quitté leur pays d'origine et le statut économique des migrants ne sont pas aussi graves qu'ils sont supposés influencer la structure, l'organisation et le comportement de la diaspora dans la société d'accueil. Les migrants doivent faire face aux mêmes problèmes et affronter des dilemmes similaires, même s'ils sont riches ou pauvres.
3. La majorité des immigrants prennent la décision de rejoindre la diaspora ou de créer une nouvelle diaspora, en tenant compte des conditions politiques et économiques du pays d'accueil après leur installation dans le pays d'immigration.
4. Même si les immigrants se sont déplacés dans un autre pays avec l'idée d'être permanents, des barricades légales dans le pays de destination peuvent inciter les migrants d'aller vers un autre pays en raison de difficultés socio-économiques et politiques.

²¹ R. Cohen, **Global Diasporas: An Introduction**, p. 135-136.

²² G. Sheffer, **Diaspora Politics: At Home Abroad**, Cambridge: Cambridge University Press, 2003, p. 76-78.

5. Il est important de noter que les migrants maintiennent leur identité nationale à l'intérieur des frontières du pays d'accueil et créent une diaspora. Lorsqu'ils se sentent à l'aise, ils commencent à penser à être assimilés, à s'adapter, à former une diaspora ou à rejoindre la diaspora. S'ils envisagent de se rendre dans un pays tiers ou de retourner dans leur pays d'origine en raison des difficultés juridiques et politiques du pays dans lequel ils vivent, ils ne peuvent pas s'efforcer d'établir une diaspora ou de rejoindre la diaspora.
6. Si les communautés de migrants surpeuplées forment une autre société dans le pays où elles se rendent et deviennent indépendante, elles ne peuvent pas être qualifiées de diaspora nationale. Même s'ils maintiennent leurs relations culturelles avec leurs pays d'origine, ces groupes constitueront un nouvel État, leur identité et leur patrie.

Pour l'émergence ou la préservation d'une conscience de la part de la diaspora, il est nécessaire d'établir un lien fort avec le passé en vue de résister à l'assimilation.²³ Les personnes quittant leur pays d'origine en raison du statut de communautés de migrants et de leur transition vers le statut de diaspora, les facteurs qui les affectent lorsqu'elles arrivent dans le pays d'accueil, les dates de demande de citoyenneté, la date de citoyenneté, la recherche d'un emploi ou l'achat d'un logement peuvent montrer les signes de persistance. Pourquoi les membres du groupe de la diaspora non seulement conservent leur identité, mais définissent également leur identité, s'organisent au sein d'une communauté de la diaspora, présentent diverses activités et entretiennent des liens avec leur pays d'origine et leurs concitoyens? La réponse à cette question, qui repose sur différents concepts tels que la géographie, la patrie, l'État d'accueil et l'identité nationale, est cruciale pour la compréhension conceptuelle de diaspora et d'une communauté.²⁴ La poursuite de la conscience de la diaspora parmi les générations est directement liée à la force de la communication entre les individus jeunes et âgés des groupes de la diaspora. Parce qu'il existe de sérieuses différences entre la première génération née dans la patrie et la communauté d'accueil et la deuxième génération née dans la société d'accueil. Afin d'éviter la perte de conscience de la diaspora, il est nécessaire d'établir la communication et l'empathie intergénérationnelles entre les deux générations.²⁵

²³ R. Cohen, **Global Diasporas: An Introduction**, p. 186.

²⁴ G. Sheffer, **Diaspora Politics: At Home Abroad**, p. 17.

²⁵ R. Radhakrishnan, **Ethnicity in an Age of Diaspora**, Oxford: Blackwell Publication, 2007, p. 123.

Le fait que le concept de diaspora soit un élément controversé est que le phénomène de diaspora au nom de toutes les personnes vivant en dehors du pays d'origine (réfugié, immigrant, travailleur, étudiant, homme d'affaires, etc.) est repris et a un sens très large. À ce stade, la question la plus critique qui se pose est si « Toute personne vivant à l'extérieur du pays peut être qualifiée de diaspora? »²⁶ Selon les différentes définitions et caractéristiques de la diaspora mentionnées ci-dessus, la réponse à cette question est négative. Il n'existe pas de consensus clair sur l'appartenance ethnique de la diaspora à quel groupe ethnique, quand et dans quelles conditions. Cependant, la migration forcée n'est pas un seul facteur dans l'émergence de diasporas. En outre, il est possible d'affirmer que les migrations volontaires résultant de l'éducation, du commerce, des affaires et du mariage peuvent également être une source de diaspora.

La classification des diasporas est une autre question abordée dans le cas des diasporas. Selon Sheffer, les diasporas sont divisées en diasporas historiques et modernes. Les diasporas juives, arméniennes et grecques sont des exemples des diasporas historiques, tandis que les diasporas modernes sont des minorités ethniques enracinées dans l'immigration qui vivent dans un État autre que leur pays d'origine, mais maintiennent leurs relations émotionnelles et physiques avec leur pays d'origine. Ces diasporas modernes ont émergé à la suite d'importantes vagues de migration vers l'Europe, l'Amérique du Nord et le golfe Persique.²⁷ L'approche de Sheffer face au phénomène de la diaspora est très importante pour déterminer le cadre conceptuel et théorique. À côté de cela, Robin Cohen divise également les diasporas en cinq catégories²⁸:

1. Diasporas de victimes: Palestiniens, Africains, Juifs, etc.
2. Diasporas de main-d'œuvre (Labor diasporas): Turcs, Indiens, Italiens, etc.
3. Diasporas impériales: Espagnoles, Britanniques, Françaises, Néerlandaises, Portugaises, etc.
4. Diasporas marchandes: Chinois, Libanais, etc.

²⁶ M. Reis, "Theorizing Diaspora: Perspectives on 'Classical' and 'Contemporary' Diaspora", *International Migration*, 42 (2), June 2004, p. 42.

²⁷ G. Sheffer, *A New Field of Study: Modern Diasporas in International Politics*, London: Croom Helm, 1986, p. 1-15.

²⁸ R. Cohen, *Global Diasporas: An Introduction*, p. 179.

5. Diasporas culturelles: les Caraïbes.

La classification ci-dessus ne fait bien sûr pas la distinction parmi les groupes de diaspora avec des lignes nettes. Au contraire, il est possible de dire que les groupes de la diaspora peuvent changer avec le temps et se chevaucher avec quelques-unes des rubriques ci-dessus. Le fait que les Juifs puissent être considérés à la fois dans la diaspora de victime et dans la diaspora commerciale ainsi que dans la diaspora du travail et dans la diaspora culturelle est un exemple. Par conséquent, le concept de diaspora a subi des modifications dans le contexte de trois phénomènes historiques importants. Ce sont sans aucun doute la révolution industrielle, la mondialisation et les guerres mondiales. Après ces développements, il devient plus significatif d'interpréter la façon dont les sociétés de la diaspora ont évolué jusqu'à nos jours. Les mouvements de migration de masse, le colonialisme, l'industrialisation, l'émergence d'États-nations et l'économie de marché sous l'influence du monde entier sont très importants pour la formation et le développement des diasporas.²⁹ Les désaccords politiques et les conflits, l'instabilité économique et la transformation des migrations sous l'effet de la mondialisation accroissent l'importance de la diaspora.³⁰ En outre, de nombreuses communautés de la diaspora exigent non seulement de la sécurité et de bonnes conditions de vie de la part des pays dans lesquels elles vivent, mais également instrumentalisent l'État-nation dans le but de créer une relation durable avec leur pays d'origine.³¹ Compte tenu du renforcement croissant d'acteurs tels que la société civile dans le système international, les diasporas jouent un rôle clé en tant qu'acteurs transnationaux.

Lorsque l'on examine les approches de la diaspora moderne, les personnes qui existaient d'abord en tant qu'individus ont du mal à se maintenir et à participer à la société hôte. Ils agissent en établissant leurs points dans la société et leurs relations avec la société dans le cadre de normes universelles et de droits de l'homme. À ce stade, les nouvelles formes de compréhension de la diaspora se confrontent au phénomène d'hybridation

²⁹ S. Castles et M. J. Miller, **The Age of Migration**, New York: Palgrave Macmillan Publication, 1998, p. 283.

³⁰ M. Reis, **op. cit.**, p. 42.

³¹ R. Cohen, **Global Diasporas: An Introduction**, p. 195.

culturelle qui atteint la dimension transnationale.³² C'est pour cette raison, les nouvelles expressions acquises par le phénomène de la diaspora sont devenues directement liées aux mouvements migratoires dus à la visibilité accrue de la mondialisation. L'émergence et la politisation des diasporas reposent également sur de nombreux facteurs. Même les diasporas les plus ethnocentriques et les plus introverties peuvent rester sous l'influence des approches modernes. Les diasporas ne sont plus des cas de crise ou d'événement traumatisant. Dans le contexte de la mondialisation, un large éventail de situations telles que la mobilité pour des opportunités d'affaires populaires et facilitées, l'immigration de retraite et les mobilités des étudiants dans différents pays ont affecté les processus de la diaspora moderne. Aujourd'hui, la diaspora acquiert une visibilité politique et sociale en tant qu'un phénomène en développement rapide dans presque tous les domaines.

1.2. Immigration Turque en France et Identités Transnationales

La mobilité des migrants est le reflet de la totalité des relations entre migrants et pays d'envoi. Les relations préétablis entre États, telles que les liens historiques, coloniaux ou culturels, jouent un rôle majeur dans le mouvement migratoire.³³ En même temps, il est très important que les immigrés soient sur le point de se rencontrer ou de se différencier entre les deux communautés et qu'ils soient ouverts à l'interaction. A cet égard, les conditions des travailleurs turcs qui sont arrivés à l'Europe sont remarquables. La Turquie a été envoyés ses citoyens de la campagne aux métropoles européennes sans qu'ils n'assurent pas littéralement leurs conformités à la vie urbaine. Au début, les travailleurs turcs qui ne savaient même pas lire et écrire et qui venaient de la campagne en Europe n'avaient pas l'intention de devenir permanents. Le fait que la Turquie n'était pas capable d'offrir des possibilités d'emploi adéquates pour ses citoyens et le taux de chômage élevé ont été les vecteurs principaux pour l'émigration de ses citoyens.³⁴

³² T. Faist, **Diaspora and transnationalism: What Kind of Dance Partners?**, R. Bauböck, T. Faist (Eds.), dans *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam: Amsterdam University Press, 2010, p. 13.

³³ A. B. Karaçay, **Türkiye-Avrupa Göç Sistemi Misafir İşçilikten Ulus Ötesi Kimliklere**, S. Gülfer İhlamur-Öner ve N. Aslı Şirin Öner (Eds.), dans *Küreselleşme Çağında Göç Kavramlar, Tartışmalar*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016, p. 399.

³⁴ İ. Kaya, "Avrupalı Türkler: Misafir İşçilikten Avrupa Vatandaşlığına", **Eastern Geographical Review**, Volume: 13, Numéro: 19, 2008, p. 150.

La mobilité migratoire entre la Turquie et les pays européens devrait être évaluée en examinant à la fois la dynamique interne de la Turquie et la situation en Europe. La mobilité migratoire, débutée dans les années 1950 et laissant ses traces même aujourd'hui, est encre présente depuis au moins 60 ans entre la Turquie et l'Europe. Dans ce contexte, l'interprétation de la mobilisation des migrants uniquement en examinant les évolutions dans les pays européens conduit au mépris des conditions dans lesquelles le pays d'immigration est situé. En raison de la structure sociale de la Turquie, la situation économique et les évolutions politiques ont un impact significatif sur la mobilité humaine mentionnée. Dans le processus de mobilisation des migrations en Europe et en Turquie, les réseaux sociaux qu'ils ont fondés, les formes de relations, les diverses organisations et formes de vie, comme les faits qu'ils développent, tous ces facteurs tirent l'attention qu'ils sont les acteurs actifs plutôt que passifs. Avant d'examiner la mobilité migratoire de la Turquie vers la France, le fait de prendre en main la structure de la Turquie qui a provoqué ce mouvement est une place importante pour l'intelligibilité de la question.³⁵

Premièrement, la mobilité migratoire entre la Turquie et l'Europe s'est largement illustrée par la migration de main-d'œuvre depuis le début des années 1960. Au cours des dernières années, la mobilité temporaire est devenue permanente et les travailleurs invités sont devenus des immigrants résidents. Cette situation a amené diverses politiques d'immigration à être discutées de l'assimilation à l'intégration dans de nombreux pays. Il ne suffirait pas d'expliquer la migration de main-d'œuvre des années 1960 avec la seule raison comme la force de travail dont l'Europe avait besoin. En raison du processus d'urbanisation rapide de la Turquie, il y a eu une migration intense de la campagne vers la ville. Avec l'ajout de l'urbanisation au marché international du travail, une migration intensive de la main-d'œuvre est apparue de la Turquie vers les pays européens.³⁶ Des facteurs tels que la croissance rapide de la population au début des années 50, les progrès de la technologie agricole, l'utilisation de produits importés coûteux et la manifestation de l'industrialisation ont conduit à l'émergence d'une migration interne en poussant les personnes vivant dans la campagne hors des activités agricoles dans la période 1950-1960.³⁷ Les années mentionnées peuvent être définies comme le processus de rupture

³⁵ D. Daniş et V. İrtiş, **Entegrasyonun Ötesinde Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008, p. 14-17.

³⁶ İ. Kaya, **op. cit.**, p. 401.

³⁷ A. Gedik, **Türkiye'de İç Göçler, 1965-1985: Bazı Varsayımların Sorgulanması**, Ankara: ODTÜ Mimarlık Fakültesi Yayını, 1993, p. 213-232.

rapide du village et de la paysannerie. Etant donné qu'il y avait l'intense mouvement d'immigration des zones rurales vers les zones urbaines, la structure de la ville n'était pas suffisante pour accueillir la population des zones rurales. C'est pourquoi un groupe d'immigrés qui ont survécu dans des bidonvilles et ont gagné leur vie dans des secteurs économiques informels est devenu un élément inévitable de la population urbaine. Dans les années 1960, le bassin de labeur accumulé dans les villes à la suite de l'immigration interne et la main-d'œuvre nécessaire par les pays européens ont commencé à s'intensifier. Le fait que les forces de travail s'accumulant dans ce marché de main-d'œuvre rencontraient les pays européens et étaient inclus sur le marché international du travail s'exprimait par le biais de politiques de développement qui prévoyaient que les problèmes économiques tels que le chômage et la pénurie de devises étrangères à la fin des années 50 seraient résolus par la migration de main-d'œuvre.³⁸

Après le coup d'État militaire de 1960, le gouvernement du 27 mai a destitué le Parti Démocrate (DP) du pouvoir et a créé une organisation de planification de l'État (DPT) chargée de réagir à un cours imprévu de la politique économique. Il a également mis en place un plan de développement quinquennal, repositionné sur une période planifiée.³⁹ Un certain nombre de politiques de développement ont été établies afin de lutter contre le chômage croissant en Turquie, et le problème actuel peut être éliminé de deux façons. La première solution consiste à créer de nouveaux domaines d'emploi dans le pays. Une autre solution consiste à exporter la main-d'œuvre actuelle vers les pays européens en faisant accords bilatéraux avec les pays qui demandent de la main-d'œuvre.⁴⁰ Selon Nermin Abadan-Unat, la migration de la main-d'œuvre dans le plan de développement a été considérée comme une solution démographique pour réduire l'augmentation du taux de chômage et éviter le manque de devises étrangères.⁴¹ Selon le premier plan quinquennal de développement, il vise à exporter la main-d'œuvre actuelle comme il le suggère dans la section citée ci-dessous:

³⁸ A. B. Karaçay, *op. cit.*, p. 402.

³⁹ B. Oran, **Türk Dış Politikası I (1919-1980): Kurtuluş Savaşından Bugüne Olaylar, Belgeler, Yorumlar**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2001, p. 297

⁴⁰ T. Kolan, **International Labor Migration and Turkish Economic Development**, R.E. Krane (Eds.) *Manpower Mobility across Cultural Boundaries: Social, Economic and Legal Aspects*, Leiden: E. J. Brill, 1975, p. 138-160.

⁴¹ N. Abadan-Unat, **Bitmeyen Göç: Konuk-İşçilikten Ulus-Ötesi Yurttaşlığa**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2006, p. 53-62.

*Un autre aspect de la politique de l'emploi est l'exportation de surplus de main-d'œuvre vers les pays d'Europe occidentale, qui rencontre une pénurie de main-d'œuvre. Cependant, la Turquie est un pays qui a un surplus de main-d'œuvre, mais ainsi qui subit une carence de la main-d'œuvre de haute qualité. La capacité des exportations de main-d'œuvre à être élevée en main-d'œuvre peut accroître cette lacune et prendre des mesures pour prévenir cette difficulté est essentielle.*⁴²

Parallèlement à la demande de main-d'œuvre des pays d'Europe occidentale, le processus d'emploi du premier plan de développement quinquennal (1962-1967) a été réalisé. En plus de la demande de travail, une étape a été prise de ne pas laisser une barrière en matière d'immigration et de la liberté de voyage des citoyens par le biais de l'arrêté 18 de 1961 Constitution de la Turquie. En bref, dans ce plan de développement, les principaux objectifs sont de fournir des devises au pays, de se développer dans la langue et l'équipement technique pour les travailleurs de retour dans le pays, et de réduire des chiffres du chômage dans le pays.⁴³ Premièrement, des accords bilatéraux ont été signés avec l'Allemagne, puis avec d'autres pays européens, qui a déterminé les conditions générales de recrutement et de rémunération des travailleurs qui arriveront en Europe. Ces accords bilatéraux ont joué un rôle crucial dans la détermination de la première dynamique, bien qu'il ne soit pas suffisant de donner des orientations dans le processus suivant des mouvements migratoires de la Turquie vers l'Europe.⁴⁴ Dans les deux pays, les bureaucraties publiques ont joué un rôle important dans le processus de migration et dans les mécanismes décisionnels finaux pour l'envoi de travailleurs et leur formation technique. Cela a abouti à une qualification régulière de la migration de la main-d'œuvre.⁴⁵ L'institution qui détient la main-d'œuvre sous contrôle en Turquie a été l'Agence de travail et d'emploi (IIBK) et près de 3 millions de travailleurs ont eu recours à cette institution pour la recherche d'emplois entre les années 1961-1975.⁴⁶ La première mobilité officielle des immigrants a été considérée comme une mobilité de travail temporaire, presque tous les travailleurs migrants formés d'hommes, et comme un reflet

⁴² Birinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1962-1967), p. 327.

https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/kanunlar_kararlar/kanunbmmc046/karartbmmc04600001plan01.pdf, visité le 10 avril 2019.

⁴³ A. İçduygu, **Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri Bağlamında Uluslararası Göç Tartışmaları**, İstanbul: TÜSİAD, 2007, p. 63.

⁴⁴ **Ibid.**, p. 63.

⁴⁵ S. Erder, **Yabancılar Kurgulanan Ülkenin Yabancıları**, F. A. Arı (Eds.), *Türkiye'de Yabancı İşçiler*, İstanbul: Bağlam Yayınları, 2007, p. 11

⁴⁶ S. Erder, **Refah Toplumunda Getto**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2006, p. 83.

de la migration interne, les trois grandes villes de la Turquie qui étaient la principale ressource de cette mobilité étaient généralement d'Istanbul, Ankara et Izmir.⁴⁷ L'accord d'immigration signé le 30 octobre 1961, est l'une des étapes les plus importantes mettant l'accent sur la temporalité de cette mobilité c'est que l'échange de passeports des travailleurs pour un maximum de trois ans, les permis de travail et de séjour sont limités à deux ans.⁴⁸ Dans le deuxième plan de développement quinquennal (1968-1972), il était souligné que les travailleurs qui habitent à l'étranger étaient composés de travailleurs qualifiés et que l'exportation de la main-d'œuvre n'était pas développée dans le sens souhaité:

*Pour travailler à l'étranger entre 1961-1966, 1 033 500 travailleurs ont eu recours à l'Agence de travail et de l'emploi et parmi eux 195,000 (18,5%) personnes sont allées dans les pays d'Europe occidentale. 38% des travailleurs qui sont à l'étranger depuis 1964 sont des travailleurs ayant des professions. Ce taux élevé ne se conforme pas à l'objectif de faire appel à des ouvriers non qualifiés et 60% de ceux qui sont partis des régions occidentales du pays sont contre le principe choisi.*⁴⁹

Dans les premières années, les travailleurs turcs du marché du travail en Allemagne de l'Ouest, sont devenus le plus grand groupe de travailleurs étrangers. Au fil des années, de nouvelles routes migratoires ont émergé en conformité avec les demandes des autres pays européens. À cet égard, des migrations de main-d'œuvre ont été effectuées dans d'autres pays d'Europe occidentale, notamment en France depuis 1965 et en Autriche depuis 1964.

⁴⁷ N. Abadan-Unat, **op. cit.**, p. 240.

⁴⁸ Y. Adıgüzel, **Göç Sosyolojisi**, Ankara: Nobel Yayınları, 2019, p. 66.

⁴⁹ İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1968-1972), p. 141. <http://www.sbb.gov.tr/wp-content/uploads/2018/11/%C4%B0kinci-Be%C5%9F-Y%C4%B1ll%C4%B1k-Kalk%C4%B1nma-Plan%C4%B1-1968-1972%E2%80%8B.pdf>, visité le 10 avril 2019.

Tableau 1.1: Répartition des travailleurs turcs en Europe en 1968-1980

Pays	1968/69	1970/71	1973/74	1980
Allemagne	171016	373000	605000	1462400
France	4000	10000	29600	92772
Pays-Bas	13243	16512	46018	121712
Belgique	4217	8500	10000	66563
Angleterre	-	1387	2170	6000
Danemark	-	2377	7000	15841
Autres membres de Communauté économique européenne (CEE)	-	-	-	500
Total Pays de CEE	192476	411776	711302	1765323
Autriche	5259	12316	29764	65000
Suisse	5277	6502	23158	35857
Norvège	-	200	449	2252
Non-membres de CEE	12157	21805	58432	119314
Total	204633	433581	769734	1884637

Ressource: N. Abadan-Unat, Bitmeyen Göç: Konuk-İşçilikten Ulus-Ötesi Yurttaşlığa, p. 64.

La France a signé l'accord de recrutement avec la Turquie le 8 Avril 1965. Le premier groupe de travailleurs turcs en route de la France était en fait les personnes qui ont postulé à l'Agence pour l'Emploi et le Travail en Allemagne.⁵⁰ Lorsque le marché du travail allemand est arrivé à saturation en termes de main-d'œuvre turque, un certain nombre de travailleurs turcs censés partir en Allemagne sont venus en France. Cette partie de la migration turque est appelée immigration anonyme. Dans le prochain processus, la phase migratoire, qui est réalisée par rapport à la demande du secteur privé, est appelée migration nominale.⁵¹ Le phénomène de migration nominale a été plus intense en France qu'en Allemagne et a joué un rôle déterminant dans l'émergence des vagues de migration

⁵⁰ R. Kastoryana, **Etre Turc en France**, Paris: Harmattan, 1986, p. 165.

⁵¹ G. Strassburger, "Politiques d'immigration allemande et française et leurs effets sociaux: Les Turcs de Bamberg et de Colmar", **Les Annales de l'Autre Islam**, 3, Paris: INALCO-ERISM, 1995, p. 42.

de chaînes. Cette forme de migration a inévitablement augmenté le nombre de migrants originaires d'une région ethnique et géographique particulière.⁵²

Toutefois, l'exportation des travailleurs étaient inférieurs au taux prévu en raison des restrictions économiques imposées en Europe à la suite de la crise pétrolière de 1973 et des incitations des travailleurs à rapatrier. Bien que la Turquie ait prévu d'envoyer les 350 000 travailleurs à l'étranger dans le troisième plan quinquennal de développement (1973-1977), le nombre désiré est dû à la crise pétrolière de 1973 et à la détermination des politiques qui encouragent le retour de l'Europe ne s'est pas réalisé.⁵³ En bref, les années 1960 ont construit la première période systématique de mobilité des migrations entre la Turquie et l'Europe, et ont répondu aux besoins économiques de la Turquie et de divers pays européens.

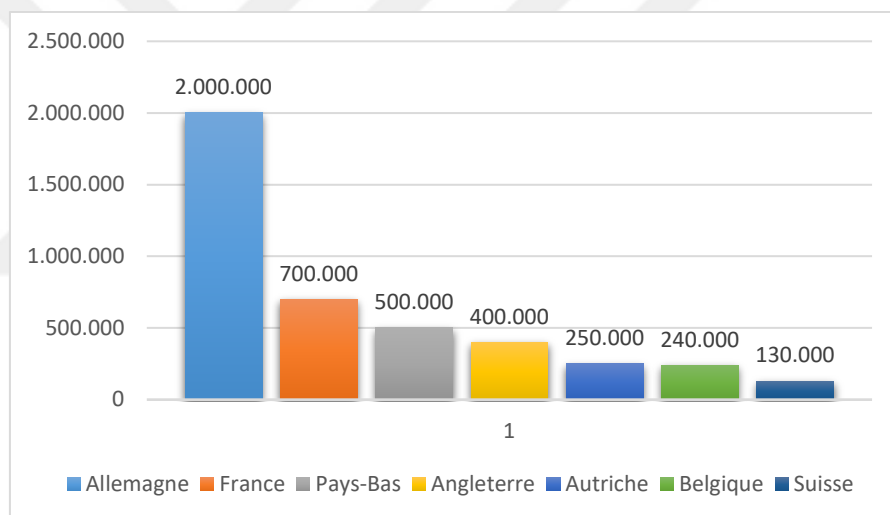


Figure 1.1: Répartition des citoyens de la République turque selon les pays

Ressource: BBC News⁵⁴

Dans les années 1970, les travailleurs migrants de Turquie à l'Europe sont passés de temporaires à permanents, et dans ces années, les mouvements migratoires de la chaîne ont commencé à émerger. Les travailleurs d'un village ou d'une région ont généralement commencé à travailler dans la même entreprise ou dans la même ville d'un pays où ils résident. En raison des combinaisons familiales et de la mobilité des migrations en chaîne,

⁵² A. Kaya, **İslam, Göç ve Entegrasyon**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2016, p. 74.

⁵³ A. B. Karaçay, **op. cit.**, p. 406.

⁵⁴ BBC, "Hangi ülkede kaç Türk vatandaşı yaşıyor?" <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-47134873>, le 6 février 2019.

les réseaux de relations sociales basés sur les liens sanguins ont vu le jour. Par conséquent, la vague de migrations entre la Turquie et les pays européens a développé des relations informelles et des réseaux sociaux. Ainsi, les migrants qui sont définis comme les personnes temporaires, ont décidé de s'installer en raison de la migration en chaîne et ont créé des modes de vie différents dans les pays où ils résident.⁵⁵

Les travaux menés par Czarina Wilpert et Ali Gitmez pour la migration enchaînée à Berlin contiennent des exemples intéressants. Une famille de 100 personnes d'un village d'Erzincan, une famille de 250 personnes de Siirt et une famille de 140 personnes d'Urfa se sont installées à Berlin.⁵⁶ Les recherches de Sema Erder dans le quartier de Rinkeby à Stockholm se penchent également sur les Turcs qui travaillent en Suède et qui viennent du district de Kulu à Konya.⁵⁷ De même, dans le quartier de Franconville à Paris, la présence de travailleurs turcs de la ville de Çankırı en Turquie apparaît. Cependant, le quartier parisien Strasbourg Saint-Denis est connu comme le quartier turc et a rassemblé des activités économiques. Ainsi, il reflète fortement à la fois la concentration spatiale et des activités économiques spécifiques. Dans le quartier susmentionné, les travailleurs migrants turcs ont eu l'occasion de parler de leur langue maternelle et de faire vivre les coutumes de leur pays.⁵⁸ Les entreprises ethniques sont les plus susceptibles de créer des environnements dans lesquels un groupe ethnique est concentré, où la main-d'œuvre et l'accumulation de capital sont suffisantes. Les Turcs travaillant dans le quartier parisien de Strasbourg Saint-Denis ont créé un marché du travail qui comprend des secteurs tels que la vente de produits alimentaires locaux et traditionnels et les restaurants turcs.

Quand on regarde les mouvements migratoires qui se sont produits entre la Turquie et les pays européens, force est de constater qu'il reflète un ensemble de facteurs qui déclenchent l'autre. Les affinités qui sont construits sur les relations de parenté par des immigrants de la Turquie, les associations et les organisations non gouvernementales, les pratiques religieuses et les formes de vies dans les différentes communautés religieuses, des facteurs tels que l'incapacité d'atteindre un niveau suffisant en langue a

⁵⁵ A. B. Karaçay, *op. cit.*, p. 407.

⁵⁶ A. Gitmez et C. Wilpert, **A Micro-society or an Ethnic Community? Social Organization and Ethnicity amongst Turkish Migrants in Berlin**, J. Rex ve D. Joly (Eds.), *Immigrant Associations in Europe*, Aldershot: Brookfield, 1987, p. 95.

⁵⁷ S. Erder, *op. cit.*, p. 171.

⁵⁸ N. Abadan-Unat, *op. cit.*, p. 235.

apporté des discussions en raison de provoquer le repli sur soi.⁵⁹ Par conséquent, la migration a eu lieu en 1970 entre la Turquie et l'Europe, et celle-ci a créé un nouveau discours politique en France. En même temps, il a fait l'objet des discussions de la manière dont les valeurs culturelles et sociales que les Turcs ont apportées à l'Europe dans leurs bagages ont affecté les pays européens et comment ils les ont transformés. Le recrutement de travailleurs à partir des années 1960 s'est transformé en une doléance pour les européens qui ne sont pas satisfaits à la fin des années 1970. Les concepts utilisés pour les travailleurs étrangers dans l'opinion publique française ont commencé à changer. Le mot immigré a commencé à avoir un sens politique en France depuis la fin des années 1970 et il a été utilisé pour évoquer des sens négatifs. Le mot immigré est souvent utilisé dans la dénomination des immigrants d'Afrique du Nord, de Turquie et des régions subsahariennes, principalement d'origine musulmane, tandis que le mot étranger est utilisé pour des gens d'origines européennes et les immigrants chrétiens.⁶⁰

Dans le même temps, la France a suivi la voie du gouvernement conservateur Valéry Giscard d'Estaing pour mettre fin à l'accord de travailleur invité de l'Allemagne en 1974. Le gouvernement conservateur avait pour objectif de réduire le montant des étrangers dans le pays en mettant en œuvre une campagne de rapatriement volontaire comprenant des incitations financières pour ceux qui souhaitent quitter le pays. Entre la période d'avril 1971 et de novembre 1981, la France a versé 10 000 francs à des migrants au chômage qui souhaitaient retourner dans leur pays d'origine. Le nombre de migrants qui sont rentrés dans leur pays en acceptant ladite campagne était très limité.⁶¹ Bien que cette situation ait entraîné un ralentissement de la mobilité migratoire, la dynamique de la migration ne s'est pas arrêtée du fait des regroupements familiales.⁶²

L'annulation des protocoles des travailleurs invités par de nombreux pays d'Europe occidentale, y compris la France, n'a pas donné les résultats escomptés et a poussé la situation dans une direction plus compliquée. Les gouvernements européens, désireux de renvoyer les travailleurs turcs dans leurs pays comme excuse pour des contrats à court terme, ont été confrontés non seulement aux travailleurs turcs à statut

⁵⁹ A. B. Karaçay, **op. cit.**, p. 408.

⁶⁰ A. Kaya, **op. cit.**, p. 77.

⁶¹ A. Kaya et F. Kentel, **Euro-Türkler: Türkiye ile Avrupa Birliği arasında Köprü mü Engel mi?**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2005, p. 18

⁶² İ. Kaya, **op. cit.**, p. 155.

temporaire, mais aussi à la réaction des syndicats et des organisations menant des activités commerciales et industrielles.⁶³ La dynamique de la migration de la Turquie dans les années 1980 se fonde sur des raisons différentes de la mobilité qui s'est produite au cours des années précédentes. Après le coup d'Etat militaire 1980 dans la tourmente politique de la Turquie qui héberge les demandes d'asile correctes de la Turquie en Europe, il a déclenché une mobilité migratoire intense et continue par les réfugiés politiques.⁶⁴ Lorsque la mobilité migratoire de la Turquie à la France est prise en considération en tenant compte des années de 1960, de 1970 et de 1980, des caractères différents émergent. L'accord sur la main-d'œuvre signé dans les années 60 peut être décrit comme une migration de travail, dans les années 70 comme une migration sociale et dans les années 80 comme une migration politique dans le contexte de la migration forcée.⁶⁵

Dans les années 90, deux tendances différentes dans le contexte de la migration vers l'Europe étaient évidentes. D'un part, du fait de l'augmentation des populations immigrées, les activités gouvernementales que l'on peut appeler un retour à l'assimilation dans les discussions multiculturelles reflètent une perception et une attitude politiques plus conservatrices. D'autre part, les perspectives de la politique de la migration, y compris des concepts tels que l'interaction transnationale et interculturelle et la structure libertaire, sont apparues. Cette approche peut être considérée comme une projection de la politique d'immigration après la période de la guerre froide. Au cours de ces années, l'intensité des mouvements migratoires, en particulier les demandes d'asile, a déclenché la recherche du phénomène migratoire avec des dimensions très différentes. En outre, du fait de la mondialisation, la facilité de déplacement entre pays et le développement des technologies de la communication ont conduit à l'expansion de espaces transnationales.⁶⁶

Les zones sociales transnationales, les relations sociales, politiques, économiques et socioculturelles qui résultent de la mobilité migratoire coïncident avec un espace dynamique transnational qui se développe au-delà des frontières des pays. En d'autres termes, l'immigration n'est pas seulement comprise comme un concept structurel, elle est

⁶³ G. Avcı, "Comparing Integration Policies and Outcomes: Turks in the Netherlands and Germany", **Turkish Studies**, 7 (1), 2006, p. 67-84.

⁶⁴ C. Timmerman, "Gender Dynamics in the Context of Turkish Marriage Migration: The Case of Belgium", **Turkish Studies**, 7 (1), 2006, p. 125-143.

⁶⁵ Yusuf Adıgüzel, **op. cit.**, p. 69.

⁶⁶ A. B. Karaçay, **op. cit.**, p. 411-412.

également façonnée par ses propres préférences rationnelles et par ses propres subjectivités. Par conséquent, les migrants peuvent être qualifiés d'acteurs sociaux, qui sont en fait influencés par les conséquences du capitalisme et de l'industrialisation.⁶⁷ Les migrants transnationaux sont considérés comme faisant partie de deux communautés différentes par le biais d'activités transnationales. Les immigrants ne développent pas leur identité uniquement en adhérant à un pays et ils sont également affectés par la dynamique entre leur pays d'origine et le pays d'accueil. Les migrants révèlent également des communautés transnationales à travers les réseaux qu'ils établissent. En d'autres termes, la continuité des immigrants et le fait que les migrants sont permanents, les voyages deviennent moins chers et plus faciles, et le développement des moyens de communication grâce aux nouvelles technologies a offert la possibilité aux populations à vivre dans deux pays, ce qui affaiblit l'idée que l'individu soit rattaché à un seul pays. Les identités transnationales organisent des activités économiques, socioculturelles et religieuses et servent de pont entre leur patrie et le pays d'accueil où elles exercent diverses activités.⁶⁸

Comme les effets des communautés transnationales sur la structure migratoire entre la Turquie et l'Europe, Ayhan Kaya et Bahar Sahin ont récemment déclaré dans un certain nombre d'études selon lesquelles, il est compris que les migrants vivant en Europe et leurs enfants, connus comme la continuité des anciennes générations, ne sont plus des groupes de migrants temporaires vivant avec le rêve de retourner dans leurs pays d'origine.⁶⁹ Dans l'étude menée par Ayhan Kaya et Ferhat Kentel, environ 70% des Turcs vivant en France se décrivent comme européens-turcs et turcs-européens (turcs-français).⁷⁰ Quand ces définitions attirent l'attention sur le développement d'identités culturelles hybrides, elles montrent également que les immigrants ont un caractère transnational. La culture résultant de la migration et des réseaux migratoires, les domaines transnationaux et les activités des immigrants dans le cadre du développement, entre les pays européens et la Turquie, les relations économiques, politiques, sociaux et culturels a apporté la profondeur rendant plus intense.⁷¹ Malgré cela, il convient de souligner le

⁶⁷ A. Kaya et B. Şahin, **Kökler ve Yollar Türkiye'de Göç Süreçleri**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2007, p. 14.

⁶⁸ A. B. Karaçay, **op. cit.**, p. 412.

⁶⁹ A. Kaya et B. Şahin, **op. cit.**, p. 9.

⁷⁰ A. Kaya et F. Kentel, **op. cit.**, p. 8.

⁷¹ A. B. Karaçay, **op. cit.**, p. 412.

racisme, les pratiques juridiques discriminatoires, les droits politiques limités et la discrimination de fait sur les marchés du travail, en particulier les politiques identitaires réactionnaires des jeunes élevés dans le pays d'accueil. L'élément le plus important de ces identités est l'ethnicité qui attire l'attention sur un fort sentiment d'appartenance, afin de surmonter l'exclusion et la discrimination des jeunes Turcs et d'essayer ainsi de briser l'hégémonie culturelle de l'État-nation, des jeunes allient la culture traditionnelle héritée de leur famille à la culture globale de la jeunesse.⁷²

Depuis le début des années 2000, la structure de la migration entre la Turquie et les pays européens a connu des augmentations significatives des mouvements migratoires et d'asile, après la période de la guerre froide, avec l'effort de l'Union européenne (UE) pour créer une politique commune en matière d'immigration, et dans le contexte des conséquences de la mondialisation, les identités et les domaines transnationaux se sont élargis. En présence de cette situation, les structures sociales multiculturelles des pays européens ont eu l'occasion de s'étendre, l'effet de la migration et des migrants en tant qu'un individu qui transforment la société, la politique et l'économie ont été remarquées.⁷³

⁷² A. Kaya, **Sicher in Kreuzberg Berlin'deki Küçük İstanbul: Diasporada Kimliğin Oluşumu**, İstanbul: Büke Yayıncılık, 2000, p. 137-155.

⁷³ A. B. Karaçay, **op. cit.**, p. 414.

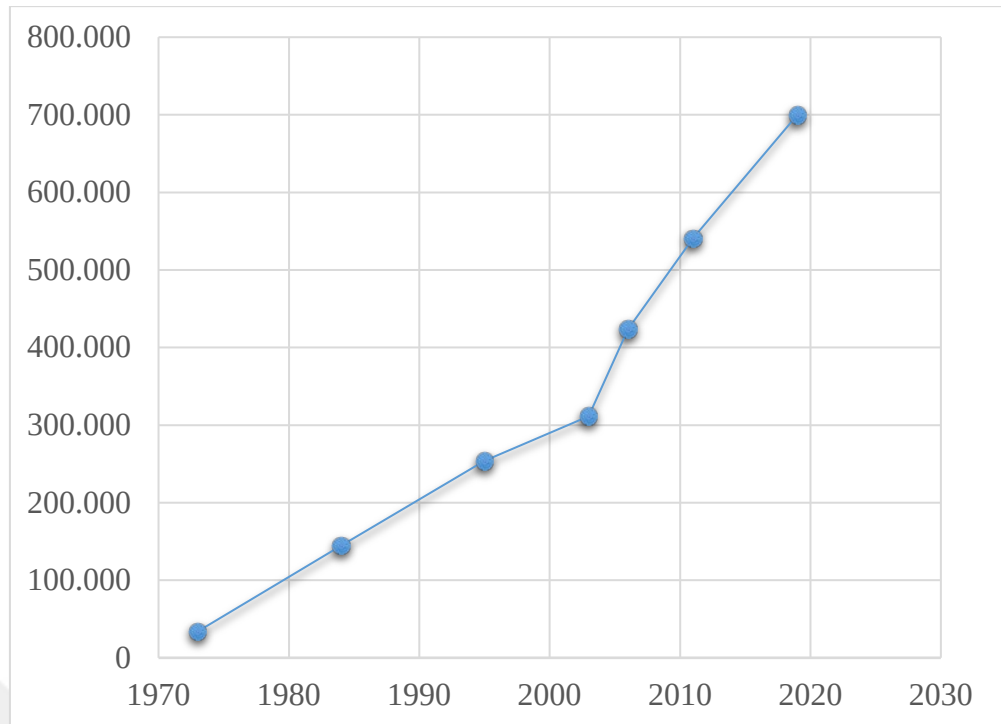


Figure 1.2 : Population turque en France par années

Ressource : M. Murat Erdoğan, Avrupa'da Türkiye Kökenli Göçmenler ve 'Euro-Turks Barometre Araştırmaları, Göç Araştırmaları Dergisi, Cilt:1, Sayı:1, Ocak-Haziran 2015, p. 115.

Compte tenu de la mobilité commencée en 1960, les variables économiques en premier et politiques étaient les déterminants de la mobilité migratoire. Quand on atteint les années 2000, on s'aperçoit que les identités et les champs transnationaux sont façonnés avec l'UE. Avec les travailleurs migrants qui sont passés d'un statut temporaire à une permanence, les groupes ethniques, les droits des minorités ethniques, l'organisation politique, la communauté et la diaspora sont devenus des sujets de discussion. Au cours des dernières années, ces débats ont été remplacés par des problèmes liés à la structure sociale multiculturelle, aux questions d'identité et aux nouveaux modes de vie dans les espaces transnationaux. En d'autres termes, la dynamique des migrations turco-européennes a créé un champ de développement sur les facteurs économiques, politiques et aussi sociales en se nourrissant mutuellement.⁷⁴

⁷⁴ A. B. Karaçay, **op. cit.**, p. 415.

1.3. Processus de Transition de l'Immigration à la Diaspora

L'immigration n'est pas un processus qui se réduit à des individus ou à des familles, mais se réalise à travers diverses dynamiques de communautés humaines qui sont connectées les unes aux autres de manière différente en termes de relations sociales et de réseaux.⁷⁵ Alors que le réseau de relations contribue à la préparation des personnes à l'immigration, à s'installer dans une nouvelle position socioculturelle et à s'adapter à la société dans laquelle ils arrivent, les activités menées par les communautés d'immigrants à travers leurs propres formations transforment et renforcent formellement le réseau de relations. Les communautés d'immigrés apportent non seulement leur expérience, leur accumulation et leur capital humain à leurs communautés d'accueil, mais développent également leur capital humain et social à travers divers réseaux. Ces réseaux, qui constituent la structure de base de l'espace transnational créé après la migration, jouent un rôle important dans l'émergence d'organisations d'immigrés, tout en offrant la possibilité de transférer des ressources financières, des idées et symboles nouveaux, des activités et expériences diverses à la société d'accueil et à la patrie.⁷⁶

Dans les années 80, lorsque la mobilité migratoire entre la Turquie et les pays européens a été examinée, il est possible de dire qu'il s'agit plutôt de demandes d'asile pour l'Europe en raison des bouleversements politiques dans laquelle la Turquie se trouvait. Les pays européens ont accueilli plusieurs demandes d'asile en provenance de Turquie. Les communautés où les demandeurs d'asile et les réfugiés de Turquie sont devenus de plus en plus concentrés dans les activités des associations. Au début des années 1970, les organisations de travailleurs turques étaient soutenues financièrement par les pays qui acceptaient les migrants, en tant qu'organisation syndicale et de solidarité. Ces groupes, qui ont émergé avec le temps, ont été influencés par des polarisations idéologiques, et les associations ont été plus importantes dans leurs activités liées à la Turquie que les questions liées aux pays européens. Des associations ayant des liens de gauche et internationaux, ainsi que des associations nationalistes et religieuses organisées

⁷⁵ C. Tilly, **Transplanted Networks**, Virginia Yans-McLaughlin (Eds.), *Immigration Reconsidered: History, Sociology and Politics*, Oxford: Oxford University Press, 1991, p. 84-85.

⁷⁶ S. G. Ihlamur-Öner, **Ulus-Ötesi Göç Sürecinde Dini Ağlar ve Örgütler**, S. Gülfer Ihlamur-Öner et N. Aslı Şirin Öner (Eds.), dans *Küreselleşme Çağında Göç Kavramlar, Tartışmalar*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016, p. 310.

de la même manière ont également commencé à enregistrer des membres afin d'assurer la participation des Turcs vivant à l'étranger.⁷⁷

Dans les rubriques suivantes, on examinera en détail la structure des associations turques, les associations nationalistes-conservateurs jouissant de différentes sources pour poursuivre leurs activités dans les pays européens. Celles-ci proviennent des contributions individuelles des Turcs, telles que l'assistance de travailleurs pour la construction de mosquées, divers dons aux associations et les fonds fournis par les gouvernements locaux à différentes associations. Dans le même temps, ces associations sont soutenues par des organisations internationales. Dans les années 1980, lorsque les associations turques ont commencé à s'intensifier, des organisations basées sur des organisations nationalistes et des communautés religieuses ont commencé à se manifester. Mais la grande majorité de ces associations et groupes tournait autour des questions liées à la Turquie, suivie de près par la politique turque et a témoigné des activités politiques du pays. La plupart de ces organisations ne pensaient pas beaucoup aux difficultés d'être immigré dans un pays étranger.⁷⁸

À la suite de l'adoption d'une législation autorisant les étrangers à constituer des organisations en France en octobre 1981, le nombre d'organisations islamiques et d'organisations d'origine turque a considérablement augmenté. La loi de 1981 a approuvé le droit des individus et des groupes d'être différents. Cela signifiait que les immigrants étaient libres d'exercer diverses activités dans le cadre juridique.⁷⁹ Cette loi qui soutenait les activités culturelles des immigrés commençait à offrir des droits plus complets que la précédente loi de 1959, dans le but de maintenir les liens avec la patrie des associations ethniques et religieuses et d'être plus sensible aux contributions de la société d'accueil aux cultures étrangères.⁸⁰ La création de ladite loi a permis aux groupes ethniques et religieux, et en particulier aux musulmans, d'informer les autorités municipales de leur situation locale par le biais des projets d'intégration.

⁷⁷ E. Ostergaard-Nielsen, **Transnational Politics: Turks and Kurds in Germany**, Londra: Routledge, 2003, p. 70.

⁷⁸ A. Arayıcı, **Türkiye'den Avrupa'ya Göçün 40 Yılı**, İstanbul: Ceylan Yayınları, 2002, p. 96.

⁷⁹ A. G. Hargreaves, **Immigration, "Race", Ethnicity in Contemporary France**, Londra: Routledge, 1995, p. 195.

⁸⁰ W. Safran, "Ethnoreligious Politics in France: Jews and Muslims", **West European Politics**, Volume: 27, Numéro: 3, Mai 2004, p. 426.

Dans ce contexte, au cours de la période où les immigrés turcs ont établi diverses formations, l'intégration dans les pays européens et la présence des politiques de l'assimilation en France sont remarquables. En revanche, la Turquie s'efforce de faire en sorte que les immigrants turcs qui vivent en Europe ne disparaissent pas de leurs liens avec la Turquie et que le soutien de ces relations puisse être maintenu à des niveaux possibles. Par exemple, cette politique reflète le fait que la fourniture d'un soutien aux Turcs vivant à l'étranger dans le contexte de l'article 62 ajouté à la Constitution turque de 1982 est l'un des devoirs constitutionnels de l'État.

Par rapport à l'article 62, l'État prend les mesures nécessaires pour assurer l'unité familiale des ressortissants turcs travaillant à l'étranger, l'éducation de leurs enfants, leurs besoins culturels et leur sécurité sociale, la protection de leurs liens avec leur patrie et leur retour dans leur patrie. Il est à noter que l'État a démontré la capacité de soutenir les migrations d'origine turque de diverses manières. Le cinquième (1985-1989) et sixième plans quinquennaux de développement (1990-1994) comprenaient l'article 62 de la Constitution turque de 1982. Ainsi, cet effort politique a été clairement soutenu dans ces plans de développement. Le résultat le plus évident de cette politique est la création de l'Union Turco-Islamique des affaires religieuses (DITIB) en 1986 qui est une organisation couvrant toute l'Allemagne, fondée par la Fondation des affaires religieuses turques à Cologne.⁸¹

Un certain nombre de situations jouent un rôle clé dans la transition de l'immigration vers la diaspora. Le premier de ces facteurs est sans aucun doute la dynamique de la migration qui a débuté dans les années 60 et est devenue plus évidente dans les années 70 et s'est poursuivie de différentes manières, même si la densité numérique de la mobilité a diminué dans les années 80. En 1986, François Mitterrand, le président de la France, lui a accordé un permis de séjour pour les migrants en situation irrégulière entrant illégalement dans le pays. Pour les raisons politiques en Turquie, les personnes qui revendiquent l'asile, mais qui ont des conséquences négatives, ont obtenu une base juridique en France avec cette loi. Tout d'abord, les travailleurs turcs qui sont allés en France dans l'espoir de revenir dans leur pays d'origine en laissant leurs familles derrière eux, lorsqu'ils ont compris qu'ils ne pourraient pas retourner dans leur pays dans un bref

⁸¹ A. B. Karaçay, **op. cit.**, p. 410-411.

délai, ils ont voulu les amener dans les lieux où ils vivaient. Lorsque les conditions juridiques et économiques nécessaires se sont matérialisées, au début, la situation que l'on a été défini comme l'immigration des célibataires, il s'est transformé en une migration familiale, avec l'acquisition des époux et des enfants laissés par les travailleurs turcs.⁸²

Lorsque toutes ces situations sont prises en compte, on constate que les travailleurs turcs venus travailler de leur pays d'origine ont ensuite amené leurs familles dans le pays d'accueil. Il est révélé que les immigrants comprennent qu'ils sont permanents dans leur pays d'accueil et à partir de ce moment-là, ils créent de diverses organisations pour faire vivre leurs traditions, leurs coutumes et leurs religions par le biais de leurs propres communautés. Après avoir compris qu'ils étaient permanents, les Turcs en France ont commencé à acquérir des biens immobiliers depuis les années 1980. Les achats immobiliers ont commencé principalement par des restaurants et cafés.

Suite à l'émergence d'une loi pour lever les barrières des étrangers à la création des associations en France, les Turcs ont commencé à créer de nombreuses associations aux motifs culturels, politiques et religieux. Suite à cette loi, les vieilles maisons ont été achetées à partir des années 1985 et l'intérieur des maisons a été restauré et transformé en associations. Les premières mosquées se trouvaient dans ces structures qui se sont transformées en associations. Grâce à leurs associations, les immigrés ont gardé leurs réseaux en vie et ont essayé de préserver les valeurs culturelles et religieuses de leur pays d'origine. Dans ce contexte, ils ont commencé à construire de diverses mosquées avec l'aide qu'ils ont rassemblé entre eux afin d'accomplir leurs activités religieuses en particulier dans les villes de Strasbourg et Paris. L'expansion généralisée des mosquées appartenant à des immigrants turcs sous l'égide de différentes associations a été le visage le plus clair du processus de transition de l'immigration à la diaspora. En d'autres termes, le processus de transition de l'immigration vers la diaspora a commencé avec l'acquisition des biens des turcs. Plus tard, les propriétés achetées ont été transformées en

⁸² Ü. Metin, "Les immigrés de Turquie et la Vie Associative", **Les Cahiers de L'Observateur**, Paris: Edition de Conseil Français des Associations d'Immigrés de Turquie, Numéro : 1, 1998, p. 4.

une association et les associations ont été converties en une mosquée après un certain temps. La diaspora turque est donc née et progressé assez lentement.⁸³

1.4. Comparaison de l'approche de William Safran et celui de Robin Cohen concernant la Diaspora dans le Cas des Turcs en France

Dans le chapitre précédent, le concept de diaspora a été examiné par différents auteurs et un large éventail d'approches du phénomène de la diaspora ont été reflétées. L'absence d'un seul consensus sur ce phénomène persiste dans la complexité du concept dans les milieux académiques. Cependant, à la fin des années 60, la mobilité des travailleurs de la Turquie à la France a montré une permanence dans les années 70. Puis, dans les années 80, les Turcs ont continué à acquérir des biens de diverses manières, à ouvrir des entreprises et des associations. Il est possible de dire que les turcs sont devenus une communauté diasporique dans le cadre de ces développements.

Quand on considère les Turcs vivant à Paris et Strasbourg en France en termes de diaspora, l'approche de William Safran et de Robin Cohen est très importante pour comprendre la diaspora turque en France. Selon William Safran, les principales caractéristiques des groupes de la diaspora sont les suivantes⁸⁴:

- Les peuples de la diaspora ou leurs ancêtres sont dispersés dans deux ou plusieurs régions étrangères à partir d'un même centre.
- Ils entretiennent une mémoire commune, un imaginaire ou un mythe incluant la géographie, l'histoire et les réussites de leurs pays d'origine.
- Ils croient qu'ils ne sont pas pleinement acceptés par la société d'accueil et que cette acceptation ne se concrétisera jamais. Ils vivent donc partiellement en dehors de la société dans laquelle ils vivent.
- Ils voient leur pays d'origine comme leur patrie. Ils ont la conviction de retourner pour eux-mêmes et aussi les générations suivantes dans leur pays d'origine à l'avenir.

⁸³ Ces données ont été indiquées par rapport à l'entretien faite avec Ifakat Yuna (Coordinatrice adjointe de COJEP) le 5 avril 2019.

⁸⁴ W. Safran, "Diasporas in Modern Societies: Myths and of Homeland and Return", *Diaspora*, Spring 1991, p. 83-99.

- Ils estiment que toutes les personnes appartenant à la diaspora devraient poursuivre leur engagement dans leur pays d'origine afin d'accroître le niveau de protection sociale de leur pays et de travailler pour assurer leur sécurité.
- Les peuples de la diaspora poursuivent leur solidarité dans la société d'accueil à travers les identités ethniques et les relations connexes associées à la patrie.

Une grande partie de ces caractéristiques, qui sont mentionnées dans l'approche de William Safran sur la diaspora, coïncide avec la diaspora turque en France. À la suite d'entretiens semi-structurés menés avec des étudiants de différentes universités, départements et niveaux, notamment à Paris et à Strasbourg, la diaspora turque porte plusieurs caractéristiques indiquées par Safran.⁸⁵

Le plus important d'entre eux est la diffusion de la communauté de la diaspora d'un pays à plus d'une région. Ils croient qu'ils ne seront pas pleinement acceptés par la société d'accueil en raison de leurs valeurs socioculturelles et que cela ne sera pas pleinement réalisé en raison du problème de la culture et de l'identité. Le rêve de retourner dans leur patrie, la création de leur réseau de solidarité sur les identités ethniques et la parenté dans la société d'accueil, leur effort de maintenir leur lien avec leur patrie, tous ces facteurs sont similaires à la définition de diaspora de Safran. Cependant, l'analyse de Safran sur la diaspora présente un certain nombre de lacunes. D'abord, la première lacune remarquée est que les membres de la diaspora ne sont associés qu'à la patrie.

Dans cette étude, les relations du groupe de la diaspora vivant dans la communauté d'accueil avec les processus d'accueil et de citoyenneté n'étaient pas incluses. Cependant, les membres de la diaspora sont en contact avec le pays hôte autant que leurs relations avec leur pays d'origine. Les prochaines générations qui suivent la première génération acquièrent une culture hybride en apprenant les valeurs de leur patrie et du pays dans lequel elles sont nées. Cette situation déclenche également l'émergence de différents sentiments d'appartenance et de citoyenneté au fil du temps. William Safran ignore donc

⁸⁵ Ces données ont été indiquées par rapport à l'entretien faite avec les étudiants qui habitent à Paris et à Strasbourg : K1 (Homme, 22, étudiant de psychologie au niveau de licence, Strasbourg), K2 (Homme, 26, étudiant d'islamologie au niveau de master, Strasbourg), K3 (Homme, 32, diplômé de littérature turque, enseignant de langue turque, Paris) et K4 (Femme, 32, étudiant de science politique au niveau de master, Paris).

les conflits internes, les confusions émotionnelles et les dilemmes identitaires dans lesquels ils se trouvent dans leur vie réelle. Bien que les études menées sur les Turcs en France révèlent que les Turcs se définissent en grande partie comme des Turcs, ils ne doivent toutefois pas échapper à l'attention qu'un certain groupe considère comme franco-turque.⁸⁶ En outre, une autre lacune que Safran insiste sur l'analyse de la caractéristique de la diaspora est que elle est fixe et immuable. Contrairement à cela, les diasporas ont des structures dynamiques et mobiles, ne sont pas éléments immuables. En ce qui concerne ces caractéristiques, Robin Cohen critique la restriction de la diaspora à un seul terrain. Cohen pense que l'idée d'accepter le groupe de diaspora seulement autour d'une terre et de mettre en avant que ce groupe vit et fait des efforts seulement pour leur patrie, sont des expressions insuffisantes et il fait une déclaration plus large⁸⁷:

- Le plus souvent, ils ont été séparés de la patrie d'une manière traumatisante, dispersant dans deux ou plusieurs régions étrangères.
- Alternativement, ils ont été répartis hors de la patrie pour poursuivre la recherche d'emploi ou les désirs coloniaux.
- Ils contiennent la conscience et le mythe d'une patrie commune qui comprend la région, les réalisations et l'histoire dans leur esprit.
- Ils ont une imagination générale pour le retour à leur patrie.
- Ils ont une croyance de destin commun, une compréhension commune et populaire d'histoire et une forte conscience de groupe ethnique.
- Ils entretiennent parfois des relations problématiques avec la société du pays dans lequel ils vivent et pensent qu'ils ne seront pas acceptés par la société.
- Bien qu'ils vivent dans des pays différents avec des personnes appartenant au même groupe ethnique, ils ont tendance à créer de l'empathie et à se sentir solidaires avec ce groupe ethnique.

L'explication de Cohen ne nie pas complètement les caractéristiques de la diaspora indiquées par Safran. Il ne fait que compléter les lacunes qu'il ne précise pas à certains égards. Cohen tente de refléter une compréhension plus complète de la diaspora en prenant l'analyse de Safran. Cependant, selon la définition de diaspora de Cohen, une

⁸⁶ A. Kaya ve F. Kentel, **op. cit.**, p. 70-72.

⁸⁷ R. Cohen, **Global Diasporas**, p. 83-99.

perception est formée pour faire référence à tous les groupes minoritaires en tant que communauté de la diaspora. Cette situation évolue vers une direction entre la notion de minorité et le concept de la diaspora, comme si ces concepts peuvent être substitués l'une à l'autre. Cependant, ces deux concepts sont différents et expliquent divers groupes. Suite à cette explication, la manière d'apparition des diasporas, leurs contextes sociaux, leurs mythologies et leurs réseaux de solidarité, parmi des différentes catégories de diaspora, celle qui est la plus appropriée pour la diaspora turque en France est la classification des diasporas ouvrières.⁸⁸ L'étude faite par Cohen montre que les différentes réflexions les plus importantes de la diaspora de travailleur sont le fort lien de solidarité entre les travailleurs migrants, la relation forte avec la patrie et l'existence de l'exclusion sociale dans le pays d'émigration.⁸⁹

Dans la définition de la diaspora de Robin Cohen, comme dans la sienne de William Safran, le critère le plus important est de vivre en dehors de la patrie. Mais il n'y a pas grande chose à dire si Cohen est considéré comme une diaspora dans chaque groupe vivant hors de la patrie. Lorsque nous considérons uniquement les éléments dans lesquels les caractéristiques de la diaspora sont mentionnées ci-dessus, bien que l'on puisse voir que Cohen croit que tous les groupes minoritaires peuvent former des diasporas, il peut être plus juste de dire que tous les groupes minoritaires ont le potentiel d'être une diaspora mais tous ces groupes ne peuvent pas devenir une diaspora. L'évaluation des groupes minoritaires comme un groupe de diaspora rend la diaspora plus complexe, qui est sans compromis et qui a une structure très complexe. Cohen insiste également sur le fait que l'idée de retour est dominante dans les communautés de la diaspora, comme dans le cas de Safran.

1.5. Processus Historique des Politiques Etatiques dans la Diaspora Turque

La Turquie détermine ses plans et objectifs pour la diaspora en fonction des besoins du terrain, de l'orientation de divers groupes d'impression et, plutôt que des déterminants politiques et culturels. À partir de ce moment, il est possible de dire que le processus historique des politiques de la diaspora turque s'est montré comme une approche

⁸⁸ R. Cohen, *op. cit.*, p. 26.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 57.

Kémaliste, militariste, centraliste et discriminatoire. Aujourd'hui, les politiques de la diaspora sont menées sur deux hypothèses différentes. Le premier est l'approche classique, qui accepte et analyse la diaspora dans sa structure la plus ancienne, et un autre est l'approche moderne, qui se voit souvent dans les années 80, dans le contexte des interactions des mouvements migratoires modernes avec la mondialisation, le transnationalism et le post-modernisme. D'autre part, le fait que les diasporas modernes puissent s'épanouir et se développer dans le mécanisme du marché libre et dans le système démocratique libéral montre que les diasporas modernes sont souvent observées dans les pays démocratiques de type occidental. Aujourd'hui, les diasporas, qui réalisent leurs activités comme un groupe de pression à cet égard, comptent parmi les éléments les plus importants de la société civile. Cependant, il est très important que le pays d'origine, c'est-à-dire que la patrie où la diaspora est formée, n'exerce aucune pression ou n'impose aucune obligation sur la diaspora. Parce que le contrôle de la diaspora ou l'emprisonnement dans les contextes classiques peut causer de graves dommages à la diaspora. Dans ce sens, il peut arriver que le pays d'origine adopte des comportements discriminatoires, les comportements culturels et les activités politiques qui isolent les gens habitant dans leur pays d'accueil. En même temps, les approches libérales peuvent être perdues et l'attitude conservatrice prévaut dans les domaines politiques et sociaux.⁹⁰

Lorsque l'on prend en main la relation entre la diaspora et la Turquie, il est clair qu'on est confronté à divers problèmes soulignés ci-dessus. La conception de l'Etat centralisé s'appuyant sur le Kémalisme qui est indiqué comme l'idéologie fondateur a dominé dans la création de la République turque. De ce point de vue, il a été agi pour façonner les relations socioculturelles, économiques et également pour avoir un impact sur la structure sociale. À ce stade, il y a eu une interaction intense entre la diaspora turque située physiquement loin de la Turquie et les politiques de l'Etat kémaliste, du coup les activités de l'État visant à façonner l'individu sont devenues visibles. Dans ce contexte, lorsque l'on examine l'émergence de la diaspora, c'est-à-dire les processus dans lesquels la mobilité migratoire est vécue, il est clair que comment l'idéologie façonne et maîtrise la diaspora.⁹¹ Cette situation révèle une interaction du centre à la diaspora et de la diaspora au centre. Compte tenu des difficultés rencontrées par les communautés diasporiques à la

⁹⁰ E. Ulusoy, "Diaspora Kavramı ve Türkiye'nin Diaspora Politikalarının Modern Teori Çerçevesinde Sosyo-Politik Bir Analizi", *İnsan & Toplum Dergisi*, 7 (1), Juin 2017, p. 140.

⁹¹ E. J. Zürcher, *Modernleşen Türkiye'nin Tarihi*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2010, p. 464-467.

suite des activités menées par les politiques de la diaspora turque, la source de cette situation est la carence existentielle du problème démocratique et de la modernité de la Turquie. Donc les relations de la Turquie avec la politique de la diaspora se reflète un certain nombre de résultat d'aujourd'hui est lié au processus historique.⁹²

L'approche de la Turquie à la diaspora jusqu'à ce que la migration des années 2000 ait été réalisée par la question de la mobilité et de l'immigration. Mais le fait que les citoyens d'origine turque vivant à l'étranger a fait le progrès dans la structure de société du pays d'accueil et dans leur statut économique, on constate donc une transition de l'immigration vers la diaspora pour les turcs vivant à l'étranger. En raison de ces développements, la Turquie a connu les changements confrontés et elle a également pris la décision de revoir ses activités dans les nouvelles circonstances. Pourtant, la politique menée par la Turquie vers la diaspora est en train d'émerger comme un reflet de la politique d'immigration. On peut dire que ces politiques sont essentiellement basées sur cinq domaines. Dans les années 1980, divers imams ont été envoyés pour faciliter des pratiques religieuses des travailleurs turcs résidant dans différents pays européens, y compris la France, et DITIB a été ouverte pour répondre directement à leurs besoins. En même temps les enseignants ont été envoyés pour répondre aux besoins d'éducation des migrants de la Turquie. En d'autres termes, le plus fondamental de ces domaines était l'éducation et la religion. Cette période a été réalisée par les politiques appliquées par l'État aux Turcs vivant en Europe, qui les suivaient et les contrôlaient. La Turquie a entrepris de surveiller certains groupes politiques apparus en Europe et s'est efforcée de dominer les politiques visées par ces groupes.⁹³ Le fait que le septième président de la Turquie, Kenan Evren ait visité les Turcs vivant en Allemagne et ait reçu des informations sur eux est l'un des exemples les plus concrets montrant que l'État a commencé à s'intéresser aux Turcs vivant à l'étranger. L'établissement d'une commission sur les turcs à l'étranger par le parti populiste social-démocrate à la Grande Assemblée nationale de Turquie et les activités faites par ce parti politique sont des exemples de l'intérêt que la Turquie a montré aux Turcs en Europe durant cette période.⁹⁴ Les autres domaines étaient le domaine de travail, le domaine économique et les ONG.⁹⁵

⁹² E. Ulusoy, *Diaspora Kavramı ve Türkiye'nin Diaspora Politikalarının Modern Teori Çerçevesinde Sosyo-Politik Bir Analizi*, p. 141.

⁹³ E. J. Zürcher, *op. cit.*, p. 419-422.

⁹⁴ Ş. Faruk, *Almanya'daki Türkiye*, İstanbul: Evrim Basım Yayım Dağıtım, 1991, p. 176.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 145.

Des attachés d'éducation ont été chargés conformément aux objectifs de coordination des enseignants envoyés à l'étranger et d'accroissement de leur efficacité et aussi d'apporter des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés. De ce point de vue, l'objectif principal du service éducatif est la protection de la culture, la langue et l'histoire et la transmission de ces valeurs aux prochaines générations, le blocage d'être assimilé des citoyens d'origine turque et le maintien de leur essence culturelle. L'un des points les plus importants que la diaspora puisse se construire est sans aucun doute le domaine de l'éducation. Lorsque l'on considère les activités du parti de la Justice et du Développement (AKP) à cet égard, un effort plus actif a apparue selon le passé. Cependant, on voit qu'il existe un effort pour créer une structure qui façonne la diaspora de l'extérieur avec les activités menées dans le domaine de l'éducation. Les soutiens et les incitations fournis par l'État dans ce domaine se reflètent en fait l'esprit de l'État. De cette manière, la diaspora sera contrôlée et elle a obtenu une identité souhaitée par l'Etat.⁹⁶ Il existe également des attachés religieux nommés par l'État pour fournir des services religieux aux turcs à l'étranger. D'autre formation de la main comme dans Attachés religieux aussi des citoyens qui entretiennent une perception de la culture de l'immigration introverti mode de vie maintenir des liens avec la Turquie, religieux et d'assurer leur intégrité les uns aux autres les aspects culturels et peuvent être mis en évidence pour les empêcher d'être assimilés. Un autre sujet d'étude sont vivant à l'étranger et attaché son origine en Turquie éliminant les problèmes rencontrés par la durée de vie des individus produisant des politiques de la diaspora turque, physique, elle vise à fournir un soutien en ce qui concerne l'amélioration des conditions sociales et juridiques.⁹⁷

Les politiques de diaspora de la Turquie reflètent dans les deux autres points importants sont l'économie et les ONG. Parmi ceux-ci, si l'on examine premièrement le facteur économique, il apparaît qu'il y a une relation avec les entrepreneurs turcs résidant à l'étranger. La trajectoire des politiques économiques se déroulant simultanément avec la mobilité migratoire de la Turquie vers les pays européens, s'est développée dans un

⁹⁶ E. Ulusoy, *Ulus-Aşırı Siyasetin Bir Enstrümanı Olan Diasporanın İşlevselliği ve Türk Diasporasının İnşası*, p. 205-206.

⁹⁷ E. Ulusoy, *Diaspora Kavramı ve Türkiye'nin Diaspora Politikalarının Modern Teori Çerçevesinde Sosyo-Politik Bir Analizi*, p. 145-146.

transfert unilatéral et même a été exploitée dans le processus historique, la domination de la patrie sur la politique de la diaspora était en cause.

Au fur et à mesure que l'utilisation du concept de la diaspora est répandue, le fait de d'être inclus des objectifs de lobbies d'origine étrangère au financement de la politique et économique de la Turquie, il a été accru le contenu et la dimension des champs économiques. Toutefois, quand on considère l'aspect économique, les entrepreneurs importants qui se trouvent à l'étranger, sont en train d'être augmentés leur production et leur rentabilité en conséquence de l'amélioration de leur relation en contactant de près avec les hommes d'affaires turcs et également avec les institutions commerciales et industrielles en Turquie. Dans le contexte des politiques que le gouvernement a tenté de mettre en place par le biais de l'Etat, on constate que le gouvernement a proposé et soutenu un caractère entrepreneurial turco-musulman.⁹⁸ Après le champs économique, les ONG, qui constitue aussi un autre domaine, sont devenus récemment des facteurs prépondérants en conséquence du poids des politiques de la diaspora. Le fait que les ONG soient une partie importante des politiques de la diaspora, ceux qui déclenchent ce cas, c'est les activités menées qui accroissent la visibilité et la densité de la diaspora.⁹⁹

Les cinq domaines principaux qui ont été déterminés par la Turquie au sujet des politiques de la diaspora sont comme indiqués ci-dessus. Cependant, la clarification de ces domaines n'est pas suffisante pour révéler l'influence de l'Etat sur la relation et l'interaction des turcs à l'étranger et des politiques de la diaspora, ainsi que la manière dont ces politiques sont déterminées. C'est la raison pour laquelle, une analyse plus approfondie devrait être menée afin de voir l'influence de l'État sur les politiques de la diaspora et les éléments constitutifs de la diaspora devraient être pris en considération. A partir de cela, les politiques concernant la diaspora restent sous l'influence de deux approches principales en Turquie. La première est l'approche classique de la tradition étatique et essentialiste. La Turquie s'approchait à la politique de diaspora avec la ligne centraliste et Kémaliste, donc cette approche a été utilisée pour déterminer la structure et les formes de comportement de la diaspora. Quant à la deuxième, les acteurs économiques

⁹⁸ E. Ulusoy, **Ulus-Aşırı Siyasetin Bir Enstrümanı Olan Diasporanın İşlevselliği ve Türk Diasporasının İnşası**, (Thèse de doctorat non publiée) Muğla Sıtkı Koçman Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Muğla, 2015, p. 194.

⁹⁹ E. Ulusoy, *Diaspora Kavramı ve Türkiye'nin Diaspora Politikalarının Modern Teori Çerçevesinde Sosyo-Politik Bir Analizi*, p. 146.

qui avaient une influence sur le marché libre, ont été essayés d'être dirigés par l'Etat. En fonction du lobbysme, ces acteurs économiques transforment les interactions diasporiques en cadres assez pragmatiques. Par conséquent, les facteurs sociaux et culturels pour le développement de la diaspora restent en arrière-plan et l'État essaie activement de façonner la diaspora.¹⁰⁰

Cependant, il n'y a pas de guide que la Turquie suit pour déterminer et soutenir les politiques de la diaspora. Toutes les institutions, organisations et personnes qui sont une partie de la politique de diaspora agissent sans prendre en compte et dépasser les préjugés historiques, lorsqu'ils mènent leurs activités. Le plus gros problème en ce sens que la Turquie est confrontée, découlent des facteurs tels que des questions relatives à la démocratie, les structures étatiques autoritaires et la perception sociale militarisée. D'autre part, avec l'influence du changement et de la transformation du monde, dans sa structure étatique et sa façon de perception de démocratie, la Turquie était également obligée de renouveler les politiques de la diaspora en suivant les politiques de réforme et de changement par l'exigence des conditions globales et régionales. L'ouverture des institutions telles que la présidence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées (YTB), l'Institut Yunus Emre, l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) et la Coordination de la diplomatie publique (KDK), toutes ces institutions sont le reflet concret du changement des politiques de la Turquie. Particulièrement, le fait que la YTB s'occupe des problèmes confrontés par les turcs à l'étranger et fait des pas fondamentaux, cela a fait gagner une tâche de pont à la YTB pour les turcs à l'étranger.¹⁰¹ Quand même les politiques suivies par l'Etat montre le modèle de précédent comportement et aussi surtout l'existence des signes politiques conservatrices. L'AKP a restreint ses activités politiques extérieures en Europe avec une communauté conservatrice. Le fait que l'exécutant des politiques menées de l'AKP est l'ancien nom de l'Union des Démocrates Turcs Européens (UETD), désormais appelée l'Union des démocrates internationaux (UID), on nous montre clairement la structure politique suivie par l'AKP envers les turcs à l'étranger. L'ancien Premier ministre, le président actuel de la République turque, Erdoğan, a utilisé l'UID qui organise ses visites

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 147.

¹⁰¹ E. Ulusoy, *Ulus-Aşırı Siyasetin Bir Enstrümanı Olan Diasporanın İşlevselliği ve Türk Diasporasının İnşası*, p. 193.

dans les pays européens et les députés de l'AKP agissent ensemble avec cette organisation lors de leurs visites à l'étranger.¹⁰²

Toutefois, si la République de Turquie est employée à l'étranger des ambassades et des représentants officiels dans les pays européens afin d'orienter la relation entre l'État et la diaspora vers une direction plus neutre, on peut s'attendre à ce que cela soit beaucoup plus bénéfique pour le développement de la diaspora. Il s'agit d'une stratégie que le gouvernement essaie d'exécuter, c'est que ceux qui se trouvent précédemment à un point central au sujet des politiques de diaspora, ont été positionné désormais dans les périphéries, et ceux qui se situent auparavant à un point périphérique pour la diaspora, ont été remplacé au centre. Ce cas a été instrumentalisé complètement dans la direction souhaitée par le gouvernement, en avançant sous l'égide de la Turquie, en raison des relations proches économiques et politiques entre ceux qui arrivent plus récent au centre de la politique de diaspora et l'Etat. Le fait que la diaspora a été instrumentalisé de cette manière, l'Etat a l'intention d'obtenir les soutiens des turcs conservateurs à étranger et de tirer ces gens au nouveau point central des politiques de diaspora tenté de former par le gouvernement. De ce point de vue, l'Etat soutient économiquement et politiquement les turcs conservateurs pour gagner leur support. Donc, la diaspora est émergée en effet par le gouvernement en tant qu'une puissance qui fournit économiquement le soutien pour la politique et la structure idéologique en Turquie.¹⁰³

Le cas où les stratégies de la diaspora seraient déterminées d'une manière partisane et spéculative par l'Etat, cela déclenche également des grands risques. Après avoir changé le gouvernement, les groupes conservateurs qui réussissent à arriver aux possibilités de l'Etat, eux, ils créent des relations étroites avec la Turquie dans la détermination et l'exécution des politiques de la diaspora. Du fait qu'il y a un lien étroit entre la Turquie et la diaspora et si un changement du gouvernement se réalisera en Turquie dans le futur, cela peut donner naissance aux résultats négatives pour la Turquie et aussi la diaspora. Plutôt que l'Etat devient directement un supporteur de la politique de diaspora, il est beaucoup plus important de déterminer une approche objective, juste, transparente et

¹⁰² E. Ulusoy, *Diaspora Kavramı ve Türkiye'nin Diaspora Politikalarının Modern Teori Çerçevesinde Sosyo-Politik Bir Analizi*, p. 148-149.

¹⁰³ Y. Aydın, "Turkish diaspora policy: transnationalism or long-distance nationalism?", dans Sirkeci, I., & Pusch, B. (eds), **Turkish Migration Policy**, London, 2016, p. 176-177.

encourageante pour l'avenir de la diaspora. Afin de construire de soi-même une diaspora forte, avec l'existence des sujets qui acquiert directement de l'expérience de la condition de vie de la société d'accueil, qui maintient leur affinité avec la patrie mais qui sont capables de protéger l'équilibre entre la société d'accueil et la patrie. Les politiques contenant la domination qui se trouvent sur la diaspora restent proche au lobbysme et il est soutenu par les acteurs de marché. Ces acteurs agissent plutôt pour créer des nouvelles opportunités de travail et pour composer beaucoup plus des espaces économiques avec la fortification et la protection des liens diasporiques par l'Etat. C'est pour cette raison qu'accepter la diaspora parmi les activités lobbyistes est une approche pragmatiste. Cette approche ignore les aspects politiques et sociaux-culturels qui constituent la principale structure de la diaspora. Si l'Etat s'approche à la politique de la diaspora d'une manière objective et transparente, il est possible de dire que les relations d'intérêt qui peuvent aboutir aux résultats négatifs, le partisanisme et les préjugés idéologiques sur les politiques de diaspora disparaissent.¹⁰⁴

La Turquie détermine ses politiques de diaspora avec une approche autoritaire en ignorant sa structure sociale. Il est essayé de créer un phénomène diasporique autour d'un centre oppressif. Même s'il est constitué une perception qui rappelle une diaspora moderne avec certaines politiques exécutées par l'Etat, l'approche centraliste et protectionniste de l'Etat rend plus visible sur la diaspora. Cependant, les nouveaux caractères que les conditions transnationales de la période actuelle ont apportés aux politiques de la diaspora devraient être efficaces dans la transition de la ligne classique turque vers la diaspora moderne.

1.6 Acteurs Principaux de la Diaspora Turque

La visibilité des Turcs en France est devenue évidente après qu'ils se soient rendus compte qu'ils étaient permanents dans le pays. Les diverses associations, communautés religieuses, mosquées et entreprises qui se concentrent généralement dans le secteur de la construction et de l'alimentation peuvent être des exemples de cette visibilité. Par la suite, un certain nombre d'institutions créées par l'État pour contrôler et diriger les Turcs vivant

¹⁰⁴ **Ibid.**, p. 149-151.

en France se sont manifestées. Aujourd'hui, tous ces acteurs sont devenus des acteurs importants de la diaspora turque en France.

Premièrement, si l'on traite des communautés religieuses en France, Milli Görüş (Vision Nationale) est l'une des organisations qui exécutent intensément des activités. Le mot « milli » est un terme d'origine arabe citant plusieurs fois dans le Coran comme « millat ». Cela signifie une communauté unie autour des valeurs et traditions désignés par le Prophète. Quant au terme « görüş », c'est un concept d'origine turque et cela veut dire « la vision ». Donc, la Vision Nationale est en effet une communauté musulmane en poursuivant la voie et les messages du Prophète Mohammed. A partir des années 70, les travailleurs turcs qui sont allés en France ont commencé à créer des petits groupes et se sont réunis dans les salles aménagées où ils ont la possibilité de faire leurs pratiques religieuses. Ces groupes ont décidé de fonder des associations locales et des fédérations nationales. Au fur et à mesure que le nombre d'adhérents à ces associations a accru, ils ont planifié de créer un bureau central au nom de toutes ces associations en vue de faciliter la construction des mosquées, d'organiser les pèlerinages comme hajj et omra, d'éduquer les imams et de les recruter dans des associations et mosquées. La Communauté Islamique de Milli Görüş (CIMG) a été fondée en 1995 pour répondre à tels besoins des individus. Cette organisation s'est étendue presque dans toute la France. Particulièrement, elle a plus de 300 associations sous le nom de la CIMG France. Il existe une stricte hiérarchie consistant les branches locales qui ont un conseil et un président au sein de la CIMG France. Elle a certaines écoles privées qui donnent également les cours concernant l'histoire et la culture turque et l'Islam à travers la France mais surtout à Paris et à Strasbourg. L'association appelée « Hasene » est la branche humanitaire du Milli Görüş. Les aides aux pays pauvres, la construction des puits d'eau dans les régions sèches sont parmi les activités principales de cette association. De plus, la CIMG organise la kermesse et les fêtes culturelles chaque année pour présenter la culture turque et continuer les relations avec la Turquie parmi les jeunes générations.¹⁰⁵

Deuxièmement, une autre communauté religieuse qui font des diverses activités en France, ce sont les Süleymanî. Cette communauté a été créée sous le leadership de Süleyman Hilmi Tunahan qui est un prêcheur et le nom de la communauté vient de cette

¹⁰⁵ G. Petek, "Quel rôle peuvent jouer les associations?" Dossier : Les Turcs en France : quels ancrages? **Hommes et migrations**, Numéro : 1280, 2009, p. 122.

personne. A partir de 1986, les associations appartenant aux Süleymancı ont commencé à se produire en Europe et actuellement il y a à-peu-près 300 centres culturels et islamiques des Süleymancı. Le centre de leurs communautés en France se trouve à Paris. Pourtant, il existe plusieurs branches à Strasbourg. Les Süleymancı ont construit plein de dortoirs et écoles où les responsables religieuses de cette communauté donnent des cours islamiques aux étudiants. Les familles les préfèrent pour leurs enfants, du fait que les frais d'éducation sont assez bas.¹⁰⁶ D'ailleurs, ils organisent les kermesses en France et les voyages vers la Turquie chaque année pour leurs fidèles. Par le biais de ces activités, la culture et tradition turque est fait connaître aux français.

Cependant, il existe également les institutions créées par la France afin de contrôler les groupes religieux des migrants. Le Conseil français du culte musulman (CFCM) est une organisation créée avec l'encouragement du ministère de l'intérieur et qui a l'intention de représenter les musulmans habitant en France. Cette organisation est en contact avec le pouvoir politique au sujet des constructions des mosquées, des déterminations du produit halal, des éducations et des formations des imams etc. Elle tente de déterminer aussi les dates des fêtes islamiques. Ahmet Oğraş, celui qui est devenu le président de CFCM en 2017, est un acteur primordial pour la diaspora turque. Car, il soutient la Turquie en matière de l'entrée dans l'Union européenne et il est contre la reconnaissance du génocide arménien. D'ailleurs, le président de CFCM, Oğraş, est l'un des fondateurs de la section française de l'UDTE étant proche d'AKP.¹⁰⁷ Le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) est une organisation rassemblant des lieux religieux turcs de France. Elle a l'objectif de représenter des musulmans turcs et de les protéger contre les organisations radicales. Le CCMTF tire de l'attention de l'Etat turc du fait qu'il essaye de protéger les liens des musulmans d'origine turque. En même temps, ce comité a remporté un siège au conseil d'administration avec lors des élections au Conseil français du culte musulman en 2005.¹⁰⁸

¹⁰⁶ R. Çakır, "Süleymançılık Nedir? Ne Değildir?", MedyascopeTv, 30 Novembre 2016, <http://rusencakir.com/Suleymancilik-nedir-Ne-degildir/6345>, visité le 10 mai 2019.

¹⁰⁷ J-M Guénois, "Un Franco-Turc à la tête de l'islam de France", Le Figaro, mardi 1er / dimanche 2 juillet 2017, p. 10.

¹⁰⁸ Z. Çitak, "Between 'Turkish Islam' and 'French Islam': The Role of the Diyanet in the Conseil Français du Culte Musulman", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Volume: 36, Numéro: 4, 15 mars 2010, p. 10.

Quant à la Chambre de Commerce Française en Turquie (CCFT) est une organisation qui fournit un lien entre les entreprises et entrepreneurs turcs et français. Elle est active depuis 134 ans et ses buts sont généralement de contribuer au développement économiques et commerciales de la Turquie et de la France, d'incarner la communauté franco-turque, de devenir le pont entre les hommes d'affaires turques et françaises.¹⁰⁹ COJEP International (Conseil de la jeunesse pluriculturelle) est une organisation non gouvernementale qui se trouve à Strasbourg. Elle a beaucoup de bureaux dans 14 pays européens. Elle exécute ses activités sur les droits de l'Homme, la lutte contre le racisme et la discrimination, la relation interculturelle, la participation des immigrés à la politique. COJEP est aussi le membre du Conseil économique et sociale des Nations Unies et elle est en train d'entretenir des liens professionnels avec l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). Cette association arrange également les fêtes culturelles et les soirées où les chanteurs, les écrivains et les artistes turcs sont invités. COJEP essaye d'organiser les turcs pour accroître leurs participations politiques en France et elle a l'envie d'être active à propos de la diaspora turque. Donc, elle a une relation forte avec l'Etat turc.¹¹⁰

Lorsque l'on prend en main les institutions étatiques qui peuvent être un acteur pour la diaspora turque, il existe DITIB, Institut Yunus Emre, YTB, TIKA parmi eux. DITIB a été créé en 1984 sous l'égide de l'Etat turc en vue de contrôler et orienter les communautés turques en Europe. La construction des mosquées, l'envoi des imams, le soutien des démarches éducatives des jeunes, la coordination des activités socio-culturelles et religieuses des associations sont des activités principales de DITIB. L'Institut Yunus Emre est une fondation étatique créée en 2007 qui a le but de présenter la Turquie, la langue, l'histoire et la culture turque, d'établir des bonnes relations avec les autres pays en échangeant les cultures. Il est un institut qui organise des activités pour l'enseignement de la langue turque aux étrangers, qui contribue aux recherches scientifiques et arrange des fêtes culturelles et artistiques afin de présenter la Turquie. Dernièrement, YTB a été fondée en 2010 en vue de la protection des intérêts et des droits des citoyens turcs. YTB est une institution étatique qui assure une diplomatie de diaspora visant à faciliter les procédures en Turquie pour les citoyens turcs vivant à l'étranger, à développer et à conserver leur identité culturelle, à maintenir leur sentiment

¹⁰⁹ Pour plus d'informations sur CCFT, voir: <https://www.ccft.com/la-chambre/role-et-missions.html>

¹¹⁰ Pour plus d'informations sur COJEP, voir: <http://cojep.com/about-us/>

d'appartenance à la patrie. Elle planifie essentiellement ses activités pour la population jeune en les offrant plusieurs bourses. Donc, toutes ces activités essaient de renforcer la diaspora turque en France. Mais quand on compare avec les autres diasporas, la Turquie doit faire des efforts pour qu'elle ait une diaspora efficace.



DEUXIEME PARTIE

PARTICIPATION POLITIQUE

2.1. Approche Conceptuelle de la Participation Politique

Bien que la relation fondamentale entre l'individu et la politique existe depuis les sociétés primitives, du fait que la domaine d'intérêt de la science politique prend en compte premièrement le pouvoir, il est nécessaire de considérer de plus près la période où le concept de participation politique prend naissance. Pour pouvoir parler du phénomène de la participation politique, il est primordial que les gens aient diverses occasions ou bien ils se trouvent dans une position où les gens sont capables de jouer un rôle clé sur le pouvoir politique afin d'influencer le gouvernement. Le fait que les gens aient de telles opportunités sont le résultat de différents progrès dans le processus historique. Après avoir émergé la révolution britannique et anglaise du 18^{ème} siècle, française et américaine du 20^{ème} siècle, il était compris que le pouvoir n'était pas un élément intouchable et les individus étaient les sujets qui influençaient le pouvoir.¹¹¹ Particulièrement au 17^{ème} siècle, dans le processus de changement, l'origine du pouvoir n'était plus divine et la volonté du peuple jouait désormais un rôle prépondérant dans ce sens. Toutes ces expériences jouissent d'un grand effet pour le progrès du concept de participation politique. A cette époque-là, il a commencé à être remarqué que pour que le pouvoir politique puisse procéder du motif légitime, cela nécessite exactement l'accès au droit de participation politique des gouvernés. Même si cette situation a été interrompue par des régimes autoritaires au début du XXe siècle, après la Seconde Guerre mondiale, le fait que les valeurs libertaires, économiques et politiques et la démocratie prévalaient dans de nombreux pays, faisait de la participation politique l'un des droits les plus essentiels.¹¹²

¹¹¹ C. Eroğul, **Siyaset Bilimi Kavramlar İdeolojiler Disiplinler Arası İlişkiler**, dans Gökhan Atılğan et Atilla Aytekin (Eds.), *Siyasal Katılma*, İstanbul: Yordam Kitap, 2012, p. 195-196.

¹¹² I. Lamprianou, "Democracy in Transition Political Participation in the European Union", dans Kyriakos N. Demetriou (Eds.), *Contemporary Political Participation Research: A Critical Assessment*, Berlin: Springer, 2013, p. 22.

Le terme « participation » est un concept largement utilisé dans la vie quotidienne, la vie des affaires, la vie privée, la sphère politique et dans de nombreux autres domaines. Le fait qu'il soit employé dans des domaines si différents rend difficile la définition du mot. Au sens le plus général, la participation politique, qui devrait être considérée comme l'intérêt de notre recherche, peut être définie comme le comportement des citoyens pour influencer les décisions et les activités de l'État à différents niveaux. Plus généralement, la participation politique peut être qualifiée de phénomène qui détermine la relation entre le citoyen et l'État, les facteurs qui affectent cette relation et l'attitude des membres de la société vis-à-vis du système politique.¹¹³ La participation politique est un concept qui n'a pas donné lieu à une définition unique et commune. Il y a quelques raisons principales pour lesquelles il n'y a pas de définition commune. Le premier de ceux-ci provient de l'identification de la participation politique à la démocratie, c'est-à-dire, elle est acceptée en tant qu'un concept seulement propre à la démocratie. Une autre raison est de faire différentes définitions pour la participation dans divers domaines tels que les gouvernements nationaux et locaux ou la vie professionnelle en fonction de leurs propres objectifs, de leur structure et de la répartition de leurs tâches.¹¹⁴

En se concentrant sur les définitions de la participation politique, on révélera la compréhensibilité et la diversité du sujet. Selon Ersin Kalaycıoğlu, à la suite des choix et des décisions de l'individu pris de manière autonome, la participation politique prend la forme d'actions et d'activités visant à influencer ceux qui s'adressent aux autorités politiques.¹¹⁵ Par rapport à cette définition, tous les types de comportements qui atteignent le mécanisme décisionnel ou affectent les détenteurs de ces mécanismes sont acceptés comme une participation politique. C'est peu important que le comportement indiqué soit légal ou non. Il est précisé que, même si ce n'est pas légal, ces actions peuvent être une participation politique en raison de son but. Voter pour un parti politique, convaincre les gens de voter pour un parti politique, faire un don pour un parti politique, de participer aux meetings d'un parti politique, d'être candidat politique au nom d'un parti politique, etc. tous ces actes peuvent évoluer comme une participation politique. Selon Kalaycıoğlu,

¹¹³ M. Kapani, **Politika Bilimine Giriş**, Ankara: Bilgi Yayınevi, 2007, p. 144.

¹¹⁴ B. Uysal, "Siyasal Katılma ve Katılma Davranışı Üzerinde Ailelerin Etkisi", **Amme İdaresi Dergisi**, Volume: 17, Numéro:4, 1984, p. 109-110.

¹¹⁵ E. Kalaycıoğlu, **Karşılaştırmalı Siyasal Katılma, Karşılaştırmalı Siyasal Katılma, Siyasal Eylemlerin Kökenleri Üzerine Bir İnceleme**, İstanbul: İstanbul Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Yayınları, 1998, p. 10.

si une personne est impliquée dans un assassinat, un coup d'État ou une rébellion du gouvernement même sous l'influence des autres, cela peut être considérée comme une participation politique.¹¹⁶ Verba, Nie et Converse ont adopté une approche similaire à la définition de Kalaycıoğlu en matière de la participation politique. Le trio susmentionné définit la participation politique comme les actions juridiques entreprises pour déterminer les pouvoirs et affecter directement ou indirectement les activités du pouvoir. Ce qui est différent ici d'après la définition de Kalaycıoğlu, c'est de souligner que les actions fondées sur des motifs juridiques ne peuvent être considérées que comme une participation politique.¹¹⁷

Ergun Özbudun définit la participation politique sous la forme de son accès à des activités légales ou illégales, réussies ou non, conçues par eux-mêmes ou par d'autres pour influencer les employés ou les décisions des organes de l'administration centrale et régionale.¹¹⁸ Münci Kapani apporte une approche différente au sujet de la participation politique. Selon lui, la participation politique est un facteur déterminant du comportement des citoyens vivant dans la communauté envers le système politique. Il est incomplet et faux de comprendre que la participation politique est simplement un comportement de voter. La participation comprend un large éventail allant de la simple curiosité jusqu'à l'activité intense.¹¹⁹ Kapani a déclaré que les attitudes politiques des citoyens peuvent être expliquées par le niveau de participation politique. Ilter Turan trouve ces approches inadéquates et donne une définition différente pour la participation politique. Turan souligne que le niveau d'intérêt des personnes à la politique, le sentiment d'être actif à l'égard de la politique, la confiance aux personnes autour d'eux-mêmes, tous ces facteurs devraient faire l'objet d'une participation politique, et s'ils n'existent pas, cette participation sera incomplète.¹²⁰ Néanmoins, certaines personnes ont également pris en main la participation politique au niveau du processus de prise de décision et de la relation d'autorité. Dans le système politique, la participation politique se réalise dans une relation d'autorité entre les individus qui ont la chance d'affecter les élites en raison de la

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 10-11.

¹¹⁷ N. H. Nie, S. Verba, P. Converse, *Siyasal Katılma Kamuoyu ve Oy Verme Davranışı*, Ankara: S Yayınları, 1989, p. 1.

¹¹⁸ E. Özbudun, *Türkiye'de Sosyal Değişme ve Siyasal Katılma*, Ankara: Ankara Üniversitesi Yayınları, 1975, p. 1-4.

¹¹⁹ M. Kapani, *op. cit.*, p. 130–131.

¹²⁰ S. Akıncı, "Siyasal Katılım Düzeyleri Üzerine Bir İnceleme", *Karadeniz Teknik Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, Numéro: 7, 2014, p. 37.

différenciation hiérarchique. En d'autres termes, selon cette définition, la participation politique sera le processus permettant d'influencer les décisions d'une partie supérieure.¹²¹ Cependant, Bülent Daver, qui considère la participation politique comme l'attitude et le comportement de la personne relatif au mécanisme politique, souligne que le concept peut prendre différentes formes, quand même les individus participent à une vie plus ou moins politique quelle que soit leur forme.¹²²

La participation politique a gagné l'importance avec la période moderne où le progrès des individus formant l'État en tant que les citoyens. Au fur et à mesure que la participation politique a pris de la valeur, la manière dont elle a été mise en œuvre a également commencé à offrir des différences. Lorsque les citoyens ont des droits d'élire et d'être élu, leur participation à la politique a également varié. La participation politique apparaît comme une caractéristique des sociétés modernes gouvernées par la démocratie. Ce phénomène peut être défini comme l'inclusion des citoyens dans les mécanismes de prise de décision au sein des unités de gouvernement central ou local.¹²³ Le principal objectif de la participation politique des citoyens est d'être actif dans le processus de décision de l'administration politique et d'affecter les décisions à prendre si les citoyens ne sont pas capable d'être actif. Selon Kalaycıoğlu, cette participation devrait viser l'autorité politique directe pour pouvoir parler de la participation politique. Les citoyens qui participent à la vie politique devraient faire pression sur le gouvernement.¹²⁴ Comme on est compris par rapport aux définitions susmentionnées, la participation active des citoyens aux décisions à prendre est devenue importante avec la modernisation de la politique.

Le point à considérer dans cette participation est de partager chaque étape de gestion avec tout le monde. Ainsi, l'élargissement de la participation émergera. Le fait que la participation politique, qui s'est développée en même temps avec le concept de démocratie, et qui s'adresse à tous les citoyens, montre l'existence du principe de souveraineté. Après la prolifération des droits de vote généraux et égaux dans le monde, la participation des citoyens ayant obtenu le droit de participer aux processus décisionnels

¹²¹ B. Uysal, "Siyasal Otorite, Laiklik Katılma", **Amme İdaresi Dergisi**, Volume: 14, p. 62-63.

¹²² B. Daver, **Siyaset Bilimine Giriş**, Ankara: Siyasal Kitabevi, 1993, p. 203.

¹²³ E. Özbudun, **op. cit.**, p. 4.

¹²⁴ E. Kalaycıoğlu, **Türk Siyasal Sisteminde Değişim, Siyasal Patronaj ve Yozlaşma, Politik Yozlaşma ve Şeffaf Yönetim Sempozyumu**, İzmir: Doğu Yayınları, 1984, p. 200.

directs a laissé sa place à la participation représentative. L'expression de la participation politique à l'échelle macro est devenue une démocratie représentative.¹²⁵

Limiter la participation politique uniquement par le vote, bien entendu, est insuffisant pour expliquer le comportement de la participation. La complexité croissante de la vie politique offre un large éventail de formes de participation politique. La participation politique nécessite des activités politiques telles que la surveillance attentive de l'évolution de la situation politique, l'adoption d'attitudes politiques sur de différents sujets, l'adhésion à des associations et à des partis politiques et la participation active aux élections politiques.¹²⁶ De nos jours, dans le processus de participation politique, les citoyens essaient de jouer un rôle actif dans la prise de décisions politiques ou dans l'influence de ces décisions, dans diverses institutions allant des ONG jusqu'aux partis politiques. Les caractéristiques générales des sociétés à la suite de la révolution industrielle, l'amélioration des conditions de vie, l'expansion du secteur des services et l'augmentation des possibilités d'éducation ont créé de nouvelles formes de participation politique aux citoyens dans les démocraties occidentales et tous ces développements ont parfois eu un impact négatif sur la participation politique.¹²⁷ Les lois électorales, les lois concernant des partis politiques, le droit de participation politique et la possibilité d'organisation de la constitution offerte aux citoyens sont parmi les critères les plus essentielles et déterminantes en matière de la participation politique. L'augmentation ou la diminution du taux de participation politique dépend des effets de ces facteurs sur les citoyens.¹²⁸ Il est clair que les taux de participation élevés ne sont pas les seuls déterminants du niveau de démocratisation d'un pays, il est aussi considérable les opinions des citoyens sur la légitimité des institutions politiques existantes.

Dans les écrits de science politique traditionnels, la participation politique se limite souvent au vote. Mais dans le monde où nous vivons, la participation politique ne se limite pas qu'aux élections. Des différentes formes de participation politique apparaissent comme des situations conventionnelles, non conventionnelles et post-modernes. On peut

¹²⁵ D. Ertürk, "Post-modern Dönemde Bir Siyasal Katılım Biçimi Olarak Siyasal Parti Üyeliği ve Aktivizmi", *Mukaddime*, 7 (2), 2016, p. 345.

¹²⁶ D. Baykal, *Siyasal Katılma, Bir Davranış İncelemesi*, Ankara: Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Yayınları, 1970, p. 27-29.

¹²⁷ D. Ertürk, *op. cit.*, p. 349.

¹²⁸ P. Norris, *Democratic Phoenix Reinventing Political Activism*, Cambridge: Cambridge University, 2002, p. 19.

dire que la participation politique conventionnelle est une forme de participation directement liée à la démocratie représentative et aux partis politiques, qui sont les principaux acteurs de la démocratie. La participation à des activités telles que l'adhésion à un parti politique, la diffusion des déclarations du parti politique défendu pendant les périodes électorales peut être donnée à titre d'exemple pour la participation conventionnelle. La participation politique non conventionnelle comprend les activités faites durant les processus décisionnels politiques hors les élections. Pour participer à un boycott ou à une manifestation, soumettre une pétition aux institutions locales ou politiques peut être montré comme des exemples. La participation post-moderne est une forme de participation qui peut facilement devenir politique, même si elle n'est pas directement liée aux institutions politiques. Les manifestations sur Internet, l'adhésion à des organisations non gouvernementales sont des exemples de ce type de participation.¹²⁹

Bien que le concept de mondialisation soit apparu pour la première fois dans le domaine économique, il a également eu un impact sur la vie politique. Les frontières entre les pays deviennent plus transparentes, certains concepts fondamentaux tels que la souveraineté et l'indépendance sont apportés au changement, et d'autre part, les concepts comme les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit sont entrés en prééminence.¹³⁰ Avec le progrès des technologies de communication, même une personne pauvre qui vit dans des pays moins développés et en développement du monde peut obtenir des informations qu'elle ne pouvait pas atteindre au cours des périodes précédentes.¹³¹ Surtout avec la technologie d'Internet, on constate que la participation au processus démocratique et la forme de communication politique se généralisent. L'un des avantages de la technologie Internet au nom de la démocratie est d'accroître le niveau de participation politique. Il permet la création d'une structure pluraliste dans la société et la diversité des idées dans l'opinion publique. Cette variété étend également la portée de la communication politique. Donc, tous ces développements sont essentiels pour la mise en place d'une structure permettant d'assurer la participation directe des personnes. Parce que l'Internet est un facteur qui augmente la participation des citoyens au sein de la société, il peut également être un élément utile pour une exécution meilleure et saine de

¹²⁹ V. Yılmaz et B. Oy, **Türkiye'de Gençler ve Siyasi Katılım: Sosyo-ekonomik Statü Fark Yaratıyor Mu?**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2014, p. 27.

¹³⁰ M. Acar, **Düleştirici ve Özgürleştirici Bir Süreç Olarak Küreselleşme**, Ankara, Orion Kitabevi, 2009, p. 47.

¹³¹ J. Stiglitz, **Küreselleşme Büyük Hayal Kırıklığı**, İstanbul: Plan B Yayınevi, 2002, p. 26.

la démocratie.¹³² Il est clair que l'Internet a largement contribué à la montée de la participation démocratique. Internet est un outil fondamental dans les campagnes politiques car c'est un moyen très rapide et peu coûteux de diffuser des informations et d'acquérir de nouvelles connaissances pour les personnes. Lors de la campagne présidentielle de 2004 aux États-Unis, Internet a été utilisé très activement dans les campagnes politiques et a créé un nouveau champ pour la politique. Grâce à Internet, même les jeunes peu intéressés par la politique ont accru leur intérêt pour la politique.¹³³ Du coup, les citoyens peuvent mieux se positionner en politique et participer à la démocratie grâce à l'Internet. En même temps, les technologies de la communication jouent un rôle vital afin de développer et de diffuser la communication politique dans la création d'une structure ouverte et pluraliste au sujet de la participation politique.

La participation est pertinente pour identifier les politiques d'établissement, de gestion et de contrôle du système social, prendre des décisions et faire des efforts suffisants.¹³⁴ Il convient ici de veiller à maintenir un environnement démocratique et à prendre des dispositions permettant au public de jouer un rôle actif dans les questions relatives à la gestion. Parce que dans les pays où les moyens et les institutions démocratiques sont suffisants, les gens sont plus disposés et plus conscients sur la participation. C'est pour cette raison que la chose la plus importante dans un mécanisme social est de généraliser la participation de tous les citoyens. La restriction de la participation avec certains groupes ou individus nuit à l'amélioration des relations publiques. Des comportements incohérents ou des désaccords entre individus peuvent survenir lorsque la participation n'est pas suffisante. Le concept de démocratie est beaucoup plus facile à régler si l'importance nécessaire sera donnée au phénomène de la participation.¹³⁵

Lorsque l'interaction entre les individus est prise en compte, le concept de démocratie repose sur le fait que le processus d'interaction se réalise d'une manière positive et que la participation se généralise et se systématiser. Pour que les individus se respectent, ils

¹³² E. Açıkgöz, "E-Devlet ve İletişim Teknolojileri İlişkisi: Panel Eşbütünleşim Analizi Denemesi", **Medya ve Siyaset**, Ege Üniversitesi, İzmir, İletişim Fakültesi Yayınları, 15-17 novembre 2007, p. 252.

¹³³ D. Calenda et A. Meijer, "Young People, The Internet and Political Participation", **Information, Communication & Society**, Vol 12:6, 2009, p. 881.

¹³⁴ S. Sezen, **Seçim ve Demokrasi**, Ankara: Gündoğan Yayınları, 2000, p. 52.

¹³⁵ J. Motion, "Participative Public Relations: Power To The People or Legitimacy For Government Discourse?", **Public Relations Review**, Numéro: 31, 2005, p. 505.

doivent se comprendre et soient actifs pour la participation politique. L'Internet, qui s'est propagé partout dans le monde avec le progrès des technologies de communication, a suscité l'intérêt des personnes qui ne s'intéressaient pas auparavant à la politique et a augmenté leur participation politique.¹³⁶ Pourtant, en tant qu'un membre de la société politique, il peut être impossible pour tous les individus d'obtenir une participation politique d'une manière égale. Car, la structure de la société en ce qui concerne la culture politique et la structure socio-économique différencient le niveau de la participation politique. Du coup, tous les membres de la société ne manifestent pas le même intérêt pour la politique.

2.2. Niveaux de Participation Politique

Comme indiqué dans la section précédente, l'individu peut être actif plus ou moins au sujet de la participation politique dans un système politique. Aristo, qui caractérise l'être humain comme un animal politique, préconise l'idée que l'individu est dans une tendance à la vie sociale par nature. Cependant, les gens participent à un système politique avec leurs tendances naturelles et existent dans le système. Mais il ne faut pas oublier de noter que tous les individus n'ont pas un niveau égal pour la participation politique. La structure socio-économique des personnes, leur intérêt pour la politique et leur accumulation culturelle dans ce domaine, telles que l'attitude de la société à l'égard de la politique, comptent parmi les facteurs qui influent sur leur niveau de participation politique. Comme Kapani souligne que la participation politique englobe un large éventail d'activités et d'attitudes, allant de la simple curiosité jusqu'à l'action active. Tous les individus de la société n'accordent pas de l'intérêt pour la politique d'une manière égale.¹³⁷ En vue de comprendre la différence entre les niveaux de participation politique des individus, les études faites par les personnes effectuant des recherches sur ce sujet seront indiquées.

En premier lieu, Lester Walter Milbrath évalue les difficultés rencontrées dans la réalisation des actions politiques et définit les critères permettant de les classer au niveau de la participation politique. Milbrath identifie trois niveaux de participation politique,

¹³⁶ S. Karaçor, "Yeni İletişim Teknolojileri, Siyasal Katılım, Demokrasi", **Yönetim ve Ekonomi**, Volume:16, Numéro:2, 2009, p. 130.

¹³⁷ M. Kapani, **op. cit.**, p. 131.

passant de difficile à facile. Ce sont les actions les plus difficiles à faire (activités de gladiateurs), les actions de transition (activités transitoires) et un groupe d'activités de spectateurs consistant en des actions plus simples à faire. Dans cette classification, il répertorie les niveaux de participation politique comme indiqué dans le tableau ci-dessous:

Tableau 1.2: Hiérarchie du niveau de participation politique de Milbrath

• Participer à une activité publique ou à un parti politique.
• Être candidat pour une tâche spécifique.
• Fournir de l'argent à des fins politiques.
• Participer à une activité importante d'un parti politique. (Nominations, réunions de stratégie, etc.)
• Jouer un rôle actif dans un parti politique.
• Passer du temps avec les campagnes politiques.
• Assister à un meeting ou à une réunion.
• Faire un don à un parti politique.
• Communiquer avec les fonctionnaires ou les dirigeants des partis politiques.
• Porter l'emblème d'un parti politique.
• Demander à n'importe qui de voter pour un parti particulier.
• Faire commencer un débat politique.
• Aller voter.
• Être ouvert aux activités politiques.
• Être indifférent ou rester inactif aux activités politiques.

Ressource: L. W. Milbrath, M. L. Goel, *Political Participation: How and Why Do People, Get Involved in Politics?*, Chicago: Rand Mc Nally College Publishing Company, 1977, p. 18-21.

Lorsque les réflexions de Milbrath sur la participation politique sont prises en compte dans le tableau, de nombreux comportements concernant les activités dans un parti politique, sont montrés comme des exemples de la participation politique. Milbrath accentue que l'ordre hiérarchique n'est pas un cas général, qui peut varier d'un pays à

l'autre, d'une élection à une autre et d'une période à l'autre.¹³⁸ Milbrath identifie chaque élément dans la classification hiérarchique en fonction de leur niveau de difficulté. En ce sens, Kalaycıoğlu ne trouve pas juste de déterminer les niveaux de difficulté des activités comme le critère essentiel de la classification hiérarchique de Milbrath et il soutient que la difficulté et la facilité peuvent varier selon le système et voire la société. C'est-à-dire qu'il pense que l'utilisation d'une telle hiérarchie dans les études comparatives constituera un obstacle au sujet de l'obtention des résultats sains.¹³⁹

Verba et Nie sont des autres chercheurs qui font la catégorisation de la participation politique. À la suite de leurs travaux sur les citoyens américains, ils ont proposé six niveaux de participation politique. Celles-ci sont résumées comme suit:

Tableau 1.3: Niveaux de participation politique indiqué par Sidney Verba et Norman H. Pie

Ceux qui n'ont jamais participé au processus politique	Ceux qui votent seulement	Participations personnelles limitées	Participation au niveau de groupe
Ces individus n'ont pratiquement aucun intérêt pour la politique et évitent de voter même lors des élections des partis politiques.	La participation politique d'une large masse des citoyens est limitée au vote d'une élection à l'autre.	En plus de voter, un certain nombre des personnes peuvent contacter des fonctionnaires et des personnalités politiques afin de résoudre leurs problèmes personnels.	Certains citoyens s'efforcent d'influencer le processus politique par le biais de groupes afin de résoudre des problèmes environnementaux ou des problèmes sociaux spécifiques.

Ressource: Sidney Verba, Norman H. Nie, *Participation in America*, Political Democracy and Social Equality, New York: Herper and Raw, 1972, p. 74.

¹³⁸ L. W. Milbrath, *op. cit.*, p. 21.

¹³⁹ E. Kalaycıoğlu, *Karşılaştırmalı Siyasal Katılma, Karşılaştırmalı Siyasal Katılma, Siyasal Eylemlerin Kökenleri Üzerine Bir İnceleme*, p. 11-12.

En outre, il existe un groupe de citoyens qui participent à toutes sortes d'activités politiques et jouent un rôle actif dans les partis politiques. En général, la classification de Verba et Pie ne diffère pas beaucoup de la classification de Milbrath. Dans une situation similaire où Milbrath a souligné que les niveaux de participation soient difficiles à faciles, on rencontre également cette approche de Verba et Pie. Il est très difficile pour ce travail et celui de Milbrath de s'appuyer sur des valeurs universelles. Parce que l'analyse comparative de telles classifications variant selon les pays, les systèmes politiques et les périodes limitera la crédibilité des données à obtenir.

Robert Dahl était l'un de ceux qui ont apporté une classification différente aux niveaux de participation politique. Dahl a identifié quatre niveaux de participation politique. Il est possible de les lister comme suit:

Tableau 1.4: Classification du niveau de participation politique de Robert Dahl

Intérêt:	Cela inclut le niveau de poursuite des sujets politiques.
Attention:	Cela montre le niveau d'attention et l'importance accordés aux événements politiques.
Information:	Il met l'accent sur la compétence des questions politiques.
Action:	Il comprend les efforts pour influencer les décisions politiques.

Ressource: Robert A. Dahl, *Modern Political Analysis*, Englewood Cliffs: Prentice Hall, 1963, p. 56-57.

Robert Dahl divise la société en quatre groupes par rapport à la participation politique. Ceux-ci sont indiqués comme suit:¹⁴⁰

- Couche apolitique
- Couche politique
- Ceux qui visent le pouvoir
- Détenteurs du pouvoir

La séparation des couches politiques et non politiques est primordiale dans cette catégorisation. Mais il ne serait pas juste de dire que ce critère sera toujours valable. Parce que parfois, des personnes qui n'ont rien à voir avec la politique peuvent jouer un rôle

¹⁴⁰ R. Dahl, *op. cit.*, p. 56.

actif dans les activités politiques et assurer leur participation aux élections politiques. Donc, il ne sera pas cohérent d'établir une distinction nette parmi ces groupes. Enfin, compte tenu de la classification des niveaux de participation politique établie par Samuel Barnes et Max Kease, ces personnes font une double distinction. Leurs classifications actuelles sont les suivantes:¹⁴¹

- Participation politique ordinaire: Il consiste en actions conformes aux règles et normes énoncées dans le processus de sélection.
- Participation politique extraordinaire: C'est l'une des activités dans lesquelles la personne tente de s'opposer aux règles du système politique. Les exemples sur cela incluent la pétition collective, la grève, le boycott, l'occupation etc.

2.3. Facteurs Influant sur la Participation Politique

La participation politique est soulignée dans les chapitres précédents et on a souligné qu'elle n'a pas une forme et un niveau prononcé. La participation peut se réaliser de différentes formes et aux différents niveaux. Ce phénomène est un processus et se produit à certaines étapes. Tout d'abord, le processus de participation commence au stade mental et requiert un certain degré de curiosité, d'intérêt, de connaissance et d'action.¹⁴² Le motif de la participation est également l'une des étapes de la participation politique. Les questions qui motivent une personne à participer à la politique peuvent être des sujets individuels ou sociaux. Par exemple, la participation politique d'une personne, son attente de trouver un emploi, l'idée de tirer un avantage personnel des espaces et ressources publics peuvent être considérées comme des thèmes individuels. D'autre part, la protection de l'environnement ou des valeurs historiques, l'organisation de diverses manifestations pour la réaction à l'injustice de revenus est considérée comme un phénomène social. Compte tenu des conditions matérielles d'un individu, le fait qu'il ait ou non l'occasion de consacrer du temps à la participation politique peut affecter la motivation à participer au sujet de la participation politique. En outre, pour que les citoyens développent leurs réflexes en faveur de la participation politique, les unités auxquelles ils participent devraient convaincre leurs citoyens de tenir compte de leurs

¹⁴¹ S. Barnes et M. Kease, **Political Action, Mass Participation in Five Western Democracies**, California: Safe Publications, 1979, p. 42-49.

¹⁴² D. Baykal, **op.cit.**, p. 31-32.

opinions. Si les citoyens ont l'idée que leurs idées sont ignorées, leurs réflexes de participation seront affaiblis.¹⁴³

Une autre étape de la participation politique est sans aucun doute l'intérêt politique et le sentiment d'être actif. La conviction que les citoyens peuvent changer les choses avec la participation est primordiale. Il est essentiel de constater la présence de l'infrastructure nécessaire pour la participation politique, l'opinion publique par rapport aux activités administratives et politiques, aux attitudes des organisations non gouvernementales.¹⁴⁴ L'autre étape qui aidera à expliquer la participation politique est le sentiment d'être actif. Cette émotion oblige la personne à croire qu'elle est capable de contrôler son environnement. Autrement dit, il est important d'avoir une conscience forte des personnes qui puisse affecter ceux qui les entourent. On peut dire que cette prise de conscience contribue de manière positive à la participation politique et que ces contributions renforcent le sentiment d'être actif dans le point de participation politique.¹⁴⁵

Ainsi, comme il a été mentionné ci-dessus, divers facteurs affectent la participation politique de l'individu. Ceux-ci peuvent être discutés en trois catégories en tant que les éléments socio-économiques, psychologiques et politiques. Ces éléments intègrent directement le niveau et l'efficacité de la participation politique.

2.3.1. Facteurs Sociaux-Economiques

Premièrement, lorsque des facteurs socio-économiques sont analysés, des critères tels que l'âge, le lieu de résidence, le niveau de revenu économique, la profession, le niveau d'éducation, l'adhésion aux associations, le sexe peuvent être les facteurs déterminants de la participation politique.¹⁴⁶ Les facteurs socio-économiques entraînent des changements dans les relations parmi les individus qui les entourent. Le changement de ces facteurs aura la possibilité d'affecter le statut de l'individu dans la société et sa

¹⁴³ R. Keleş, **Kent ve Siyaset Üzerine Yazılar**, İstanbul: Yerel Yönetim Dünyası Yayınları, 1992, p. 30-31.

¹⁴⁴ A. Çukurçayır et G. Gökçe, "Yerel Siyaset ve Katılma Davranışı: Konya'da Katılım Eğilimleri", **Selçuk Üniversitesi İİBF Sosyal ve Ekonomik Araştırmalar Dergisi**, Numéro: 127, p. 133.

¹⁴⁵ D. Baykal, **op. cit.**, p. 98.

¹⁴⁶ F.J. Arslan, **Siyasal Katılım Sürecinde Kadınlar: İsveç ve Türkiye Örneği**, (Mémoire de maîtrise non publié) Karadeniz Teknik Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Trabzon, 2012, p.20.

perception de son environnement.¹⁴⁷ Il est généralement admis dans la littérature que le niveau de revenu est un facteur qui influence directement la participation dans la vie politique. À mesure que le niveau de revenu augmente, le taux de participation politique accroit. Dans les sociétés où il existe une inégalité en termes de niveau de revenu, les taux de participation à la vie politique présentent de grandes différences par rapport au niveau de revenu.¹⁴⁸ L'un des facteurs importants influençant la participation est le paramètre de métier. Tout comme le niveau de revenu, la profession a un impact sur la participation politique. Le taux de participation politique par rapport aux professions qui obtiennent plus de revenus est plus élevée que les autres. L'éducation peut être mentionnée comme le facteur affectant la profession. Parce que, à mesure que le niveau d'éducation augmente, les professions préférées vont changer, et cette circonstance fera de l'effet sur la participation politique. On constate que les métiers tels que les enseignants, les avocats, les médecins et les académiciens sont plus intéressés par les questions politiques, leur niveau de participation politique est plus élevé.¹⁴⁹ Le fait que des individus jouissant d'un certain prestige professionnel aient le temps de s'y consacrer, de communiquer avec leur environnement et de penser qu'ils peuvent influencer sur le processus politique accroît leur participation politique.¹⁵⁰

Le lieu de résidence est un autre facteur qui a un effet sur la participation politique. Vivre dans des mégapoles ou de petites villes peut avoir des effets différents sur la participation politique. Il existe une idée selon laquelle les personnes vivant dans les métropoles se comportent de manière rationnelle dans leurs préférences politiques et réalisent leur participation politique de manière indépendante. Dans les petites villes, les relations interpersonnelles sont fondamentales et leurs préférences politiques sont influencées par les traditions, les coutumes et des forces sociales. C'est-à-dire, les individus ne peuvent pas être complètement indépendants dans leurs choix politiques.¹⁵¹

Le sexe est un autre facteur qui influe sur la participation politique. Après que l'humanité passe à la vie sédentaire, l'ordre social dans lequel les femmes restent au

¹⁴⁷ İ. Turan, **Siyasal Sistem ve Siyasal Davranış**, İstanbul: Der Yayınevi, 1986, p. 76.

¹⁴⁸ A. T. Kışlalı, **Siyasal Sistemler Siyasal Çatışma ve Uzlaşma**, Ankara: İmge Kitabevi, 2006, p. 224.

¹⁴⁹ **Ibid.**, p. 224-225.

¹⁵⁰ A. N. Yücekök, **Siyasetin Toplumsal Tabanı**, Ankara: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1987, p. 28.

¹⁵¹ F.J. Arslan, **op. cit.**, p. 22-23.

arrière-plan selon les hommes continue jusqu'à nos jours. En matière de la participation politique, on peut dire la même chose pour les femmes. Le fait que le niveau de revenu des femmes soit inférieur à celui des hommes, qu'elles restent à l'écart des opportunités qui augmenteront leur accumulation politique et que le rôle imposé dans la famille soit déterminé par la société, toutes ces situations rendent la participation politique des femmes inférieure à celle des hommes.¹⁵²

L'adhésion à une organisation ou à un parti peut être considérée comme le dernier facteur ayant une incidence sur la participation politique de l'individu. L'adhésion à une organisation ou à un parti politique est la dernière étape de la participation politique. A. N. Yücekök décrit les effets de l'adhésion à l'organisation sur la participation politique dans les phrases suivantes:¹⁵³

“En raison de la division intensive du travail, les organisations de superstructure sont également concentrées dans les sociétés industrielles atomisées. Ces organisations assurent la cohésion sociale au sein de la société. Cela augmente la participation politique. La personne se rend à des réunions, s'abonne à des bulletins des syndicats ou des partis politiques, et cela commence à développer une prise de la conscience de classe sociale. Cette personne organise des discussions politiques avec des amis étant les membres de l'organisation ou du parti politique. Elle peut influencer les gens ou bien elle est influencée par eux.”

Lorsque les facteurs socio-économiques sont évalués en général, la participation politique de ceux qui ont un niveau d'éducation élevé, qui vivent dans les métropoles, qui ont un revenu élevé et des hauts statuts sociaux, qui sont membres d'un parti politique et qui ont assez de temps pour augmenter leur accumulation dans les sujets politiques, ont essentiellement une participation politique plus élevée que les autres.¹⁵⁴

¹⁵² E. Kalaycıoğlu, Karşılaştırmalı Siyasal Katılma Siyasal Eylemin Kökenleri Üzerine Bir İnceleme, p. 19-20.

¹⁵³ A. N. Yücekök, **op. cit.**, p. 27.

¹⁵⁴ **Ibid.**, p. 30.

2.3.2. *Facteurs Psychologiques*

L'importance des éléments psychologiques sur la participation politique peut être considérée dans le cadre du sens d'être efficace/actif. A la suite des actions et comportements d'un individu, sa croyance qu'il peut influencer son environnement et les événements peut être expliquée par le sens d'être efficace. Ce sentiment est sans doute différent d'une personne à l'autre. Le fait que ce phénomène soit plus ou moins affecte la participation politique. Dans la mesure où le système politique répond aux besoins de l'individu, donc il joue un rôle actif dans la participation politique. Sinon, la personne ne participe pas à la participation politique car elle la trouve inutile. Par conséquent, la confiance dans le système politique affecte directement le niveau de participation politique de l'individu. En dehors de tout cela, des situations telles que la sociabilité, la compétence d'éloquence, le niveau d'intérêt pour la politique et le courage font partie des éléments psychologiques et jouent un rôle dans la participation.¹⁵⁵

2.3.3. *Facteurs Politiques*

La structure politique par ses qualifications comprend des facteurs qui peuvent influencer la participation politique. L'importance de l'effet positif d'un système politique dans lequel les individus ont la possibilité d'être actif au sujet de la participation politique ne peut pas nier. Ce qui est essentiel, c'est que le système politique offre la conviction aux citoyens qu'il est possible d'influencer le système. À ce stade, la participation politique est beaucoup plus élevée dans les pays où la démocratie est progressée. Dans le système autoritaire et totalitaire, la participation politique se voit à un niveau inférieur. Le système électoral est un autre facteur politique qui influe sur la participation politique. Dans tous les pays, le système électoral a une grande influence sur le comportement électoral, qui est l'une des activités les plus fondamentale de la participation politique. Dans les pays où le seuil électoral est élevé, les électeurs agissent contre les futilités de leur vote, et donc s'engagent dans le vote ou ils sont obligés de voter

¹⁵⁵ F.J. Arslan, *op. cit.*, p. 25-26.

hors de leur propre choix. Cela empêche l'émergence d'une participation politique saine.¹⁵⁶

Les facteurs socio-économiques, psychologiques et politiques qui influent sur la participation politique n'a pas le potentiel d'influencer sérieusement la participation politique en tant qu'un critère unique. Il est clair que tous les facteurs sont liés les uns aux autres et que tout changement de l'un de ces facteurs affectera bien évidemment des autres. C'est la raison pour laquelle, il est essentiel d'examiner tous les éléments ensemble et d'évaluer les résultats dans cette direction tout en effectuant une analyse liée à la participation politique.¹⁵⁷



¹⁵⁶ İ. G. Yontar et E. Savut, "Seçilmiş Avrupa Ülkeleri ve Türkiye'de Göçmenlerin Siyasal Katılımı", **Yönetim Bilimleri Dergisi**, Volume: 14, Numéro: 28, 2016, p. 260.

¹⁵⁷ **Ibid.**, p. 260-261.

TROISIEME PARTIE

PARTICIPATION POLITIQUE DES TURCS EN FRANCE

3.1. Participation Politique dans une Perspective Transnationale

Les implications politiques d'événements transnationaux qui englobent l'immigration moderne entraînent des conséquences à grande échelle. La sphère politique transnationale des immigrés est aussi complexe que les processus, acteurs et structures multidimensionnels. Les pratiques politiques des immigrés influencent les institutions politiques dans lesquelles ils se trouvent, et ils sont également influencés par elles.¹⁵⁸ D'une part, le sentiment d'appartenance et de loyauté a changé en raison de perceptions géographiques; d'autre part, à une époque où les arrangements juridiques et les zones géographiques conservaient leur influence, le fait que les immigrants établissent des liens avec plus d'un pays et entretenaient des relations régulières et étroites avec ces pays ouvrait de nouveaux horizons pour la migration.¹⁵⁹ En termes de participation politique, la transnationalisation des migrants est sujette à une distinction étroite et large. En premier lieu, l'accent est mis sur l'engagement des migrants auprès des partis politiques ou de leurs associations de citoyens, tandis que le second souligne la participation à des réunions ou à des activités. La sphère politique des immigrés met l'accent sur les activités politiques qu'ils utilisent pour accéder à leurs services dans la société d'accueil où ils se trouvent, pour lutter contre le racisme et la discrimination, ou pour améliorer leurs positions sociales telles que la reconnaissance de leurs groupes dans le contexte de l'ethnicité et des droits, et parfois les ressources de leur patrie. Au fil du temps, les migrants arrivent à une position de trombone reliant les politiques de leur pays d'origine et de leurs communautés d'accueil. Activités politiques des immigrants, électeurs ou candidats pour participer aux élections, pour participer à des partis, organisations ou travailler dans différents pays, pour créer une influence sur les hommes politiques du pays où ils mènent des activités de lobbying en faveur de leur pays d'origine, pour créer

¹⁵⁸ E. M. Özgür, "Küresel Göçün Sosyo-Mekânsallığı: Ulusötesi Mekânlar / Yerelötesi Yerler, Topluluklar ve Kimlikler", *Coğrafi Bilimler Dergisi*, 16 (1), 2018, p. 17.

¹⁵⁹ D. Özkul, *Ulus-ötesi Göç: Uluslararası Göç Yazınında Yeni Bir Paradigma*, S. Gülfer İhlamur-Öner ve N. Aslı Şirin Öner (Eds.), dans *Küreselleşme Çağında Göç Kavramlar, Tartışmalar*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016, p. 483-484.

l'association de compatriote et organiser des activités sous le toit de cette association, contiennent de nombreux facteurs tels que la réalisation de leur propre construction nationale.¹⁶⁰

Les activités dans la sphère politique transnationale sont organisées par des ONG, y compris les gouvernements des pays qui envoient et reçoivent des migrants, des partis politiques et des organisations créées pour les migrants. Les gouvernements des pays d'origine exigent que les immigrants aient la double nationalité, s'adaptent à la vie politique du pays où ils se sont immigrés, offrent un soutien financier à leur pays d'origine, investissent dans ce pays, maintiennent leur propre culture et leur identité et soutiennent les organisations qui œuvrent dans ce sens en encourageant les associations.¹⁶¹ Ils essayent de créer les partis politiques appartenant à la mère patrie dans la communauté d'accueil, d'ouvrir diverses branches, de mener des campagnes et de rechercher un soutien politique et économique parmi les immigrés. Les associations ou organisations créées par les immigrés sont actives dans les principaux domaines notamment pour obtenir la double citoyenneté et certains droits, pour favoriser le développement national et local dans leur pays d'origine et pour organiser et créer des réseaux autour de leurs nations dans le pays où ils ont immigré.¹⁶²

Les gouvernements des pays d'origine prennent des mesures sérieuses pour rester en vie et renforcer leurs liens culturels et économiques, car ils comprennent l'importance stratégique des migrants qui vivent à l'étranger et deviennent une communauté pouvant avoir un impact dans le pays où ils ont immigré. Ils créent diverses institutions, fondations et instituts affiliés aux ministères pour des citoyens résidant à l'étranger et soutient également des associations créées par des immigrés. Les organisations telles que l'Institut Yunus Emre, la Fondation Maarif, YTB constituent des exemples pour les organisations effectuant des travaux socio-culturelles et politiques pour les citoyens turcs vivant dans les communautés d'accueil.¹⁶³

¹⁶⁰ D. Özkul, **op.cit.**, p. 18.

¹⁶¹ J. Itzigsohn, "Immigration and the Boundaries of Citizenship: The Institutions of Immigrants' Political Transnationalism", **The International Migration Review**, 34 (4), 2000, p. 1133-1136.

¹⁶² **Ibid.**, p. 1136-1140.

¹⁶³ E. M. Özgür, **op. cit.**, p. 18.

D'autre part, dans le domaine de la politique de la société d'accueil, qui accepte les immigrants, après que les électeurs immigrants et les politiciens aient gagné en importance, le gouvernement et les autorités locales manifestent un intérêt accru pour les politiques d'immigration et de citoyenneté et apportent un soutien financier aux organisations de migrants. Cependant, de nombreux partis politiques désignent également leurs représentants comme candidat afin d'obtenir le vote des immigrants et de faire des promesses aux immigrants en proposant diverses campagnes. Les ONG coopèrent avec les immigrés dans la direction de leur objectif ou pour les aider et leur apportent diverses formes de soutien juridique, psychologique, social et financier.

Il est indiqué que les activités politiques transnationales enrichissent la structure multiculturelle de la société hôte et contribuent au progrès de la démocratie dans cette direction.¹⁶⁴ La participation politique des migrants sur les lieux qu'ils considèrent comme mère patrie n'est pas nouvelle. Cependant, ces dernières années, la facilité des voyages avec la mondialisation a facilité l'importance accrue de la participation politique transnationale et du vote transnational. Si les immigrés et leurs descendants protègent leurs liens avec la mère patrie, ils agissent pour participer au changement et élaborent des stratégies.¹⁶⁵ Pour que les immigrés deviennent politiquement autonomes dans le pays d'accueil et réalisent des activités en faveur de la patrie, il faut le renforcement des identités transnationales et des allégeances culturelles, l'influence du pouvoir et des partis politiques dans la société d'accueil, le développement des réseaux, y compris des organisations internationales et des ONG, et l'influence certaine dans la communauté d'accueil par le lobbying. Lorsque les forces économiques résultant du transfert d'argent des communautés transnationales sont intégrées au pouvoir politique possible, les États émigrés sont en mesure de mieux comprendre l'impact politique des immigrants et de se rendre compte qu'ils peuvent être utilisés en tant qu'acteurs politiques dans les pays qui les acceptent.¹⁶⁶

¹⁶⁴ E. Østergaard-Nielsen, "The politics of migrants' transnational political practices", **International Migration Review**, 37(3), 2003, p. 761.

¹⁶⁵ E. M. Özgür, **op cit.**, p. 18-19.

¹⁶⁶ F. B. Adamson, "Mobilizing for the transformation of home: Politicized identities and transnational practices", In N. Al-Ali & K. Koser (Eds.), *New approaches to migration? Transnational Communities and the Transformation of Home*, London: Routledge, 2002, p. 155-168.

Aujourd'hui, les mouvements mondiaux et les réseaux transnationaux générés par des groupes de migrants transnationaux influent sur les processus économiques, politiques et sociaux. À la suite de l'émergence d'une identité commune autour de l'État-nation, de l'idée de créer une nation et de l'émergence d'espaces transnationaux qui s'étendent à plus d'un État, divers débats sur la participation politique des immigrés à l'intérieur des frontières déterminées au sein de l'État-nation apparaissent.¹⁶⁷ Dans la période actuelle, l'immigration transfrontalière amène à la discussion de concepts tels que l'ordre monolithique, la souveraineté territoriale, les frontières État-nation et l'identité commune. Comment l'identité des immigrants sera façonnée au sein de l'État-nation, comment les arrangements relatifs à la citoyenneté seront réalisés et comment la participation politique des immigrants sont des points sur lesquels on est en train de réfléchir. À ce stade, les communautés transnationales mèneront à terme à un réexamen de la citoyenneté dans les limites de l'État-nation.¹⁶⁸

3.2. Stratégies de Participation Politique Formées par les Communautés de Migrants

Les communautés d'immigrés ne manifestent pas un grand enthousiasme pour la participation politique en raison de l'indifférence et de l'exclusion systématiquement mises en œuvre à leur encontre dans les pays dans lesquels elles vivent. Cependant, un certain nombre de communautés d'immigrés cherchent à résoudre les problèmes rencontrés en menant des activités politiques par le biais des institutions politiques de la société d'accueil.

Lorsque les communautés d'immigrants sont prises en compte, les premiers groupes de migrants ont commencé à partager des informations sur les pays dans lesquels ils ont émigré avec les personnes qui restaient, créant ainsi de nouveaux réseaux de migrants. Au fil du temps, les communautés d'immigrants ont créé diverses associations entre elles et ont commencé à travailler sur des questions socioculturelles, économiques et

¹⁶⁷ P. Pitkänen, "Introduction", In P. Pitkänen, A. İçduygu, D. Sert (Eds.), *Migration and Transformation Multi-Level Analysis of Migrant Transnationalism*, Netherland: Springer, 2012, p. 1-2.

¹⁶⁸ S. Castles, "Migration and Community Formation under Conditions of Globalization", **International Migration Review**, 36(4), 2002, p. 1161-1162.

politiques.¹⁶⁹ Bien que les immigrants n'aient pas perdu leurs liens les uns avec les autres et aient maintenu leurs relations avec leurs pays d'origine dans le passé, les progrès technologiques rencontrés au cours du siècle présent ont affecté les situations vécues par les migrants dans le processus de migration. Les liens de communication entre la communauté d'accueil et la mère patrie peuvent être établis plus fréquemment et plus facilement. D'autre part, grâce aux progrès technologiques, les migrants sont en mesure de suivre de près les événements politiques, économiques et socioculturels quotidiens dans leur pays par le biais de la télévision et d'Internet, et en particulier par le biais des médias sociaux, et sont immédiatement informés de ces événements. Ainsi, les communautés d'immigrants entretiennent des liens étroits avec leur pays d'origine et vivent simultanément dans deux pays, même si elles vivent physiquement dans un autre pays. Il est important de noter que ces événements se produisent de deux côtés. Tandis que les migrants suivent de près l'évolution de la situation dans leur pays d'origine, les personnes qu'ils ont laissées suivent de près la vie des migrants dans le pays où ils se rendent.¹⁷⁰

L'institutionnalisation croissante des migrations transnationales ne montre pas son effet sur la mobilité économique, mais aussi sur des bases politiques. Dans de nombreux pays, les activités de lobbying, les politiques de la diaspora, le droit de vote et la double nationalité des immigrés vivant à l'étranger font l'objet de nombreuses discussions. Le débat sur la double citoyenneté a été dévoilé par de nombreux pays au début du 20ème siècle. Mais aujourd'hui, la différence est que les États-nations sont prudents face au phénomène de la double nationalité et que les pays d'origine encouragent les immigrants à obtenir la double nationalité. La raison principale en est l'idée que le pays d'origine tire une valeur ajoutée économique et politique des immigrés vivant dans la société d'accueil.¹⁷¹ Les communautés immigrées transnationales sont des immigrants qui créent, promeuvent et maintiennent des relations économiques, politiques et socioculturelles entre le pays dans lequel ils vivent et leur pays d'origine ou entre d'autres pays. Ils ne rencontrent pas seulement les migrants, mais continuent également à communiquer avec les membres de leur famille. À cet égard, on ne peut prétendre que la relation est à sens unique. Par conséquent, la question de savoir avec qui les communautés de migrants qui

¹⁶⁹ D. Özkul, *op. cit.*, p. 486.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 488.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 488.

créent des liens transnationaux établissent ces liens et quels sont les effets de ces interactions pour les deux parties devient de plus en plus important.¹⁷²

Les possibilités de vote pour les communautés d'immigrants vivant à l'étranger augmentent de jour en jour par rapport à d'autres pays. La raison qui sous-tend le droit croissant du vote transnational est due à la pression des communautés migrantes de voter pour leur patrie quand elles vivent à l'étranger. Comme mentionné précédemment, les progrès de la technologie de la communication permettent également de maintenir les liens avec la mère patrie.¹⁷³ Même si le nombre d'États offrant la possibilité de voter à l'étranger augmente progressivement, des critiques ont été formulées à propos du droit de participation des immigrants aux élections organisées dans leur pays d'origine. Les points de vue les plus remarquables sont les suivants:¹⁷⁴

- Le droit des électeurs vivant à l'étranger de voter aux élections dans leur pays d'origine assumera moins de responsabilités, car ils ne seront pas directement affectés par les résultats des élections.
- La personne qui votera aux élections à l'étranger aura des difficultés à reconnaître le candidat car elle ne peut pas communiquer étroitement avec les candidats de son pays d'origine. Cela entraînera les candidats à aller à l'élection, manquant d'une large connaissance.
- Les dépenses consacrées aux électeurs vivant à l'étranger dans des lieux très éloignés les uns des autres constituent un fardeau inutile pour ceux qui restent dans leur pays d'origine.
- Les responsables des élections peuvent être confrontés à des problèmes liés au secret des urnes et à la transparence dans les domaines où leurs pouvoirs sont limités.

Conformément à ces critiques, certains pays réunissent diverses conditions pour que les migrants puissent voter dans leur pays d'origine. Par exemple, le Royaume-Uni

¹⁷² *Ibid.*, p. 488-489.

¹⁷³ T. Faist et E. Ozveren, **Transnational Social Spaces: Agents, Networks and Institutions**, Aldershot: Ashgate, p. 27.

¹⁷⁴ J. Grace, "Challenging the Norms and Standards of Election Administration: External and Absentee Voting" in **Challenging the Norms and Standards of Election Administration**, IFES (International Foundation for Electoral Systems), 2007, p. 38.

n'autorise pas ses citoyens qui vivent à l'étranger pendant plus de quinze ans sans interruption à voter à l'étranger; au Canada, cette période a été fixée à cinq ans. La Turquie n'a aucune restriction à cet égard, mais il ne faut pas oublier que les Turcs à l'étranger n'aient pas le droit de voter pour les élections locales en Turquie.¹⁷⁵ Le vote à l'étranger intervient lors des élections parlementaires, des élections présidentielles, des référendums et des élections locales. Le vote à l'étranger peut se dérouler de différentes manières. Selon le rapport préparé par l'Institut international pour la démocratie et le soutien électoral (IDEA), on peut dire que ces manières sont les suivantes¹⁷⁶:

- Voter personnellement dans les missions diplomatiques,
- Vote par correspondance
- Vote par procuration,
- Vote par vote électronique,
- Vote par fax,

En fonction de la région et de la densité des électeurs, il est décidé quelle méthode de vote ci-dessus sera utilisée. Le vote est généralement effectué personnellement et par courrier. Les États déterminent actuellement le nombre d'électeurs afin de réduire leurs coûts pour les élections à l'étranger et le nombre des urnes est déterminé en conséquence. Selon les données statistiques qui en résultent, le salon est également loué.¹⁷⁷ Les citoyens qui ne vivent pas dans leur pays d'origine doivent s'inscrire dans les zones électorales où ils se trouvent pour pouvoir voter. La participation aux élections est généralement inférieure à celle de la mère patrie. Le faible taux de participation s'explique par l'emplacement géographique du bureau de vote, l'accès à l'information et les dispositions logistiques pour l'inscription des électeurs. Lorsque les votes à l'étranger sont évalués, dans certains cas, le dernier lieu de résidence de l'électorat étranger dans le pays est pris en compte et les votes sont ajoutés à cette région; dans certains cas, une circonscription électorale spéciale est attribuée aux citoyens à l'étranger.¹⁷⁸

¹⁷⁵ J. Grace, *op. cit.*, p. 44.

¹⁷⁶ CN Fierro, I. Morales et M. Gratschew, "External Voting: A Comparative Overview" in *Voting from Abroad: The International IDEA Handbook*, 2007, p. 23.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 2-24.

¹⁷⁸ J. Grace, *op. cit.*, p. 48.

3.2.1. Théorie de la Canalisation Institutionnelle de Patrick R. Ireland (Institutional Channeling Theory)

Le vote des personnes vivant à l'extérieur de la patrie devient un phénomène de plus en plus répandu. Les migrants qui vivent dans un autre pays développent diverses stratégies pour s'accrocher à la vie publique. Patrick Richard Ireland discute des stratégies que les communautés de migrants ont développées au cours du processus migratoire. En ce sens, il attire également l'attention sur le mécanisme juridique et politique du pays d'accueil. Certains groupes d'immigrés ne sont pas disposés à participer à la vie politique en raison de leur indifférence institutionnelle et de leur altérisation dans la société d'accueil. Afin de comprendre les stratégies de participation politique des communautés d'immigrés, Ireland affirme qu'il convient de surmonter les approches théoriques qui prennent les cas de classe et d'ethnicité largement utilisés comme point de départ. Ainsi, Ireland aborde la question dans le contexte de cette théorie en révélant l'approche de la théorie de l'orientation institutionnelle.¹⁷⁹

Selon la théorie de l'orientation institutionnelle, les minorités et les communautés issues de l'immigration qui développent des stratégies de participation politique tendent à utiliser l'ethnie ou l'identité religieuse comme élément primordial en raison de la nature de leur structure politique, juridique et sociale. La raison derrière cette situation est la réglementation légale et politique du pays où ils ont émigré pour la première fois en minorités. Si la conception dominante dans la société d'accueil dans laquelle résident les immigrés réside dans l'idéologie du multiculturalisme en vigueur par le gouvernement central, les groupes d'immigrés chercheront à s'organiser en glorifiant les discours sur l'ethnicité, la culture et la religion et ils préféreront une relation clientéliste (relation patron/client) avec le pouvoir afin de bénéficier des ressources que le pouvoir politique actuel dégage autour de cette idéologie. Dans cette perspective théorique, la raison pour laquelle les communautés turques vivant dans de nombreux pays d'Europe ont été organisées en fonction de l'appartenance ethnique, de l'identité culturelle et religieuse est devenue plus compréhensible. Dans un système juridique qui élimine les communautés de migrants de la participation politique et les exclut, les Turcs adoptent une structure de

¹⁷⁹ A. Kaya, Diaspora'da Siyasal Katılımın Dialektiği, Diaspora Haber, 7 Haziran 2018, <http://diasporahaber.com/diasporada-siyasal-katilimin-dialektigi/>, visité le 29 mars 2019.

société fermée en passant à une organisation ethnoculturelle et religieuse. Irlande souligne, sur la base des attentes et stratégies rationnelles des immigrés, que ces derniers ne peuvent pas être suffisamment impliqués dans la sphère publique par le biais des modalités de participation politique de la société et de l'État d'accueil.¹⁸⁰

Matthias Koenig, qui a étudié les immigrants musulmans en France, en Allemagne et en Angleterre entre 1973 et 2001, affirme que leur méthode d'intégration dans la vie publique est directement liée à la construction de l'État-nation. La principale question à ce stade est liée à la définition de l'individu dans différentes sociétés. Le deuxième problème concerne les différences dans la tradition de construction de la nation des pays. En France, en Allemagne et aux Pays-Bas, l'adoption des immigrants musulmans dans la vie publique par un État nationaliste est régie par le mécanisme de l'État central, tandis que dans d'autres pays adoptant le modèle libéral, comme la Grande-Bretagne, elle est déterminée par les organisations locales de la société civile.¹⁸¹ L'étude de Koenig confirme l'analyse d'Irlande. Il affirme que la raison pour laquelle les communautés d'immigrants sont organisées en fonction de facteurs politiques, ethnoculturels et religieux découle du fait que les institutions des communautés d'accueil déclenchent leurs propres politiques et leurs propres éléments ethniques et religieux. Sa théorie de l'orientation institutionnelle suggère que les stratégies de participation politique des personnes d'origine immigrée sont façonnées selon l'orientation déterminée par les institutions de la société d'accueil. Sur la base de cette théorie, les identités islamiques apparues dans les pays d'Europe occidentale se sont manifestées à la suite des arrangements adoptés par les institutions de la communauté d'accueil contre les immigrants musulmans. En d'autres termes, la source des identités islamiques, qui deviennent de plus en plus visibles dans les pays européens, sont les États qui identifient les immigrants avec leur identité islamique et tentent ainsi de les impliquer dans la sphère publique.¹⁸²

¹⁸⁰ A. Kaya, Diaspora'da Siyasal Katılımın Dialektiği, Diaspora Haber, 7 Haziran 2018, <http://diasporahaber.com/diasporada-siyasal-katilimin-dialektigi/>, visité le 29 mars 2019.

¹⁸¹ M. Koenig, "Incorporating Muslim Migrants in Western Nation States – A Comparison of the United Kingdom, France and Germany", *Journal of International Migration and Integration*, Volume: 6, Numéro: 2, Mars 2005, p. 221-224.

¹⁸² P. R. Ireland, "Reaping What They Sow: Institutions and Immigrant Political Participation in Western Europe", dans R. Koopmans and P. Statham (eds.), **Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics**, Oxford: Oxford University Press, 2000, p. 269.

Considérant les immigrants en provenance de Turquie en Europe, de nombreux migrants tentent de développer des canaux de participation politique légitimes afin de faire face aux préjugés auxquels l'Islam et les musulmans sont confrontés dans la société d'accueil. Ils le font en essayant de faire entendre leur voix au parlement local, national et européen. Parallèlement, ils mènent leurs luttes à travers des éléments médiatiques écrits et visuels. Par conséquent, s'étant rendus compte que la fermeture et la congrégation ne leur permettraient pas de surmonter les problèmes et les préjugés auxquels ils étaient confrontés dans la société d'accueil, ils ont essayé de les résoudre en utilisant des moyens politiques légitimes et en élaborant diverses stratégies de participation politique. Le fait que les Turcs en France soient rassemblés sous l'égide de diverses associations et organisations non gouvernementales, essayant de se faire connaître auprès des administrations locales et prenant de nouvelles initiatives en matière de participation politique sont des exemples concrets.

3.3. Arrangements Juridiques et Politiques de la France Imposés aux Minorités

La France est le seul pays qui mène officiellement la politique d'assimilation parmi les pays d'Europe occidentale. Avec cette politique, la France demande aux personnes d'identité culturelle différente d'adopter les valeurs françaises et de s'intégrer à la culture de la société d'accueil. Il existe une forme d'acceptation dans les politiques d'assimilation; mais cette situation est conditionnelle. En France, il existe une conception de l'acceptation dans laquelle les différences se fondent dans un pot et se rencontrent à une valeur commune.¹⁸³ Le colonialisme culturel et l'assimilation de l'identité font partie des politiques importantes appliquées aux minorités en France. En particulier lorsque l'on considère la politique linguistique de la France, on peut mentionner les pratiques qu'elle a mises en vigueur en tant qu'impérialisme linguistique. Bien que cette attitude soit destinée aux fins d'assimilation, l'objectif principal qui sous-tend cette attitude de la France est d'assurer une entente autour de la langue.¹⁸⁴ Le projet de la civilisation française

¹⁸³ K. Yağmur, "Batı Avrupa'da Uygulanan Dil Politikaları Kapsamında Türkçe Öğretiminin Değerlendirilmesi", *Bilig*, Automne 2010, p. 223.

¹⁸⁴ F. Çakır et H. Atmaca, "Kültür Sosyolojisi Çerçevesinde Fransa'nın Dil, Kültür ve Azınlık Politikası", *Social Science Studies*, Volume: 6, Numéro: 4, 2018, p. 10.

visé à assimiler les étrangers par le biais de la langue, de la laïcité, du modernisme. Tandis que la diversité culturelle ignore, il met l'accent sur la citoyenneté.¹⁸⁵

Les politiques de la France en matière d'incitations axées sur la langue n'ont pas seulement commencé, mais elles se sont engagées depuis des siècles. Le premier exemple de ceci est la Loi, signée par I. François en 1539 qui prévoit que tous les écrits et la correspondance de la magistrature seront faites seulement en français. Fondée par l'influence de la période de la Renaissance, la Pléiade (l'ensemble des sept poètes) a œuvré pour la domination du français. De ce fait, l'ouvrage intitulé Défense et Illustration de la Langue Française et dont la majeure partie a été rédigée par Du Bellay a été publié en 1549. Richelieu, distingué parmi les hommes politiques français, cherchait à simplifier le français et a créé en 1635 l'Académie française. Avec le règne de Louis XIV qui commence en 1661, le roi protégea l'académie et l'utilisa comme un outil efficace du royaume jusqu'au milieu du 18ème siècle.¹⁸⁶

L'un des domaines dans lesquels la Révolution française a montré son influence était la langue et elle a joué un rôle dans l'adoption de nombreuses lois pour la protection et le développement du français. Depuis lors, l'idée selon laquelle la langue nationale est inévitable pour la république est acceptée et constitue le fondement des politiques linguistiques. En France, par la révision de la Constitution en 1992 le français a été adopté comme la langue de la République. Bien que la France ait signé le traité de Maastricht le 7 février 1992, la présence des langues locales et régionales a été mal accueillie et une attitude hostile à l'égard de ces langues a été affichée. Avec la promulgation de la loi Toubon en 1994, l'utilisation de langues étrangères dans tous les textes et contenus multimédias destinés au public a été interdite et dans le cas contraire, une amende est stipulée. Par conséquent, la France a toujours cru en l'existence d'une seule langue nationale et a officiellement conclu une attitude à l'égard de cette croyance. L'utilisation des langues locales et régionales n'est pas officiellement acceptée.¹⁸⁷

¹⁸⁵ A. Kaya, Fransa-Türkleri: Cumhuriyetçi Entegrasyon Modelinin Eleştirisi, dans D. Danış et V. İrtiş, **Entegrasyonun Ötesinde Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008, p. 43.

¹⁸⁶ C. Göker, Fransa'da Edebiyat Akımları, Ankara: Dil ve Tarih - Coğrafya Fakültesi Yayınları, 1982, p. 2-9.

¹⁸⁷ F. Çakır et H. Atmaca, **op. cit.**, p. 456.

Depuis la Révolution française, la France est le seul pays à avoir rendu l'usage du français obligatoire dans toutes les correspondances publiques et privées. À cet égard, elle établit une politique visant à assurer l'intégration dans la vie sociale et vise à se protéger contre les attaques linguistiques. On croit que le succès au sens universel du langage apportera également une supériorité culturelle. En d'autres termes, ce que la France considère dans le contexte de la langue et de la culture, c'est que préservation de la culture passe par la préservation de l'existence de la langue nationale.¹⁸⁸

Avant d'examiner les politiques de la France à l'égard des minorités, il serait utile d'aborder le concept de minorité pour mieux comprendre le sujet. Un certain nombre de caractéristiques nécessaires à l'évaluation d'une communauté en tant que minorité peuvent être énumérées comme suit:¹⁸⁹:

- Ils sont séparés des membres majoritaires de la communauté du point de vue de langue, religion, race et culture.
- Quantitativement, le groupe dispose moins d'individu par rapport au groupe majoritaire.
- Ils ne sont pas suffisamment dominants en termes sociaux et politiques dans le pays où ils se trouvent.
- Ils sont citoyens de la société d'accueil et porteurs de l'identité nationale.
- La majorité de la société est consciente de leur différence et accepte qu'ils ont une identité ethnique différente.
- Ils ont plus d'une génération pour maintenir leur continuité.

Le conflit entre catholiques et protestants en Europe entre 1560 et 1648 a révélé le concept de minorité. Dans l'Édit de Nantes, ainsi que dans le traité de Westphalie signé en 1648 entre la France, le Saint Empire romain germanique, la Suède, l'Espagne et les Pays-Bas l'accent a été mis sur les droits des minorités. Les politiques des minorités sont étroitement liées à la structure historique et culturelle des pays. Confrontée à de nombreux problèmes économiques et démographiques après la Seconde Guerre mondiale, la France a demandé à une main-d'œuvre variée d'autres pays de reconstruire le pays. La France

¹⁸⁸ **Ibid.**, p. 457.

¹⁸⁹ **Ibid.**, p. 458.

visait à surmonter la période troublée par les migrants et à les assimiler plus tard. La France, qui considère les minorités comme une menace interne et externe, a choisi de mener une politique de mesures préventives et de suivre une voie assimilationniste. Ce style de politique a continué jusqu'aux années 1980. Après l'élection de François Mitterrand à la présidence, la politique de la France à l'égard des minorités est devenue quelque peu modérée et les politiques d'intégration, la forme un peu atténuée d'assimilation sont apparues au premier plan. La politique d'intégration est basée sur la loi relative à la nationalité et vise l'intégration culturelle. La principale raison du suivi d'une telle politique est la volonté de se démarquer des sanctions légales en termes d'acceptation des droits minoritaires de la France.¹⁹⁰ Ce processus modéré a également été éclipsé par la xénophobie, qui a atteint la crise économique, le chômage et le racisme. Au cours de cette période, la situation la plus négative pour les groupes minoritaires a été le nombre croissant de partisans de la formation raciste dirigée par M. Le Pen.

Même si la structure de la société multiculturelle devient importante en raison de la mondialisation, les valeurs culturelles et ethniques des minorités doivent être respectées pour que cela se produise et les pays doivent apporter leur soutien dans ce sens afin que les minorités puissent vivre leurs propres cultures. Mais la France, connue pour ses politiques d'assimilation, n'a pas permis à l'approche pluraliste de dominer. La France ne reconnaît pas le statut de minorité à aucun des groupes vivant à l'intérieur de ses frontières. La raison la plus importante pour ne pas reconnaître un tel statut provient de la conviction qu'il ne sera pas en harmonie avec ses intérêts nationaux et internationaux ou subira un préjudice. De ce point de vue, si la France s'est efforcée de faire en sorte que les minorités puissent mener une vie égalitaire et loin de l'exclusion politique entre 1945 et 1989, alors que cette situation a disparu depuis les années 1990. Durant ces années, dans la plupart des pays européens, les lois sur la protection des minorités étaient adoptées, alors que l'attitude de la France était différente. La France affirme qu'il n'y a pas de minorités à l'intérieur de ses frontières et qu'elle n'a ni signé ni ratifié les accords et conventions internationaux les concernant.¹⁹¹ En 1982, la France a ratifié et mis en œuvre le Pacte des droits civils et politiques des Nations Unies (ONU). Mais sous le titre de protection des minorités dans la convention "*dans les Etats où il*

¹⁹⁰ K. Canatan, "Avrupa Ülkelerinin Azınlık Politikalarında Türkçe Anadil Eğitiminin Konumu", **Turkish Studies**, 2/3, 2007, p. 165.

¹⁹¹ F. Çakır et H. Atmaca, **op. cit.**, p. 456.

existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue''. Elle interprète elle-même cet article (l'article 27) et déclare qu'elle rejette toute notion de minorité. Cependant, elle n'a pas ratifié la Convention-cadre sur les minorités nationales, entrée en vigueur le 1^{er} février 1998 et visant à garantir les droits des minorités.¹⁹²

Bien qu'ils ne soient pas citoyens, les immigrés ont le droit de vote et d'être élu aux élections locales dans des pays tels que la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, alors qu'en France, les migrants qui n'ont pas acquis la citoyenneté n'ont pas ce droit. Cependant, dans les années 2000, les ONG impliquées dans ce processus ont eu diverses initiatives mais ont échoué. Le droit de voter et d'être élu est strictement attaché à la citoyenneté. En d'autres termes, il n'y a pas d'obstacle devant la participation politique des immigrés ayant acquis la citoyenneté en France. Toute personne qui a la nationalité française a le droit d'y assister. Par exemple, un parti appelé Parti Égalité et Justice (PEJ), dominé par les Turcs, a été créé et aucun obstacle n'a été rencontré lors de cet établissement. Les obstacles apparaissent généralement après l'institution. Si la France ne voit pas le profil républicain qu'elle dessine, elle n'a pas l'air très positif pour les formations émergentes. Selon Gedikoğlu, les identités conservatrices fondées sur les valeurs traditionnelles ne sont pas ce que la France aime.¹⁹³

3.4. Organisation des Turcs en France sur la Ligne de l'Identité Culturelle et Religieuse

La théorie des réseaux et l'approche transnationaliste fréquemment rencontrées ces dernières années en matière de migration internationale attirent l'attention sur l'organisation et la solidarité entre immigrants et visent à en révéler la dynamique. Dans le cadre des nouvelles recherches, les formes d'organisation qui émergent parmi les immigrants comprennent un large éventail de domaines allant de la création des formations de concitoyenneté aux communautés religieuses, des groupes politiques aux

¹⁹² *Ibid.*, p. 460.

¹⁹³ Il a été transféré de l'entrevue avec le leader international du COJEP, Ali Gedikoğlu.

organisations de la société civile et on voit que les immigrants s'installent maintenant à la position de sujet et on se concentre sur leurs expériences d'immigration. Le principal objectif de ces travaux était bien entendu les réseaux traditionnels de solidarité entre immigrants.¹⁹⁴ La religion en France est un élément important de la construction identitaire chez les Turcs. Dans la recherche sur leur religion, on constate que 62% des Turcs en France se définissent comme religieux. Dans le même temps, on constate que les Turcs en France ont déployé des efforts particuliers pour protéger la culture turque et la transférer dans le futur. 89% des Turcs en France considèrent la préservation de la culture turque et son transfert aux générations futures.¹⁹⁵

À ce stade, les organisations d'immigrés dans la ligne de l'identité religieuse et culturelle des migrants jouent un rôle important en tant qu'acteurs qui les maintiennent ensemble et renforcent leur solidarité. Lorsqu'on examine les Turcs en France, on voit qu'ils constituent un nouvel espace social en mettant en place divers réseaux et liens en France et en Turquie. Cela leur permet de conserver à la fois les formes traditionnelles et de développer de nouvelles formes de solidarité. Les nouvelles organisations émergentes assument une fonction idéologique qui redéfinit les réseaux de Turcs en France.¹⁹⁶

Les relations de solidarité et la société communautaire sont les éléments les plus fondamentaux dont les Turcs de France se préoccupent pour survivre en préservant leurs valeurs culturelles et religieuses. La structure sociale sous l'influence du néolibéralisme renforce les réseaux et les relations de solidarité en raison de l'affaiblissement croissant de l'État providence. Les migrants cherchent à renforcer leur capital social en développant des réseaux sociaux, culturels, politiques et économiques. À cette fin, les migrants sont regroupés sous le toit de certaines structures institutionnelles. Ces structures peuvent être des organisations non gouvernementales ainsi que des communautés religieuses. Selon Thomas Faist, les réseaux et les organisations de migrants de la société d'accueil sont constitués de trois facteurs. Ce sont comme suit.¹⁹⁷:

¹⁹⁴ E. Akbaş, Göçmenler Arasındaki Dayanışmacı Ağların Dönüşümü Göçmen Sivil Toplum Örgütlerinin Yeni Misyonu, S. Gülfer İhlamur-Öner ve N. Aslı Şirin Öner (Eds.), dans Küreselleşme Çağında Göç Kavramları, Tartışmalar, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016, p. 335.

¹⁹⁵ Almanya, Fransa ve Hollanda'da Yaşayan Türkiye Kökenli Gençlerin Siyasal Tercihleri, Ayrımcılık Tecrübeleri ve Aidiyetleri Siyasal Katılım Raporu 2017, UETD, 2017, p. 4.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 9.

¹⁹⁷ T. Faist, The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces, Oxford: Oxford University Press, 2000, p. 192-193.

- L'échange social qui permet de remplir les responsabilités mutuelles et les attentes dans les structures qui constituent ces liens
- La réciprocité en tant que norme sociale entre individus
- La solidarité entre individus partageant des points communs tels que la parenté ou la concitoyenneté au sein d'une communauté.

Les trois éléments mentionnés par Faist expriment le point commun, les idées communes, les valeurs et les symboles qui permettent l'interaction des migrants. Ces faits sont des représentations collectives, créant une sorte de sens ou de conscience chez les immigrés. La réflexion sociale de l'émotion de nous se manifeste sous la forme de groupes ethniques, de sociétés religieuses et de communautés culturelles. L'organisation des Turcs en France est basée sur les tendances religieuses et les partenariats culturels. On a constaté que les Turcs, qui s'étaient auparavant regroupés autour d'organisations traditionnelles sous la forme des associations de concitoyens, se sont progressivement regroupés dans le cadre d'organisations de la société civile.¹⁹⁸ À l'heure actuelle, il existe de nombreuses organisations dans les villes de Strasbourg et de Paris, où les Turcs vivent de manière intensive, organisées dans le respect de l'identité culturelle et religieuse.

En premier lieu, si les structures discutées en conformité avec les valeurs culturelles sont mentionnées, la formation de "A TA TURQUIE" en est l'un des exemples fondamentaux. L'association a été fondée en 1989 par Murat V. Erpuyan, Kaya Kilic, Marcel Bazin, Stéphane de Tapia, Karahan Yilmaz et Bogdan Dusza. Dans cette association, il est intéressant qu'il y a beaucoup de personnes d'origine français. Cette association, qui poursuit ses activités depuis sa création, se range parmi les institutions importantes à examiner lors de la prise en compte des Turcs en France. Les activités de l'Association peuvent être classées en quatre catégories. Considérant des activités menées dans le plan social, après l'arrivée de la migration de la main-d'œuvre de la Turquie, divers travaux ont été faits afin de faciliter l'adaptation à la société française. Examiner les recherches sur les migrations et organiser des conférences, des séminaires et des formations sur ce sujet, conseiller les autorités et les municipalités sur la mobilité des migrants turcs, assister les Turcs dans les problèmes administratifs, sociaux et juridiques

¹⁹⁸ T. Faist, *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*, p. 337.

auxquels ils sont confrontés et fournir diverses informations constituent la base des activités menées dans le sens social. En matière des travaux culturels, de nombreuses activités sont organisées chaque année sous le nom de “Automne aux couleurs de Turquie”. Ce sont des conférences et des concerts, des organisations artistiques sous forme de cinéma et de théâtre. Parallèlement, un événement est organisé le 23 avril à l’occasion de la journée de l’enfance, où l’interaction interculturelle est assurée avec la participation de différentes écoles et associations. Elle tente de renforcer l’image de la Turquie, en organisant les jours ou la semaine de la Turquie dans des écoles et en brisant les préjugés des enfants et des jeunes sur la Turquie. Parfois accompagnées de diverses organisations de l’association, des conférences et des lectures de poésie sur la Turquie sont effectuées.

Cependant, divers travaux de l’association peuvent être vues en termes de publication. Il existe la revue *Genèse / Oluşum* pour la promotion des valeurs culturelles de la Turquie, à la fois en français et en turc. Divers articles liés à la migration des Turcs qui ont émigré en France, ont été inclus dans le journal. En termes de popularité en France, lorsque la Turquie est mentionnée, l’une des premières organisations qui vient à l’esprit est A TA TURQUIE. L’idée de l’association a été prise dans presque toutes les affaires. Par exemple, les responsables de l’association ont participé aux chaînes de télévision et de radio lors des débats sur l’adhésion de la Turquie à l’UE. En termes de communication, l’association a une orientation très forte. Elle a pu faire publier des articles qui font la promotion Turquie dans plusieurs journaux français y compris le journal *Le Monde*.¹⁹⁹

L’une des associations opérant dans le sens culturel à Paris est l’association Hanimeli. L’association a été créée en 2009 et la première activité s’est tenue le 8 mars 2010 lors de la Journée internationale de la femme, par une organisation d’une matinée avec plus de 700 femmes. Cet événement a eu lieu même dans les médias Français. Le premier président de l’association est Fethiye Şekerci. L’association avait pour principal objectif de s’adresser aux jeunes Turcs vivant en France et d’organiser des activités avec eux. L’insuffisance des jeunes à participer aux activités de l’association et leur réticence à agir à cet égard ont changé l’auditoire auquel l’association devait s’adresser. Les responsables de l’association ont décidé d’organiser des activités visant à enrichir la vie sociale limitée

¹⁹⁹ A TA TURQUIE, Présentation de l’association <http://www.ataturquie.fr/presentation-de-lassociation-a-ta-turquie/>, 2014. Date de consultation: 10.04.2019

des femmes et des mères turques vivant en France. En consultation avec les femmes, les événements ont été discutés et, en conséquence, des voyages dans différents pays ont été effectués sur demande. Divers séminaires sont organisés afin de sensibiliser des femmes dans l'association à la santé. L'Association a mené plusieurs travaux pour résoudre les problèmes de retraite des femmes. Pembe Hekimoğlu était le président de l'association après Fethiye Şekerci et elle occupe toujours le poste de président. L'association a grandement contribué à l'organisation de festivals culturels turcs. Les femmes au foyer sont prédominantes dans l'association. Le travail des femmes dans l'organisation des festivals a trouvé une grande place. Une variété d'artistes sont amenés de Turquie et des concerts sont organisés et les revenus qui en résultent sont également livrés aux nécessiteux. A travers l'association, les femmes sont plus actives dans la politique locale. La formation qui a des difficultés à propos de l'aide a atteint l'aide en utilisant la puissance de l'Association. En ce qui concerne la violence à l'égard des femmes, l'association a coopéré avec diverses organisations en France et organisé diverses activités.²⁰⁰

EMISCO (Initiative européenne musulmane pour la cohésion sociale) est une organisation non gouvernementale qui a rassemblé en particulier des personnes qui mènent une carrière dans le domaine des droits de l'homme en Europe et ayant une expertise dans les problèmes des groupes musulmans. Elle a été créée le 18 décembre 2010. La caractéristique la plus importante est que les personnes vivant dans différentes villes d'Europe y compris la France et ayant des valeurs culturelles différentes sont dans l'Organisation. Des activités sont menées afin de lutter contre l'anti-islamisme et préjugés contre les musulmans en Europe. En ce sens, les communautés musulmanes, y compris les Turcs, ont besoin d'un soutien moral et politique. Divers objectifs sont définis par l'organisation afin d'influencer le discours des décideurs et d'accepter les migrants comme des citoyens égaux. En outre, diverses travaux sont menés pour assurer une participation plus active des immigrés et pour assurer leur adaptation au pays dans lequel ils se trouvent.²⁰¹ Veysel Filiz est le porte-parole de la société en tant qu'une personne qui a grandi et construit l'organisation en France. En ce sens, la présence d'un Turc qui grandit en France dans les échelons supérieurs d'une telle formation est une condition à

²⁰⁰ Les données obtenues de l'interview du programme Bonjour organisée sur la chaîne Eurostar avec Fethiye Şekerci et Pembe Hekimoğlu le 23 janvier 2017.

²⁰¹ Pour plus d'informations sur EMISCO, voir: <https://www.emisco.eu/about-us/>

suivre avec soin de la part des Turcs en France. Les problèmes rencontrés en France sont communiqués aux autorités compétentes à travers ces types de formations et elles sont à la recherche de solutions. Il est important que les Turcs jouent un rôle actif dans ces organisations pour protéger leurs liens culturels dans le pays où ils vivent. Il était également intéressant de noter que l'organisation avait reçu le prix du gouvernement et du lobbying le plus réussi en 2018 par le magazine Moonlife.

ORIW (Organisation Racisme Islamophobia Watch) est une organisation non gouvernementale établie à Strasbourg. Elle a été fondée dans des pays francophones avec divers experts et juristes pour lutter contre l'anti-islamisme et le racisme. L'organisation exerce ses activités de manière indépendante et n'a aucun lien avec un parti politique ni un gouvernement. Après les attentats du 11 septembre 2001, l'Islamophobie a augmenté dans le monde et les musulmans vivant dans différents pays ont été exposés à la discrimination. ORIW s'efforce de lutter contre les crimes de racisme et de discrimination qui se multiplient en Europe en raison des préjugés et des peurs qui règnent dans la société sous l'influence quotidienne des partis politiques et des médias. Dans ce contexte, l'organisation fournit un soutien psychologique et juridique aux personnes confrontées aux crimes indiqués. Depuis 2013, ORIW publie chaque année et chaque mois divers rapports sur les crimes d'islamophobie et de racisme rencontrés dans la vie quotidienne. Des efforts sont faits pour que les rapports préparés soient fiables dans les institutions d'influence internationale telles que le Conseil de l'Europe et l'ONU. Afin de protéger les droits des musulmans en Europe et de garantir l'égalité de traitement dans la société, l'organisation s'est engagée dans diverses activités. En outre, il organise de nombreuses conférences et séminaires avec diverses organisations non gouvernementales nationales et internationales afin de mettre les questions de racisme et d'islamophobie à l'ordre du jour. Il fournit le soutien juridique nécessaire en suivant attentivement les demandes d'individus et d'organisations victimes des crimes spécifiés.²⁰² La présence de nombreux Turcs au sein de l'organisation est un développement important du fait que les Turcs commencent à lutter contre le racisme et la discrimination.

Le Centre Culturel Anatolie a été fondé en 1984 à Paris par un groupe indépendant de Turcs et de Français. L'objectif du centre est de mieux faire connaître la Turquie aux

²⁰² Pour plus d'informations sur ORIW, voir: www.oriw.org

Français en organisant des activités culturelles et diverses réunions. Le centre organise diverses expositions telles que la photographie, la peinture. Elle organise également des concerts, des soirées littéraires et des cours de turc pour ceux qui veulent apprendre le turc par l'association De La Seine Au Bosphore. En outre, diverses conférences, colloques et activités de discussion sont organisés par le centre. Aujourd'hui, le centre poursuit ses activités et sert de pont entre les Français et les Turcs. Depuis 2002, il est membre fondateur du Forum des instituts culturels étrangers à Paris (FICEP) et participe à la Semaine des cultures étrangères de Paris.²⁰³

L'association UNION a été fondée en France en 1989 afin de faire rencontrer les étudiants qui ont obtenu leur diplôme de l'école française en Turquie. L'association compte plus de 500 membres alors qu'elle n'en comptait que 7 l'année où elle a été fondée. Elle a rencontré des personnalités telles que Semih Vaner, Altan Gökalp, Murat Belge, Zülfü Livaneli, François Georgeon, Marc Semo et Riva Kastoryano autour de diverses organisations. En outre, de nombreux sénateurs, députés et fonctionnaires de ministères ont participé aux activités de l'association. La culture turque est présentée aux Français à travers des expositions organisées publiquement. De plus, il y a des conférences pour les entreprises Français qui veulent mener des activités économiques en Turquie. Diverses organisations qui promeuvent les écoles françaises en Turquie sont également parmi celles que l'association a organisées. L'association a été citée dans divers médias tels que France Culture, GEO, Milliyet, Cumhuriyet, Hürriyet et Sabah. UNION aide également à faciliter l'adaptation d'étudiants turcs en France à des fins éducatives et pour fournir des logements, des stages et des emplois.²⁰⁴

La Fédération turque de France est née en 1995 à la suite du rassemblement d'associations établies en France. À la suite de la fusion des fédérations de 7 pays différents le 29 octobre 2007, la Fédération européenne turque a été créée et la Fédération française turque de France figure parmi les membres fondateurs de cette formation. Parmi les priorités de la Fédération, elle mène des activités exhaustives, telles que la protection des Turcs contre les excès, les fausses compréhensions religieuses et les idéologies autres que la propre ligne de la fédération. Il est indiqué qu'ils assurent une participation à toutes sortes d'activités socioculturelles et économiques de Turcs en France ont participé ou

²⁰³ Pour plus d'informations sur Anadolu Kültür Merkezi, voir: <https://www.cca-anatolie.co>

²⁰⁴ Pour plus d'informations sur la communauté UNION, voir: <http://www.unionistes.org/union/3212452>

qu'ils les ont dirigés à cet égard. De nombreuses activités sociales sont organisées par la Fédération pour que les Turcs vivant en France s'adaptent aux pays et ne soient pas exclus de la société dans laquelle ils vivent. Celles-ci sont faites à travers les organisations pour la promotion des Turcs et la Turquie, la promotion de la culture gastronomique, diverses activités sportives et humanitaires. D'ailleurs, dans le cadre des lois de la communauté d'accueil, il encourage l'utilisation des droits démocratiques sans crise d'identité et à avoir son mot à dire au sein de l'administration. Des activités sont organisées pour sensibiliser la société avec d'autres organisations turques.

En plus de toutes ces structures culturelles, il existe de nombreuses structures religieuses actives à Paris et à Strasbourg. Parmi ces formations où les Turcs sont concentrés à grande échelle on peut citer DITIB, Milli Görüş, Süleymanlılar, Nurcular et Menzil (Samarcande). Les formations susmentionnées possèdent des mosquées à divers endroits et les Turcs ont pratiqué leurs pratiques religieuses autour de ces mosquées. En même temps, ces structures religieuses offrent une solidarité entre les immigrants en organisant des activités socioculturelles. Elles tentent de le faire pendant certaines périodes de l'année en organisant la kermesse/fête de bienfaisance, invitant divers artistes de la Turquie par l'organisation de Hadj et la Omra. Ils essaient également de préserver leur identité religieuse et culturelle en donnant une éducation religieuse aux enfants dans des mosquées les week-ends. Cependant, une attention particulière est accordée à l'apprentissage du turc auprès des enfants dans certaines formations religieuses et des cours spéciaux sont dispensés pour apprendre le turc.

3.5. Implication Politique des Turcs en France et Facteurs qui les Poussent Cette Participation

Ce n'est pas un phénomène nouveau pour les citoyens vivant à l'étranger de voter lors d'élections tenues dans leur pays d'origine. Plus de 120 pays dans le monde ont pris diverses dispositions légales pour que leurs citoyens à l'étranger puissent voter. Les citoyens turcs vivant à l'étranger ont obtenu le droit de vote pour la première fois en 1987 à la suite des modifications apportées à la loi sur les élections et les registres des électeurs. Mais parce que ces changements restent limités par le vote aux postes-frontières et que des électeurs doivent entrer en Turquie, cette situation ne peut pas être considérée comme

le vote à l'étranger. À la suite de la modification apportée à la loi électorale en 1995, le Conseil suprême des élections (YSK) a été chargé d'organiser et de gérer les élections à l'étranger. Dans le cadre de la modification de la loi, il est précisé que si les obstacles réels ou juridiques sont rencontrés avant les élections tenues à l'étranger, le processus devrait être poursuivi aux frontières actuelles. Jusqu'en 2008, le lieu de vote pour les citoyens à l'étranger est resté les passages frontaliers. En 2008, la loi sur les élections et les registres électoraux a de nouveau été modifiée, de ce fait il est apparu la possibilité de voter pour des citoyens turcs vivant à l'étranger aux élections générales, à l'élection présidentielle et au référendum en Turquie. Dans ce contexte, quatre modes de vote pour les électeurs à l'étranger ont été ouverts: courrier postal, passage des frontières, représentations à l'étranger et électronique. Toutefois, le vote par correspondance a été annulé à la suite de l'objection de la Cour constitutionnelle en raison de la possibilité de menacer la sécurité du vote. D'autre part, en 2011, avec la décision de YSK, il a été décidé que les électeurs ne peuvent pas voter dans le pays où il n'y a pas d'infrastructure nécessaire pour permettre aux citoyens turcs vivant à l'étranger de voter.²⁰⁵

Avec la modification de la loi électorale du 9 mai 2012, le vote des Turcs vivant à l'étranger a été facilité et les obstacles à leur participation politique ont été supprimés. *“S'ils sont inscrits au registre d'électeurs à l'étranger, dans le cadre des procédures et principes à déterminer par le Conseil suprême des élections, ils ont le droit de vote dans des urnes à établir dans les bureaux de représentation à l'étranger ainsi que dans des portes des douanes annoncées par le Conseil électoral suprême, aux élections générales, à l'élection présidentielle et au référendum à partir du 9 mai 2013.”* Suite à l'adoption de la loi n° 6304 qui contient la disposition ci-dessus, les citoyens turcs à l'étranger ont désormais le droit de voter dans le pays où ils se trouvent.²⁰⁶ Après cette évolution, les obstacles à la participation politique ont été en grande partie supprimés en facilitant le vote des électeurs à l'étranger.

Les citoyens turcs vivant à l'étranger ont obtenu le droit de vote dans le pays où ils se trouvaient lors de l'élection présidentielle de 2014 pour la première fois. Depuis 2014,

²⁰⁵ Yurt Dışında Yaşayan Türk Seçmenin Siyasal Katılımı, Ankara: Göç Araştırmaları Vakfı, 18 juin 2018, p. 3-5.

²⁰⁶ Yüksek Seçim Kurulu, Yurt Dışı Seçmen, <http://www.ysk.gov.tr/tr/yurt-disi-secmen-sikca-sorulan-sorular/1522>, visité le 20 avril 2019.

plus de 3 millions d'électeurs ont voté à l'étranger en juin et en novembre 2015 aux élections législatives, lors du référendum de 2017, aux élections présidentielle et législatives du 24 juin 2018. Chaque année, le taux de participation aux élections augmente. Même si l'abolition du mode de scrutin, lors des élections présidentielles de 2014 en procédant à des rendez-vous à partir des représentants étrangers a eu une part dans cette augmentation, l'intérêt des citoyens vivant à l'étranger pour la politique de la Turquie est également efficace.²⁰⁷ L'implication politique des électeurs votant à l'étranger, le comportement électoral et les tendances de vote peuvent être exprimés comme une indication de leur affiliation et de leur appartenance à la Turquie. Compte tenu de l'importance en termes de refléter les attentes de la participation politique, des citoyens vivant à l'étranger se trouvent à un point stratégique en termes d'identification des problèmes et des questions à traiter par la Turquie. On voit également que le taux des votes de l'étranger est déterminant à certains égards. Par exemple, les votes en provenance de l'étranger aux élections législatives du 1^{er} novembre 2015 ont fait remporter les trois députés pour l'AKP, le Parti républicain du peuple (CHP) en a perdu un et le Parti du mouvement nationaliste (MHP) en a perdu deux.²⁰⁸ Ainsi, la participation politique des citoyens turcs vivant à l'étranger est en train de devenir un facteur qui augmente l'importance chaque jour, car elle est une question qui touche le Parlement et influe l'élaboration des politiques de diaspora de la Turquie.

Les citoyens turcs vivant à l'étranger ont voté pour la première fois dans le pays où ils se trouvent lors de l'élection présidentielle du 10 août 2014. Compte tenu du contexte du problème et de leur participation politique, le taux de participation des Turcs en France semble être assez faible:

Tableau 1.5: Statistiques de l'élection présidentielle en France en 2014

Total des électeurs	298 839	Vote valide	24.748 (99,11%)
Votes utilisés	24,970 (8,36%)	Vote invalide	222 (0,89%)

Source: YSK

²⁰⁷ Yurt Dışında Yaşayan Türk Seçmenin Siyasal Katılımı, p. 3.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 3.

Selon les statistiques du tableau ci-dessus, le taux de vote utilisé en France est de 8,36%. Il y a des raisons pour lesquelles ce taux est si bas. Premièrement, une grande partie des Turcs en France passent leurs vacances en Turquie alors que les élections ont eu lieu en août. Cela les a empêchés de voter en France. Deuxièmement, les endroits où on peut voter sont loin de l'endroit où résident les électeurs et par conséquent, les électeurs ne sont pas allés voter. Un autre facteur était le fait que les électeurs qui n'étaient pas inscrits dans les urnes dans les pays où ils étaient présents et qui n'avaient pas suivi les règlements et dispositions nécessaires n'ont pas pu voter, alors qu'ils avaient le droit de voter pour la première fois. Selon les données sur les résultats des élections, Recep Tayyip Erdoğan, Selahattin Demirtaş et Ekmeleddin İhsanoğlu ont reçu les votes suivants:

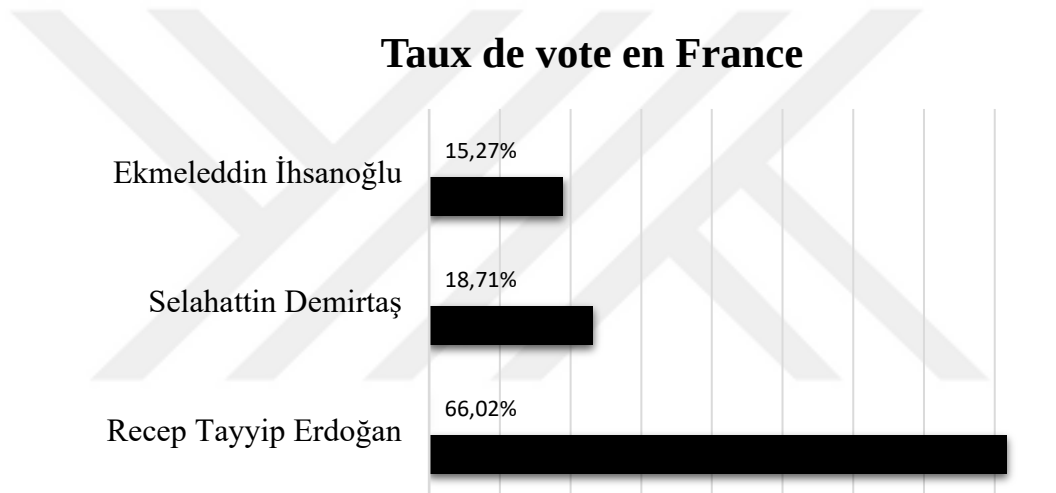


Figure 1.3: Répartition du vote pour l'élection présidentielle en France en 2014

Source: YSK

Compte tenu des résultats des élections générales, le taux de vote des électeurs turcs en France est le suivant:

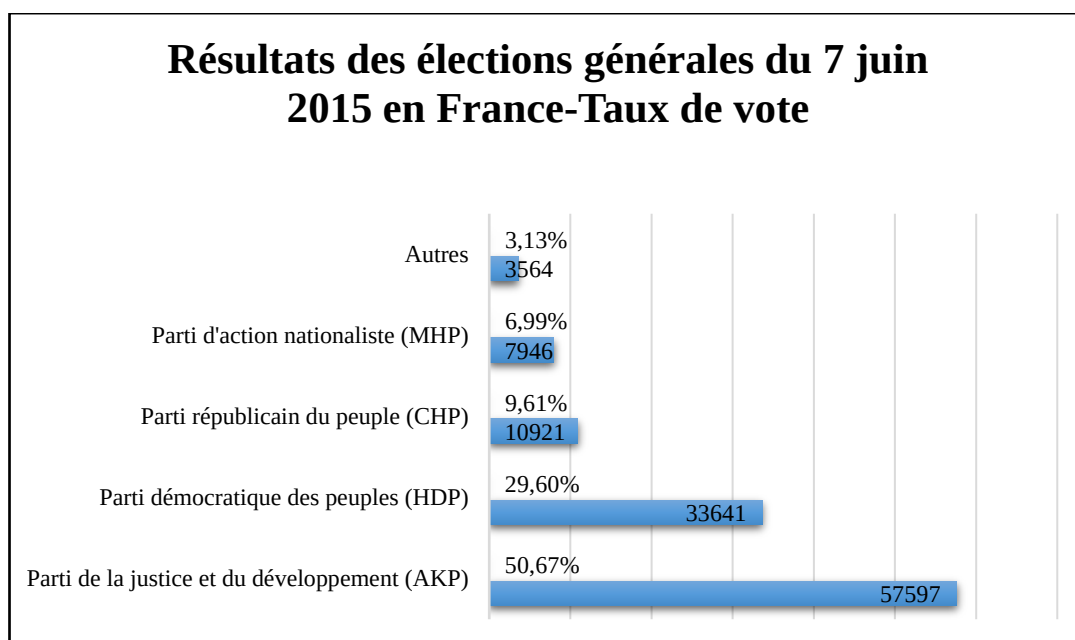


Figure 1.4: Résultats des élections générales du 7 juin 2015 en France

Source: YSK

Compte tenu de la répartition des voix aux élections générales tenues le 7 juin 2015, l'AKP a obtenu le pourcentage le plus élevé de voix avec une part de 50,67%. Contrairement aux résultats en Turquie, la deuxième place revient au Parti Démocratique Populaire (HDP) avec 29,60% des voix. Le CHP avec 9,61%, et le MHP avec 6,99% l'ont suivi.

Tableau 1.6: Statistiques de l'élection générale du 7 juin 2015 en France

Total des électeurs	311 802	Vote valide	113,669 (98,40%)
Taux de participation	37,05%	Vote invalide	1,852 (1,60%)

Source: YSK

Alors que le taux de participation en France était de 8,36% à l'élection présidentielle de 2014, le taux de participation aux élections de juin 2015 a atteint 37,05%, ce qui n'est pas très élevé. Par conséquent, l'expérience de l'électeur sur le vote et la conscience de ce qui devrait être fait sont parmi les facteurs qui augmentent le taux de participation. A la suite de l'examen des résultats des élections générales de 1^{er} novembre 2015 en France, la répartition des voix entre les partis est la suivante:

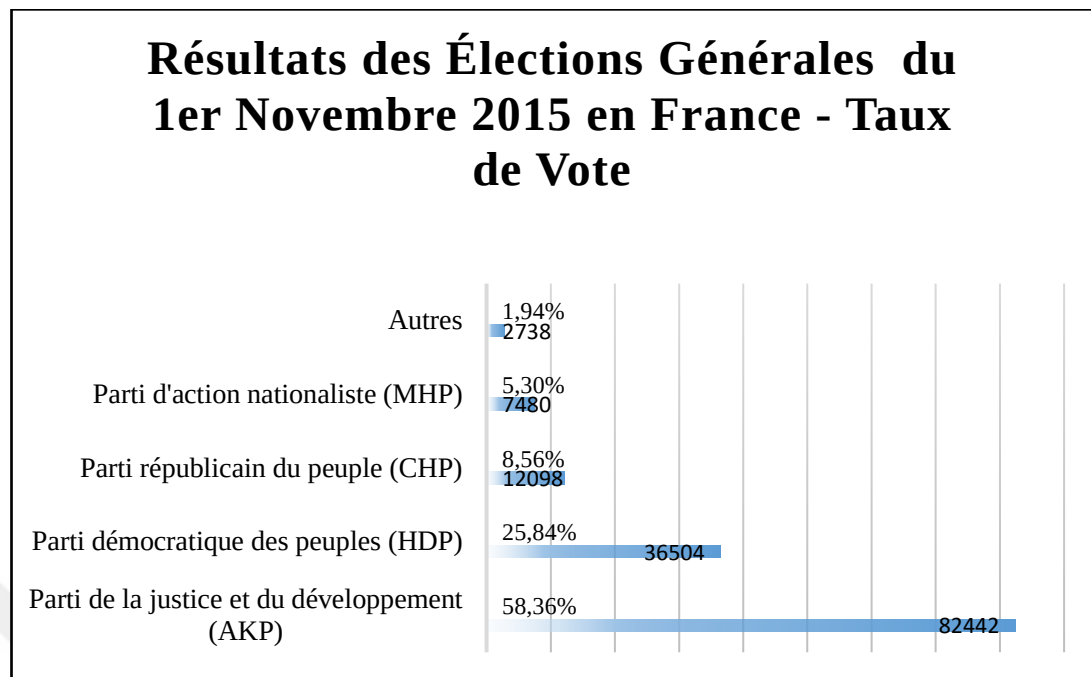


Figure 1.5: Répartition des résultats des élections générales du 1er novembre 2015 en France

Source: YSK

En prêtant attention aux taux de vote des parties, on verra que l'AKP a augmenté son vote d'environ 8% par rapport à l'élection précédente, tandis que le HDP a perdu d'environ 4%. En outre, le CHP et le MHP ont connu une baisse d'environ 1%. Lorsque le gouvernement de coalition n'a pas pu être établi et que des réélections ont été organisées, les votes sont passés du CHP et du MHP à d'autres partis.

Tableau 1.7: Statistiques d'élections générales du 1^{er} novembre 2015 en France

Total des électeurs	317 997	Vote valide	141 262
Taux de participation	44,95%	Vote invalide	1688

Source: YSK

Par rapport aux précédentes élections, le taux de participation au 1^{er} novembre 2015 est le plus élevé, avec environ 45%. L'une des raisons les plus importantes derrière cela est qu'il est constamment discuté du concept de la stabilité et la confiance dans l'ordre du

jour de la Turquie et l'incapacité du gouvernement de coalition de s'établir. Pour les électeurs vivant à l'étranger qui suivent l'ordre du jour de la Turquie, les sujets qui font l'objet de discussion en Turquie, a déclenché leurs participations aux élections. Les résultats du référendum de 2017 sont également importants pour démontrer la participation des Turcs en France. À cet égard, lorsque nous examinons les ratios de vote, les données sont les suivantes:

Résultats du référendum de 2017 en France

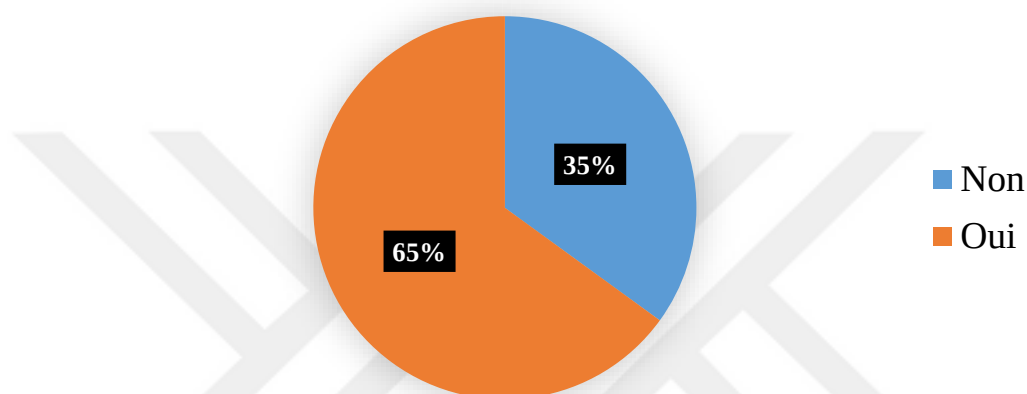


Figure 1.6: Répartition des résultats du référendum de 2017 en France

Source: YSK

Tableau 1.8: Statistiques du référendum en France du 16 avril 2017

Total des électeurs	326 196	Vote valide	140,741 (98,57%)
Taux de participation	43,77%	Vote invalide	2,035 (1,43%)

Source: YSK

Comme on peut le constater d'après les données ci-dessus, le taux de participation politique des Turcs en France augmente à chaque élection. En raison de cette augmentation, les partis ont fait diverses promesses dans la déclaration électorale afin d'obtenir le vote des Turcs résidant à l'étranger. Premièrement, si l'on examine les déclarations de l'AKP, qui recueille le plus grand nombre de voix en Europe, il est indiqué que les pays où la société turque existe, l'ouverture des écoles bilingues dès la maternelle sera encouragée. Il est souligné que le nombre d'écoles turques d'éducation internationale

sera augmenté sous le toit de la Fondation pour l'éducation. D'autre part, il est prévu que les ONG soient soutenues afin de diffuser l'éducation dans la langue maternelle et de protéger les identités culturelles. On dit que des livres turcs seront préparés pour les citoyens turcs vivant à l'étranger et que des bibliothèques turques seront créées. Il est dit que les étudiants qui ont des études secondaires et universitaires avec divers programmes d'échange seront en mesure de passer une période en Turquie. Par ailleurs, il est à noter que les universités turques seront dirigées vers l'ouverture des départements à l'étranger dans les domaines dont les citoyens ont besoin. Il est promis d'augmenter les taux de contingent pour les jeunes Turcs qui sont nés et élevés dans les pays européens pour pouvoir étudier dans les universités en Turquie. Il est également visé à élever les précurseurs de la diaspora turque en augmentant les possibilités de stages en Turquie et en organisant divers programmes de bourses pour les jeunes vivant à l'étranger. Il est affirmé que des excursions et des camps culturels seront organisés afin que les jeunes puissent apprendre l'histoire et la culture de la Turquie. L'objectif est d'utiliser efficacement les médias turcs à l'étranger et TRT Türk (Radio-télévision de Turquie) sera la voix de la diaspora. Il est précisé qu'au sein de la Grand Assemblée nationale turque (TBMM) la Commission des Turcs étrangers sera établie pour s'occuper de plus près des problèmes des citoyens résidant à l'étranger.²⁰⁹

Il est souligné qu'il y aura une lutte efficace dans chaque plate-forme pour intensifier les efforts de lutte contre la discrimination, le racisme, la xénophobie et l'anti-Islam et pour éliminer les violations des droits des citoyens qui y sont exposés. Une autre indication est la déclaration électorale pour suivre des politiques familiales plus actives pour les citoyens à l'étranger. Pour cela, les familles turques seront visitées, les problèmes seront écoutés et des efforts seront déployés pour les résoudre. Parallèlement, des musées de migration seront mis en place à divers endroits pour expliquer la migration qui commence par le mouvement des travailleurs en Turquie.²¹⁰ Lorsqu'on examine ces promesses directement transmises de la déclaration électorale de l'AKP, on verra qu'il y a de nombreux facteurs qui peuvent créer des solutions à ces problèmes, y compris les problèmes fondamentaux des Turcs qui vivent en Europe. Cependant, bon nombre des promesses exprimées dans la déclaration n'ont pas pu être remplies.

²⁰⁹ Yurt Dışında Yaşayan Türk Seçmenin Siyasal Katılımı, p. 11-13.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 11-13.

Lorsque nous examinons les énoncés sur les citoyens résidant à l'étranger dans la déclaration électorale du CHP, on constate qu'il existe des promesses relatives à l'éducation. À ce stade, il est dit que les affectations des attachés de formation et des enseignants seront effectués dans les domaines nécessaires. Les arrangements nécessaires seront faits pour éviter la perte de l'année pour les jeunes qui ont commencé leurs études à l'étranger mais qui veulent continuer leur scolarité en Turquie. Il est indiqué que des mesures seront prises pour surmonter les obstacles rencontrés dans l'équivalence des diplômes universitaires. Il est promis que 10 députés seront élus parmi les citoyens vivant à l'étranger pour la représentation des citoyens résidant à l'étranger au Parlement. En outre, il est dit que l'infrastructure des consulats sera renforcée et que les citoyens vivant à l'étranger se verront proposer un service de meilleure qualité.²¹¹ Lorsque l'on compare les promesses de l'AKP et du CHP, les déclarations de l'AKP à l'égard des Turcs vivant à l'étranger semblent plus diverses. Bien que les principaux points abordés par le CHP concernent l'éducation et les services consulaires, les discours de l'AKP couvrent un domaine beaucoup plus vaste.

Lorsqu'on examine des discours de la déclaration électorale du Bon Parti (İYİ Parti) on voit qu'il est souligné que les citoyens résidant à l'étranger ont accès aux urnes et qu'ils ont le droit de choisir leurs propres députés. Il est souligné le renforcement de la structure institutionnelle, des organisations centrales et internationales du ministère des Affaires étrangères et l'augmentation du nombre de diplomates en fonction des besoins des pays. Les Turcs vivant en Europe seraient étroitement associés à l'analyse des problèmes auxquels ils sont confrontés dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la religion et des questions socio-économiques. Il est également mentionné que les économies des ressortissants vivant à l'étranger seront évaluées dans des investissements en Turquie de manière plus rentable par rapport à la rentabilité du pays dans lequel ils résident. Il est à noter que les travaux visant à inverser la migration du cerveau seront une priorité dans la promotion des personnes talentueuses à la Turquie. En même temps, des programmes d'échanges spéciaux seront mis en place afin de préserver l'identité culturelle des enfants turcs vivant à l'étranger. La prise en charge des cours au choix sur l'histoire, la structure sociale et économique, la culture et la langue turque est une autre

²¹¹ *Ibid.*, p. 10-11.

considération dans la déclaration. De plus, il est promis que des efforts seront faits pour résoudre les problèmes liés à la retraite, rencontrés par les citoyens à l'étranger.²¹²

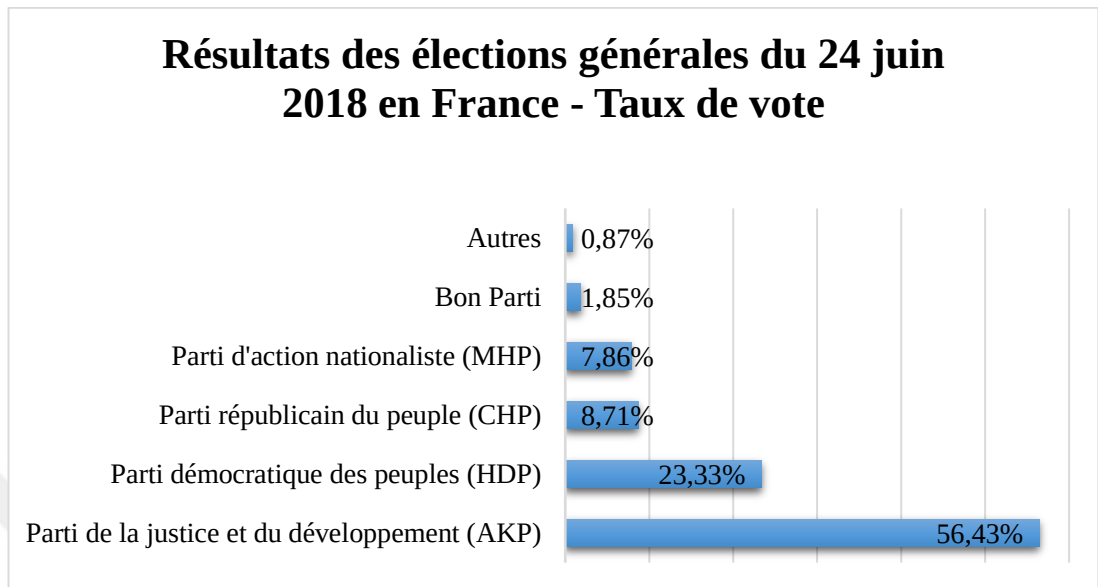


Figure 1.7: Résultats des élections générales du 24 juin 2018 en France

Source: YSK

Tableau 1.9: Résultats des élections générales du 24 juin 2018 en France -Statistiques

Total des électeurs	340 751	Vote valide	118 149
Taux de participation	44,53%	Vote invalide	1693

Source: YSK

Lorsque les promesses électorales de İYİ Parti sont analysées, il y a peu de différence avec les promesses de l'AKP et du CHP. Le point dans lequel les trois parties se concentrent conjointement est l'éducation, la préservation des identités culturelles et la protection des liens avec la Turquie. D'autre part, selon les idéologies des partis, des positions politiques différenciées peuvent se manifester. Lors de l'examen des déclarations HDP et MHP, aucune donnée concrète n'a été obtenue pour les citoyens vivant à l'étranger. L'HDP qui a fait trois déclarations sous la forme de la déclaration électorale présidentielle, de la déclaration des élections parlementaires et de la déclaration électorale du Conseil des femmes, n'a fait aucune déclaration qui aurait promis aux

²¹² Yurt Dışında Yaşayan Türk Seçmenin Siyasal Katılımı, p. 9-10.

citoyens résidant à l'étranger. De même, le MHP dans sa déclaration intitulée la position nationale l'ascension bénie n'a fait aucune promesse concernant les citoyens vivant à l'étranger.²¹³

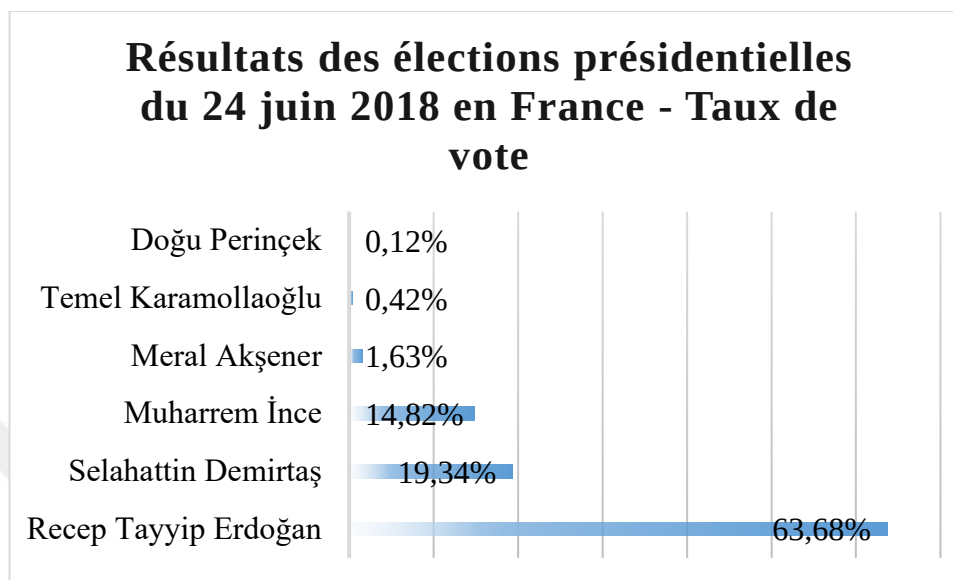


Figure 1.8: Répartition des résultats de l'élection présidentielle du 24 juin 2018 en France

Source: YSK

Tableau 2.1: Résultats de l'élection présidentielle du 24 juin 2018 en France

Total des électeurs	340 751	Vote valide	159 085
Taux de participation	47,3%	Vote invalide	2140

Source: YSK

Le fait que les citoyens turcs vivant à l'étranger aient commencé à voter dans le pays où ils se trouvent été lors des élections présidentielles de 2014 montre que la participation politique des électeurs dans leur pays d'origine est devenue un sujet important. C'est l'exemple le plus tangible d'avoir beaucoup de promesses pour les citoyens résidant à l'étranger dans la déclaration électorale des parties avant la tenue des élections présidentielle et législatives de 2018. Cependant, lorsqu'on examine le taux de participation politique des Turcs en France, on constate qu'il n'y a pas suffisamment de

²¹³ Yurt Dışında Yaşayan Türk Seçmenin Siyasal Katılımı, p. 9.

taux de participation. Dans ce cas, des facteurs tels que l'affaiblissement du sentiment d'appartenance à la Turquie et de préservation des liens avec la Turquie, le manque de connaissance des réglementations nécessaires et le fait que les circonscriptions soient éloignées des lieux de résidence des électeurs peuvent être efficaces. Par exemple, les difficultés liées au système de rendez-vous ont empêché les électeurs de voter. La demande du système pour les compétences numériques et l'accès à l'ordinateur et son caractère difficile à comprendre ont été efficaces. Le fait que les mêmes membres de la famille aient eu la possibilité de voter à des dates différentes et que cette situation ait augmenté les coûts de transport ont empêché les électeurs de voter. Le fait que les consulats n'aient pas fourni suffisamment d'informations sur le système de rendez-vous était un autre facteur influant sur le taux de participation. En outre, la proportion très limitée de citoyens turcs qui ont voté suscite des débats sur les politiques transnationales nationales. En conséquence, au fur et à mesure que les Turcs en France s'adaptent de manière adéquate à la France, des doutes apparaissent sur le temps et la dépense énergétique afin d'influencer la politique en Turquie.

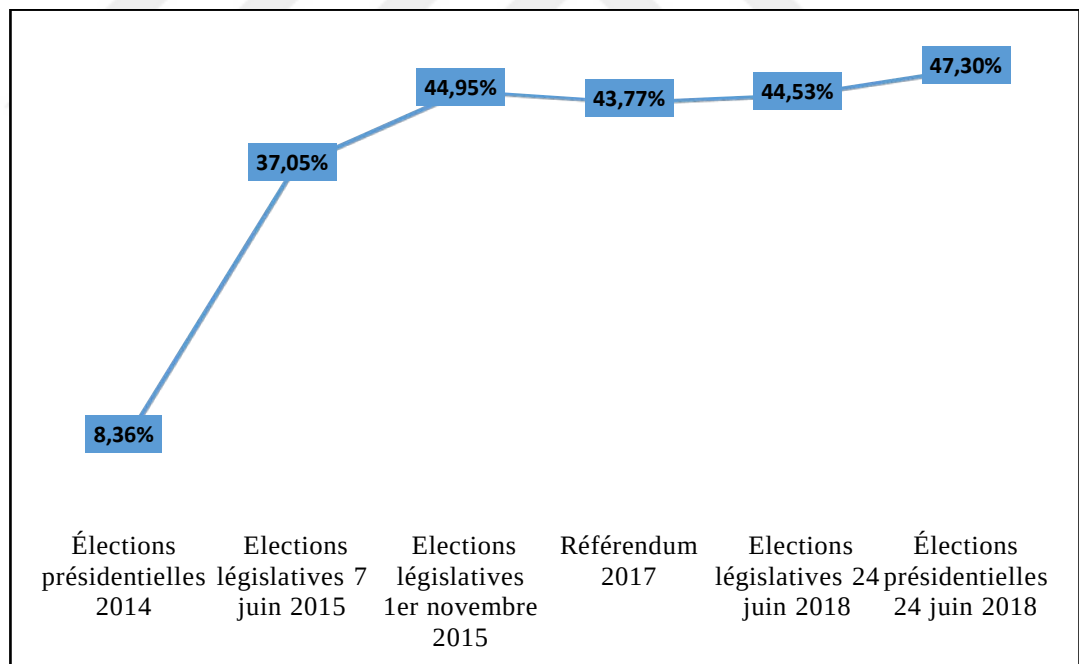


Figure 1.9: Taux de participation des citoyens turcs en France aux élections en Turquie

Source: YSK

Comme on peut le constater, les taux de participation politique des Turcs sont très bas en 2014 lorsqu'ils ont commencé à voter dans le pays où ils se trouvent. Bien qu'il n'y ait pas eu d'augmentation continue aux élections suivantes, la tendance générale allait dans ce sens et le taux de participation n'était pas inférieur à 40% à toutes les autres élections, à l'exception de l'élection du 7 juin 2015. Bien sûr, les taux de participation ci-dessus semblent aussi être assez faible par rapport aux taux en Turquie. Cependant, des facteurs tels que le manque d'intérêt pour la politique en France, l'absence de la conviction que les problèmes seront résolus par la politique, affectent aussi les taux de participation aux élections turques. En revanche, le traitement des Turcs vivant à l'étranger dans le discours des partis politiques en Turquie, leur promesse de fournir des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés peut affecter le taux de participation politique des électeurs à l'étranger. À cet égard, la confiance de l'électeur dans la réalisation des promesses promises est importante. Bien que de nombreuses promesses soient faites si l'électeur pense que quelque chose ne changera pas dans sa vie, il ne participe pas aux activités politiques. Afin d'augmenter le taux de participation des Turcs en France, les problèmes rencontrés dans leur société d'accueil doivent être résolus.²¹⁴

En plus de participer aux élections turques en Turquie, ils ont également divers travaux en termes de participation politique et d'activités dans le pays hôte. Le PEJ, qui a été fondé en janvier 2015, a participé aux élections locales en France le 22 mars 2015 en nommant 10 candidats sur 101 provinces. En vertu de la Loi, le PEJ doit nommer deux candidats dans chaque province, et la plupart des personnes qu'ils désignent sont des citoyens Français d'origine turque. Cependant, les Arabes et les Français étaient parmi les candidats du parti. Le PEJ n'a pas été en mesure de nommer des candidats de toutes les provinces, car il n'a eu qu'un temps limité dans le processus, de sa création aux élections. Le parti a pour objectif de faire sentir au peuple turc un rôle effectif dans la politique française. En outre, environ 1 million de Turcs en France tentaient de mener des activités politiques au sein de partis traditionnels. Cependant, les points où ils se trouvaient n'étaient pas très suffisants et étaient souvent empêchés de se relever. Il est possible de le comprendre, parce que, malgré la majorité numérique des Turcs, il n'y a pas un seul député à l'Assemblée nationale. Comme on peut le comprendre d'après les déclarations des fondateurs du PEJ, il est souligné que le parti n'est pas seulement un parti

²¹⁴ Il a été rapporté de l'entrevue tenue avec le Président de la COJEP International et le président fondateur du PEJ, Ali Gedikoğlu, le 13.05.2019.

turc, mais également un parti de banlieues, d'opprimés et des exclus. Après les attentats terroristes à Paris, les préjugés et les pressions à l'égard de la société turque et musulmane se sont accrus et le fait qu'un tel parti soit en politique est pris en compte par les dirigeants de parti. Il est souligné que presque tous les politiciens des partis d'extrême droite au parti socialiste ont adopté des politiques d'assimilation à l'égard des immigrés et des minorités dans le pays. Les attaques terroristes, le chômage et de nombreux autres problèmes dans le pays sont considérés comme originaires de minorités et d'immigrants. Dans le même temps, on pense que les Turcs en France devraient mener des activités politiques pour des raisons telles que l'interdiction du foulard dans les universités, la suppression des menus halal dans les écoles, les incidents liés au racisme et à la discrimination et la propagation de l'anti-islamisme. Il est souligné que les identités turque et musulmane constituent une richesse pour la France et que ces identités sont désirées pour vivre en société et que le multiculturalisme doit être défendu par les dirigeants.²¹⁵

Selon Ali Gedikoğlu, président fondateur du parti, les immigrés vivant en France souhaitent avoir plus de représentation dans la politique du pays. En ce sens, on affirme que le PEJ serait la voix des citoyens migrants nés en France, des personnes à faible revenu dans la société, de ceux qui sont exposés à l'exclusion et à la discrimination. Compte tenu de la participation politique des Turcs en France, selon Ali Gedikoğlu, les Turcs ne sont pas conscients de leur potentiel politique. Une telle situation affecte négativement leur participation politique. Lorsque les élections turques auront lieu, beaucoup de gens viennent de loin et votent, alors que pour les élections en France ne se déplacent même pas pour voter. La raison principale en est que les élections en France ne touchent pas la vie des Turcs qui y vivent, et que celles-ci n'ont pas de projets qui amélioreront leurs avenir et ceux des générations futures. Cependant, si les Turcs en France sont conscients de leur potentiel en ce sens, ils peuvent se rendre plus efficaces politiquement et influencer les partis politiques et les rendre plus intéressés par leurs propres problèmes.²¹⁶ La rhétorique et la discrimination des médias sont efficaces parmi les éléments qui ont poussé les origines turques de la France de créer un parti. Plus de 70% des Turcs en France pensent que les informations reflétées dans les médias sont

²¹⁵ Fransa'nın İlk Türk Partisi Seçimde, Haber Türk, 22 Mart 2015, <https://www.haberturk.com/dunya/haber/1056532-fransanin-ilk-turk-partisi-secimde>, visite: le 30 avril 2019.

²¹⁶ Il a été rapporté de l'entrevue tenue avec le Président de la COJEP International et le président fondateur du PEJ, Ali Gedikoğlu, le 13.05.2019.

impartiales, discriminatoires et inexactes. En même temps, leur discrimination dans la sphère publique, dans l'éducation et dans la vie sociale en raison de leur identité ethnique a également influencé la formation d'un parti. Une grande partie des origines turques en France affirme qu'ils ont été discriminés avec les considérations que l'Islam égal au terrorisme. En outre, la vision de la religion et de la vie, l'accroissement des mouvements raciaux dans la société et la langue utilisée par les politiciens sont soulignés comme étant les facteurs qui discriminent.²¹⁷

Seuls 25 à 30% des origines turques vivant en France ont le droit de voter. Cependant, la participation politique de ceux qui ont le droit de vote est faible.²¹⁸ Le taux d'intérêt des Turcs vivant en France dans la politique du pays où ils vivent reste à 30%. En revanche, on voit que l'intérêt pour la politique turque correspond à un nombre très élevé avec 71%. Lorsque le taux de participation aux élections en France est examiné, seulement 27% des Turcs votent aux élections. L'intérêt pour les élections au Parlement européen est assez faible. 69% des Turcs en France n'ont jamais voté à ces élections. En ce qui concerne les préférences du parti des Turcs en France, le Parti Socialiste (PS) occupe la première place. La deuxième place est au Parti Communiste Français (PCF) et le taux de ceux qui préfèrent ce parti est de 18%.²¹⁹

Lorsque les taux sont pris en compte, plus de 80% des Turcs en France utilisent leurs préférences politiques pour les partis de gauche-socialistes-communistes. Le phénomène le plus intéressant rencontré à ce stade est que 60% du public similaire préfère l'AKP dans les élections en Turquie. Cette situation révèle que la différence de préférence n'est pas idéologique, mais que les partis de gauche suivent une politique plus modérée à l'encontre des immigrés et des minorités par rapport aux autres partis. Par conséquent, s'il est clair que 80% des Turcs vivant en France votent pour les partis de gauche-communistes-socialistes, on ne peut pas dire qu'ils agissent avec une idéologie de gauche ou communiste au contraire, c'est un choix pragmatique. Mais la proportion de Turcs qui ne savent pas pour quel parti voter aux élections législatives est assez élevée. 65% des

²¹⁷ Almanya, Fransa ve Hollanda'da Yaşayan Türkiye Kökenli Gençlerin Siyasal Tercihleri, Ayrımcılık Tecrübeleri ve Aidiyetleri Siyasal Katılım Raporu 2017, p. 46.

²¹⁸ M. Erdoğan, Fransa'daki Türkiye Kökenlilerin Güncel Konulardaki Görüş ve Düşünceleri Araştırması, Hacettepe Üniversitesi Göç ve Siyaset Araştırmaları Merkezi (HUGO), 2012, p. 8.

²¹⁹ Avrupalı Türk Demokratlar Birliği (UETD) Siyasi Katılım Raporu, Göç Araştırmaları Vakfı, 22 Juin 2017, p. 2.

Turcs en France n'ont aucune idée du parti à choisir lors des élections. Le soutien accordé au PS après les dernières élections a diminué de 27% à 9%. De même, 90% des Turcs en France n'étaient membres d'aucun parti.²²⁰ Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les gens d'origine turque sont indifférents à l'appartenance à un parti. Des facteurs tels que l'accès limité aux institutions officielles, le non-respect des attentes personnelles, l'impossibilité de tirer parti des possibilités d'emploi à l'intérieur ou à l'extérieur du parti et le fait de ne pas avoir la possibilité d'être promu et de progresser au sein du parti peuvent être énumérés.²²¹

3.6. Questions que les Turcs en France veulent passer à l'ordre du jour de la Turquie

Après des entretiens, il est apparu que les Turcs des villes de Strasbourg et de Paris avaient des exigences diverses de la part de leur pays d'origine. En ce sens, ce que le professeur dit dans les cours facultatifs de turc dans les écoles parisiennes est important.²²² L'une des plus grandes demandes des Turcs en France est de voter pour les élections turques dans le pays où ils se trouvent. Ces demandes ont été satisfaites pour les élections de 2014 et pour la première fois, ils ont eu le droit de voter dans le pays où ils se trouvent. Les Turcs en France veulent que la Turquie investisse davantage en France. Selon le professeur interviewé, en fait, la Turquie envoie des imams/officiers religieux et des enseignants à des villes telles que Strasbourg et Paris, où les turcs vivent massivement en France; lorsque ces personnes sont correctement évaluées, elles peuvent être considérées comme un investissement de l'État dans les citoyens. Il y a actuellement plus de 500 imams et des enseignants envoyés de Turquie à travers la France, qui coûtent environ 16 millions euros par an pour la Turquie. Les imams et les enseignants peuvent jouer un rôle important dans le transfert de l'identité culturelle entre les générations. Selon les données d'entrevues avec des étudiants en psychologie vivant à Strasbourg, ils sont mal à l'aise d'être vus comme des Turcs européens lors des visites de vacances en

²²⁰ M. Erdoğan, Fransa'daki Türkiye Kökenlilerin Güncel Konulardaki Görüş ve Düşünceleri Araştırması, p. 13-14.

²²¹ Almanya, Fransa ve Hollanda'da Yaşayan Türkiye Kökenli Gençlerin Siyasal Tercihleri, Ayrımcılık Tecrübeleri ve Aidiyetleri Siyasal Katılım Raporu 2017, p. 36.

²²² Il a été transmis conformément aux entretiens avec K5 (homme, 37 ans, professeur de turc, Paris).

Turquie. Ils disent qu'ils sont facilement compris de l'étranger en raison de leur façon de parler et des formes de vêtements, et ils peuvent être exposés à une attitude différente dans cette direction. Il souligne que la perception de Turc en Europe, et européenne en Turquie provoque un inconfort en eux-mêmes. À cet égard, il ne veut pas être traité comme des étrangers en Turquie il exige aussi que les liens avec la Turquie soient plus forts. Cependant, il est également accepté par le participant que les distances le rendent difficile.²²³

Selon l'entrevue avec un étudiant de master 2 dans le département d'islamologie à Strasbourg, si les revendications des Turcs en France ont été directement écoutées, les Turcs en Turquie n'auraient pas à émigrer en Europe en raison des mauvaises politiques et des lacunes des gouvernements. Peut-être que des politiques peuvent être produites pour ramener les citoyens dans le pays. Les services en France peuvent être rendus plus qualifiés. Les gens qui écoutent la peine des citoyens doivent être sur le terrain et il est important de le faire avec une perspective plus douce, plutôt qu'un inspecteur. Si la Turquie se débarrasse de ses difficultés économiques et peut ouvrir des zones d'emploi pour les Turcs en Europe, on pense que les retours rétrospectifs augmenteront.²²⁴ Lorsque les demandes de la Turquie d'un autre interviewé qui est diplômé de master 2 de la turcologie et qui enseigne actuellement le turc à Paris, sont prises en considération on croit que les Turcs en France devraient être légalement soutenus. De la même manière, il a été déclaré qu'il faudrait déployer davantage d'efforts pour préserver les identités culturelles et les transmettre correctement aux générations futures. En particulier dans l'éducation, la Turquie a une politique beaucoup plus active à suivre, et dans cette direction des conférences devraient être tenues pour sensibiliser les jeunes ainsi que leurs familles. Enseigner le turc aux jeunes à travers des cours au choix n'est pas considéré comme un moyen efficace. Il est souligné qu'il ne peut être productif que lorsque la Turquie ouvre ses propres écoles. A ce stade, lorsqu'il est contacté par diverses associations turques en France, un grand soutien peut être fourni par eux. Bien que la Fondation Maarif ait un service sur de nombreux continents, il est entendu qu'elles ne sont pas très efficaces en Europe. S'il est nécessaire que les générations soient qualifiées

²²³ Il a été transmis conformément aux entretiens avec K1 (Homme, étudiant de licence en psychologie, Strasbourg, 22 ans).

²²⁴ Il a été transmis conformément aux entretiens avec K2 (Homme, 26 ans, étudiant en Master 2 de Science en islamologie, Strasbourg).

pour avoir une diaspora forte dans un pays, il est souligné l'idée que la voie passe par l'éducation. Par conséquent, on pense qu'il est essentiel que la Fondation Maarif augmente son travail en France.

Un certain nombre d'organisations sont organisées par des ONG en France, ce qui créera une occasion de promouvoir la Turquie et la culture turque de près. Comme on l'a vu lors de l'entrevue avec Ifakat Yuna, coordinatrice adjointe des relations internationales du COJEP, la Turquie devrait soutenir tant financier que bureaucratique les activités de cette manière. À bien des égards, ces organisations demeurent peu soutenues et l'influence de la Turquie en France est en dessous sa potentielle. En même temps, on s'attend à ce que les personnes travaillant dans divers bureaux de représentation et diverses institutions publiques soient plus accessibles. Il convient de noter que la procédure devrait être minimisée et que les obstacles aux activités à réaliser devraient être supprimés.²²⁵ Enfin, lors de l'entretien avec Ali Gedikoğlu, fondateur de COJEP International et du PEJ, il a insisté sur le fait que les écoles d'enseignement turques devraient être élargies afin d'accroître le nombre de jeunes turcophones et de protéger leur identité culturelle. De même, l'absence de chaîne nationale a été ressentie par les Turcs en France. On pense que l'absence d'un élément commun capable de mobiliser les Turcs peut être éliminée par la chaîne nationale. Il a déclaré qu'ils avaient ouvert MedyaTürk et MedyaFrance dans cette affaire, mais qu'ils devaient aller plus loin. On a parlé de nature transitoire des politiques de la Turquie en France; il a été affirmé que le manque des réformes structurelles et des pratiques enracinées devrait être éliminé.²²⁶

²²⁵ Il a été transmis conformément aux entretiens avec Ifakat Yuna, coordinatrice adjointe des relations internationales du COJEP International, le 05.04.2019.

²²⁶ Il a été rapporté de l'entrevue tenue avec le Président de la COJEP International et le président fondateur du PEJ, Ali Gedikoğlu, le 13.05.2019.

CONCLUSION

On a constaté que le concept de diaspora, qui fait l'objet des discussions depuis de nombreuses années, s'est transformé et est devenu un sujet prépondérant à la suite des développements dans le monde à partir du 20^{ème} siècle. On sait que les communautés qui sont obligées de vivre ailleurs ou bien d'immigrer volontairement aux autres pays renforcent leurs activités diasporiques afin de protéger leurs consciences politiques, ethniques et nationales. La diaspora turque en France, après avoir émergé la migration de la main-d'œuvre vers la France, s'est lentement révélée. Afin de comprendre comment la diaspora turque a progressé, il convient de souligner les caractéristiques que cette diaspora devrait contenir. Bien que le concept soit soumis à une distinction historique et thématique, il n'existe pas d'une seule définition. Il existe des diasporas que chaque communauté présente en fonction de ses propres caractéristiques. Donc, lorsque l'on tient en compte de la diaspora turque, le processus en matière d'immigration vécue par les Turcs, les raisons qui ont motivé pour la migration et les expériences après la migration ont une place importante pour l'intelligibilité de la problématique.

Les Turcs, qui voulaient aller en France en tant que travailleur invité, ont rencontré des problèmes concernant l'adaptation à la culture et aux valeurs de la société dans laquelle ils vivent. En même temps, ils voulaient conserver les valeurs qu'ils avaient apportées de leurs pays d'origine aux endroits où ils s'étaient rendus. À partir du moment où le fait d'être temporel est devenue permanente, ils ont déployé divers efforts pour protéger leurs identités, leurs langues et leurs valeurs culturelles. On peut affirmer qu'ils ont ouvert diverses mosquées et associations et ont organisé des événements à certains jours de la semaine. La croissance du nombre des associations, des ONG, des lieux de travail et des mosquées, ainsi que la présence des Turcs sur différentes questions ont été l'un des principaux facteurs de la diaspora. En outre, la politique de l'État visant à diriger les Turcs en France depuis le début est un autre problème qui a eu un impact sur la diaspora. En raison des troubles politiques en Turquie dans les années 1980 a été extrêmement efficace pour avoir rendu beaucoup plus complexe la diaspora turque aujourd'hui. Il n'est pas possible de parler d'une seule diaspora turque. Cependant, la contribution des Turcs en France à la diaspora, organisée autour de l'identité culturelle et religieuse a été examinée. On a compris qu'il est nécessaire d'avoir bien plus des

recherches sur les activités des turcs en France pour la diaspora et la participation politique. À la suite de cette étude, il a été révélé que les Turcs en France étaient disposés à se lancer dans diverses activités dans le domaine de la diaspora et qu'ils avaient un potentiel à cet égard, mais qu'ils n'avaient pas reçu un soutien suffisant. Selon les entretiens qui nous montrent que les personnes interrogées sont généralement d'accord avec eux-mêmes sur plusieurs sujets. Les turcs en France demandent que la Turquie ne devienne pas un acteur qui façonne directement la diaspora, il est entendu qu'ils veulent trouver des solutions à leurs problèmes. On pense qu'une hiérarchie verticale entre les citoyens et l'État affectera négativement le développement de la diaspora. Par ailleurs, il est évident que les institutions turques en France ne fonctionnent pas d'une manière effective.

Les turcs en France ne peuvent pas agir suffisamment au sujet de la participation politique, car ils n'ont pas capable d'utiliser leurs potentiels. L'intérêt et la participation aux élections en Turquie sont beaucoup plus élevés que les élections en France. L'intérêt pour la politique français est à un niveau très bas. Cela fait que les Turcs n'ont pas le pouvoir suffisant pour demander quelque chose concernant leurs besoins à la France. Bien que diverses ONG et le parti politique établi s'efforcent de le faire, les résultats ne sont pas comme ils souhaitent. La variabilité du taux de participation dans les périodes ultérieures est directement liée à l'intérêt des nouvelles générations pour la politique. Il est considéré comme une forte probabilité d'avoir diverses initiatives pour préserver leurs identités et leurs valeurs culturelles. De plus, on n'a qu'examiné les acteurs conservateurs qui essaient de mener des activités en faveur de l'Etat. Bien qu'il existe plein d'associations et de groupes, les turcs ne peuvent pas s'organiser parmi eux-mêmes en raison de leurs différentes visions du monde.

Enfin, les demandes des Turcs vivant en France sont similaires pour de nombreux sujets. Selon les entretiens, la plus grande absence est des écoles qui font vivre et continuer l'identité turque, les valeurs culturelles afin de les transférer aux nouvelles générations. On souligne souvent que les Turcs en France n'ont pas un niveau d'éducation souhaitée et que la Turquie se trouve dans un point assez important sur ce sujet. En même temps, l'absence de média dans lequel les Turcs en France peuvent facilement se mobiliser, agir conjointement et partager leurs expériences est l'aspect faible des turcs en

France. Par conséquent, il est essentiel de combler les lacunes dans les questions soulevées par la Turquie. La création d'un environnement dans lequel la diaspora peut apporter son propre développement indépendamment des politiques de l'Etat signifiera que les Turcs en France seraient plus à l'aise de s'exprimer. À cet égard, le fait que la Turquie assure une relation étroite avec les associations turques en France, les ONG, les hommes d'affaires, les étudiants, est une question fondamentale. Il serait bénéfique pour chacun de prendre l'axe horizontal d'une manière compromettante au lieu d'une relation qui est établie sur une hiérarchie verticale.



BIBLIOGRAPHIE

Livres

- Abadan-Unat, N., **Bitmeyen Göç: Konuk-İşçilikten Ulus-Ötesi Yurttaşlığa**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2006.
- Acar, M., **Düzleştirici ve Özgürleştirici Bir Süreç Olarak Küreselleşme**, Ankara, Orion Kitabevi, 2009.
- Adamson, F. B., “Mobilizing for the transformation of home: Politicized identities and transnational practices”, In N. Al-Ali & K. Koser (Eds.), **New approaches to migration? Transnational Communities and the Transformation of Home**, London: Routledge, 2002.
- Adıgüzel, Y., **Göç Sosyolojisi**, Ankara: Nobel Yayınları, 2019.
- Akbaş, E., Göçmenler Arasındaki Dayanımcı Ağların Dönüşümü Göçmen Sivil Toplum Örgütlerinin Yeni Misyonu, S. Gülfer İhlamur-Öner ve N. Aslı Şirin Öner (Eds.), dans **Küreselleşme Çağında Göç Kavramlar, Tartışmalar**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016.
- Alinia, M., **Diaspora Mekânları**, İstanbul: Avesta Yayınları, 2007.
- Arayıcı, A., **Türkiye’den Avrupa’ya Göçün 40 Yılı**, İstanbul: Ceylan Yayınları, 2002.
- Aydın, Y., “Turkish diaspora policy: transnationalism or long-distance nationalism?”, dans Sirkeci, I., & Pusch, B. (eds), **Turkish Migration Policy**, London, 2016.
- Barnes, S. et Kease, M., **Political Action, Mass Participation in Five Western Democracies**, California: Safe Publications, 1979.
- Baykal, D., **Siyasal Katılma, Bir Davranış İncelemesi**, Ankara: Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Yayınları, 1970.

Braziel, J. E., et Mannur, A., **Nation, Migration, Globalization: Points of Contention in Diaspora Studies, Theorizing Diaspora: A Reader**, Oxford: Blackwell Publication, 2007.

Castles, S. et Miller, M. J., **The Age of Migration**, New York: Palgrave Macmillan Publication, 1998.

Cohen, R., **Global Diasporas: An Introduction**, Londra: UCL Press, 1997.

Cohen, R., **Rethinking “Babylon”: Iconoclastic Conceptions of the Diaspora Experience**, dans Migration, Diasporas and Transnationalism (S. Vertovec et R. Cohen, Eds.), Maassachusetts: Edward Elgar Publication, 1999.

Danış, D. et İrtiş, V., **Entegrasyonun Ötesinde Türkiye’den Fransa’ya Göç ve Göçmenlik Halleri**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008.

Daver, B., **Siyaset Bilimine Giriş**, Ankara: Siyasal Kitabevi, 1993.

Dufoix, S., **Diasporalar**, İstanbul: Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2011.

Erder, S., **Refah Toplumunda Getto**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2006.

Erder, S., **Yabancılaş Kurgulanan Ülkenin Yabancıları**, F. A. Arı (Eds.), *Türkiye’de Yabancı İşçiler*, İstanbul: Bağlam Yayınları, 2007.

Erdoğan, M., **Fransa’daki Türkiye Kökenlilerin Güncel Konulardaki Görüş ve Düşünceleri Araştırması**, Hacettepe Üniversitesi Göç ve Siyaset Araştırmaları Merkezi (HUGO), 2012.

Eroğul, C., **Siyaset Bilimi Kavramlar İdeolojiler Disiplinler Arası İlişkiler**, dans Gökhan Atılğan et Atilla Aytekin (Eds.), *Siyasal Katılma*, İstanbul: Yordam Kitap, 2012.

Faist, T. et Özveren, E., **Transnational Social Spaces: Agents, Networks and Institutions**, Aldershot: Ashgate, 2004.

Faist, T., **Diaspora and transnationalism: What Kind of Dance Partners?**, R. Bauböck, T. Faist (Eds.), dans *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam: Amsterdam University Press, 2010.

Faist, T., **The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces**, Oxford: Oxford University Press, 2000.

Faruk, Ş., **Almanya'daki Türkiye**, İstanbul: Evrim Basım Yayın Dağıtım, 1991.

Fierro, CN, Morales, I. et Gratschew, M., **External Voting: A Comparative Overview**, dans *Voting from Abroad: The International IDEA Handbook*, 2007.

Gedik, A., **Türkiye'de İç Göçler, 1965-1985: Bazı Varsayımların Sorgulanması**, Ankara: ODTÜ Mimarlık Fakültesi Yayını, 1993.

Gitmez, A. et Wilpert, C., **A Micro-society or an Ethnic Community? Social Organization and Ethnicity amongst Turkish Migrants in Berlin**, J. Rex ve D. Joly (Eds.), *Immigrant Associations in Europe*, Aldershot: Brookfield, 1987.

Göker, C., **Fransa'da Edebiyat Akımları**, Ankara: Dil ve Tarih - Coğrafya Fakültesi Yayınları, 1982.

Grace, J., **Challenging the Norms and Standards of Election Administration: External and Absentee Voting**, dans *Challenging the Norms and Standards of Election Administration*, IFES (International Foundation for Electoral Systems), 2007.

Hargreaves, A. G., **Immigration, "Race", Ethnicity in Contemporary France**, Londra: Routledge, 1995.

Ihlamur-Öner, S. G., **Ulus-Ötesi Göç Sürecinde Dini Ağlar ve Örgütler**, S. Gülfer Ihlamur-Öner et N. Aslı Şirin Öner (Eds.), dans *Küreselleşme Çağında Göç Kavramlar, Tartışmalar*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016.

Ireland, P. R., “Reaping What They Sow: Institutions and Immigrant Political Participation in Western Europe”, in R. Koopmans and P. Statham (eds.), **Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics**, Oxford: Oxford University Press, 2000.

İçduygu, A., **Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri Bağlamında Uluslararası Göç Tartışmaları**, İstanbul: TÜSİAD, 2007.

Kalaycıoğlu, E., **Karşılaştırmalı Siyasal Katılma, Karşılaştırmalı Siyasal Katılma, Siyasal Eylemlerin Kökenleri Üzerine Bir İnceleme**, İstanbul: İstanbul Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Yayınları, 1998.

Kalaycıoğlu, E., **Türk Siyasal Sisteminde Değişim, Siyasal Patronaj ve Yozlaşma, Politik Yozlaşma ve Şeffaf Yönetim Sempozyumu**, İzmir: Doğuş Yayınları, 1984.

Kalra, V., Kalhon R. K., et Hutynuk, J., **Diaspora and Hybridity**, London: Sage Publications, 2005.

Kapani, M., **Politika Bilimine Giriş**, Ankara: Bilgi Yayınevi, 2007.

Karaçay, A. B., **Türkiye-Avrupa Göç Sistemi Misafir İşçilikten Ulus Ötesi Kimliklere**, S. Gülfer Ihlamur-Öner ve N. Aslı Şirin Öner (Eds.), dans *Küreselleşme Çağında Göç Kavramlar, Tartışmalar*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016.

Kastoryana, R., **Etre Turc en France**, Paris: Harmattan, 1986.

Kaya, A. et Şahin, B., **Kökler ve Yollar Türkiye’de Göç Süreçleri**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2007.

Kaya, A. et Kentel, F., **Euro-Türkler: Türkiye ile Avrupa Birliği arasında Köprü mü Engel mi?**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2005.

Kaya, A., “Fransa-Türkleri: Cumhuriyetçi Entegrasyon Modelinin Eleştirisi”, dans D. Danış et V. İrtiş, **Entegrasyonun Ötesinde Türkiye’den Fransa’ya Göç ve Göçmenlik Halleri**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008.

Kaya, A., **İslam, Göç ve Entegrasyon**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2016.

Kaya, A., **Sicher in Kreuzberg Berlin’deki Küçük İstanbul: Diasporada Kimliğin Oluşumu**, İstanbul: Büke Yayıncılık, 2000.

Keleş, R., **Kent ve Siyaset Üzerine Yazılar**, İstanbul: Yerel Yönetim Dünyası Yayınları, 1992.

Kışlalı, A. T., **Siyasal Sistemler Siyasal Çatışma ve Uzlaşma**, Ankara: İmge Kitabevi, 2006.

Kolan, T., **International Labor Migration and Turkish Economic Development**, R.E. Krane (Eds.) *Manpower Mobility across Cultural Boundaries: Social, Economic and Legal Aspects*, Leiden: E. J. Brill, 1975.

Lamprianou, I., “Democracy in Transition Political Participation in the European Union”, dans Kyriakos N. Demetriou (Eds.), **Contemporary Political Participation Research: A Critical Assessment**, Berlin: Springer, 2013.

N. Nie, H., Verba, S., Converse, P., **Siyasal Katılma Kamuoyu ve Oy Verme Davranışı**, Ankara: S Yayınları, 1989.

Norris, P., **Democratic Phoenix Reinventing Political Activism**, Cambridge: Cambridge University, 2002.

Ohliger, R. et Münz, R., **Diasporas and Ethnic Migrants in Twentieth-Century Europe: A Comparative Perspective**, Londra: Frank Cass Publication, 2003.

Oran, B., **Türk Dış Politikası I (1919-1980): Kurtuluş Savaşından Bugüne Olaylar, Belgeler, Yorumlar**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2001.

Ostergaard-Nielsen, E., **Transnational Politics: Turks and Kurds in Germany**, Londra: Routledge, 2003.

Özbudun, E., **Türkiye’de Sosyal Değişme ve Siyasal Katılma**, Ankara: Ankara Üniversitesi Yayınları, 1975.

Özkul, D., **Ulus-ötesi Göç: Uluslararası Göç Yazınında Yeni Bir Paradigma**, S. Gülfer İhlamur-Öner ve N. Aslı Şirin Öner (Eds.), dans Küreselleşme Çağında Göç Kavramlar, Tartışmalar, İstanbul: İletişim Yayınları, 2016.

Pitkänen, P., “Introduction”, In P. Pitkänen, A. İçduygu, D. Sert (Eds.), **Migration and Transformation Multi-Level Analysis of Migrant Transnationalism**, Netherland: Springer, 2012.

Radhakrishnan, R., **Ethnicity in an Age of Diaspora**, Oxford: Blackwell Publication, 2007.

Safran, W., “Diasporas in Modern Societies: Myths and of Homeland and Return”, **Diaspora**, Spring 1991.

Safran, W., **Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return**, Migration, Diasporas and Transnationalism (S. Vertovec et R. Cohen Eds.), Massachusetts: Edward Elgar Publication, 1999.

Sezen, S., **Seçim ve Demokrasi**, Ankara: Gündoğan Yayınları, 2000.

Sheffer, G., **A New Field of Study: Modern Diasporas in International Politics**, London: Croom Helm, 1986.

Sheffer, G., **Diaspora Politics: At Home Abroad**, Cambridge: Cambridge University Press, 2003.

Stiglitz, J., **Küreselleşme Büyük Hayal Kırıklığı**, İstanbul: Plan B Yayınevi, 2002.

Tilly, C., **Transplanted Networks**, Virginia Yans-McLaughlin (der.), *Immigration Reconsidered: History, Sociology and Politics*, Oxford: Oxford University Press, 1991.

Turan, İ., **Siyasal Sistem ve Siyasal Davranış**, İstanbul: Der Yayınevi, 1986.

Yılmaz, V. et Oy, B., **Türkiye’de Gençler ve Siyasi Katılım: Sosyo-ekonomik Statü Fark Yaratıyor Mu?**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2014.

Zürcher, E. J., **Modernleşen Türkiye’nin Tarihi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2010.

Articles

Akıncı, S., “Siyasal Katılım Düzeyleri Üzerine Bir İnceleme”, **Karadeniz Teknik Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Numéro: 7, 2014.

Avcı, G., “Comparing Integration Policies and Outcomes: Turks in the Netherlands and Germany”, **Turkish Studies**, 7 (1), 2006.

Calenda, D. et Meijer, A., “Young People, The Internet and Political Participation”, **Information, Communication & Society**, Vol 12:6, 2009.

Canatan, K., “Avrupa Ülkelerinin Azınlık Politikalarında Türkçe Anadil Eğitiminin Konumu”, **Turkish Studies**, 2/3, 2007.

Castles, S., “Migration and Community Formation under Conditions of Globalization”, **International Migration Review**, 36(4), 2002.

Çakır, F. et Atmaca, H., “Kültür Sosyolojisi Çerçevesinde Fransa’nın Dil, Kültür ve Azınlık Politikası”, **Social Science Studies**, Volume: 6, Numéro: 4, 2018.

Çitak, Z., “‘Between ‘Turkish Islam’ and ‘French Islam’: The Role of the Diyanet in the Conseil Français du Culte Musulman’”, **Journal of Ethnic and Migration Studies**, Volume: 36, Numéro: 4, 15 mars 2010.

Çukurçayır, A. et Gökçe, G., “Yerel Siyaset ve Katılma Davranışı: Konya’da Katılım Eğilimleri”, **Selçuk Üniversitesi İİBF Sosyal ve Ekonomik Araştırmalar Dergisi**, Numéro: 127, 2002.

Ertürk, D., “Post-modern Dönemde Bir Siyasal Katılım Biçimi Olarak Siyasal Parti Üyeliği ve Aktivizmi”, **Mukaddime**, 7 (2), 2016.

Itzigsohn, J., “Immigration and the Boundaries of Citizenship: The Institutions of Immigrants’ Political Transnationalism”, **The International Migration Review**, 34 (4), 2000.

Karaçor, S., “Yeni İletişim Teknolojileri, Siyasal Katılım, Demokrasi”, **Yönetim ve Ekonomi**, Volume: 16, Numéro: 2, 2009.

Kaya, İ., “Avrupalı Türkler: Misafir İşçilikten Avrupa Vatandaşlığına”, **Eastern Geographical Review**, Volume: 13, Numéro: 19, 2008.

Koenig, M., “Incorporating Muslim Migrants in Western Nation States – A Comparison of the United Kingdom, France and Germany”, **Journal of International Migration and Integration**, Volume: 6, Numéro: 2, Mars 2005.

Metin, Ü., “Les immigrés de Turquie et la Vie Associative”, **Les Cahiers de L'Observateur**, Paris: Edition de Conseil Français des Associations d'Immigres de Turquie, Numéro : 1, 1998.

Motion, J., “Participative Public Relations: Power To The People or Legitimacy For Government Discourse?”, **Public Relations Review**, Numéro: 31, 2005.

Østergaard-Nielsen, E., “The politics of migrants’ transnational political practices”, **International Migration Review**, 37(3), 2003.

Özgür, E. M., “Küresel Göçün Sosyo-Mekânsallığı: Ulusötesi Mekânlar / Yerelötesi Yerler, Topluluklar ve Kimlikler”, **Coğrafi Bilimler Dergisi**, 16 (1), 2018.

Petek, G., “Quel rôle peuvent jouer les associations?” Dossier : Les Turcs en France : quels ancrages? **Hommes et migrations**, Numéro : 1280, 2009.

Reis, M., “Theorizing Diaspora: Perspectives on ‘Classical’ and ‘Contemporary’ Diaspora”, **International Migration**, 42 (2), June 2004.

Safran, W., “Ethnoreligious Politics in France: Jews and Muslims”, **West European Politics**, Volume: 27, Numéro: 3, Mai 2004.

Strassburger, G., “Politiques d’immigration allemande et française et leurs effets sociaux: Les Turcs de Bamberg et de Colmar”, **Les Annales de l’Autre Islam**, 3, Paris: INALCO-ERISM, 1995.

Timmerman, C., “Gender Dynamics in the Context of Turkish Marriage Migration: The Case of Belgium”, **Turkish Studies**, 7 (1), 2006.

Tölölyan, K., “The Nation-State and Its Others: In Lieu of a Preface, Diaspora”, **A Journal of Transnational Studies**, 1 (1), 1991.

Ulusoy, E., “Diaspora Kavramı ve Türkiye’nin Diaspora Politikalarının Modern Teori Çerçevesinde Sosyo-Politik Bir Analizi”, **İnsan & Toplum Dergisi**, 7 (1), Juin 2017.

Uysal, B., “Siyasal Katılma ve Katılma Davranışı Üzerinde Ailelerin Etkisi”, **Amme İdaresi Dergisi**, Volume: 17, Numéro:4, 1984.

Uysal, B., “Siyasal Otorite, Laiklik Katılma”, **Amme İdaresi Dergisi**, Volume: 14, 1981.

Yağmur, K., “Batı Avrupa’da Uygulanan Dil Politikaları Kapsamında Türkçe Öğretiminin Değerlendirilmesi”, **Bilgi**, Automne 2010.

Yaldız, F., “AB’de Bireysel Haklar ve Lizbon Antlaşması”, **Bilge Strateji**, Cilt: 4 Sayı: 7, Automne 2012.

Yıldız, F., “Diaspora Kavramı: Tarihçe, Gelişme ve Tartışmalar”, **Hacettepe Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Dergisi**, 18, Printemps 2013.

Yontar, İ. G. et Savut, E., “Seçilmiş Avrupa Ülkeleri ve Türkiye’de Göçmenlerin Siyasal Katılımı”, **Yönetim Bilimleri Dergisi**, Volume: 14, Numéro: 28, 2016.

Thèses

Arslan, F.J., **Siyasal Katılım Sürecinde Kadınlar: İsveç ve Türkiye Örneği**, (Mémoire de maîtrise non publié) Karadeniz Teknik Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Trabzon, 2012.

Hıdıroğlu, K., **Sosyolojide Diaspora İncelemeleri: Görüşler, Kavramlar ve Teoriler**, (Mémoire de maîtrise non publié) Uludağ Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Bursa, 2011.

Ulusoy, E., **Ulus-Aşırı Siyasetin Bir Enstrümanı Olan Diasporanın İşlevselliği ve Türk Diasporasının İnşası**, (Thèse de doctorat non publiée) Muğla Sıtkı Koçman Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Muğla, 2015.

Bulletins de panel et de nouvel

Açıkgöz, E., “E-Devlet ve İletişim Teknolojileri İlişkisi: Panel Eşbütünleşim Analizi Denemesi”, **Medya ve Siyaset**, Ege Üniversitesi, İzmir, İletişim Fakültesi Yayınları, 15-17 Novembre 2007.

Guénois, J-M., “Un Franco-Turc à la tête de l'islam de France’”, **Le Figaro**, mardi 1er / dimanche 2 juillet 2017.

Compte – Rendus

Almanya, Fransa ve Hollanda’da Yaşayan Türkiye Kökenli Gençlerin Siyasal Tercihleri, Ayrımcılık Tecrübeleri ve Aidiyetleri Siyasal Katılım Raporu 2017, UETD, 2017.

Avrupalı Türk Demokratlar Birliği (UETD) Siyasi Katılım Raporu, Göç Araştırmaları Vakfı, 22 juin 2017.

IOM, “Migration and migrants: A global overview”, **IOM World Migration Report 2018**, Geneva: IOM, 2018.

Yurt Dışında Yaşayan Türk Seçmenin Siyasal Katılımı, Ankara: Göç Araştırmaları Vakfı, 18 juin 2018.

Sources en ligne

A TA TURQUIE, <http://www.ataturquie.fr/presentation-de-lassociation-a-ta-turquie/>

Anadolu Kültür Merkezi, <https://www.cca-anatolie.co>

BBC, Hangi ülkede kaç Türk vatandaşı yaşıyor?, <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-47134873>, le 6 février 2019.

Birinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1962-1967), https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/kanunlar_kararlar/kanuntbmmc046/karartbmmc04600001plan01.pdf.

CCFT, <https://www.ccift.com/la-chambre/role-et-missions.html>

COJEP, <http://cojep.com/about-us/>

Çakır, R., “Süleymancılık Nedir? Ne Değildir?”, MedyascopeTv, 30 novembre 2016, <http://rusencakir.com/Suleymancilik-nedir-Ne-degildir/6345>

EMISCO, <https://www.emisco.eu/about-us/>

Fransa'nın İlk Türk Partisi Seçimde, Haber Türk, 22 mars 2015, <https://www.haberturk.com/dunya/haber/1056532-fransanın-ilk-turk-partisi-secimde>

İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1968-1972), <http://www.sbb.gov.tr/wp-content/uploads/2018/11/%C4%B0kinci-Be%C5%9F-Y%C4%B1ll%C4%B1k-Kalk%C4%B1nma-Plan%C4%B1-1968-1972%E2%80%8B.pdf>

Kaya, A., Diaspora'da Siyasal Katılımın Dialektiği, Diaspora Haber, 7 juin 2018, <http://diasporahaber.com/diasporada-siyasal-katilimin-dialektigi/>

ORIW, www.oriw.org

UNION, <http://www.unionistes.org/union/3212452>

Yüksek Seçim Kurulu, Yurt Dışı Seçmen, <http://www.ysk.gov.tr/tr/yurt-disi-secmen-sikca-sorulan-sorular/1522>

CURRICULUM VITAE

Semih NARGÜL est né à Istanbul en 1992. Il est diplômé en science politique de l'Université Marmara en 2016. Il a aussi étudié la science politique à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 2014-2015 dans le cadre de programme d'Erasmus. En 2016, il a commencé à faire son master à l'Université Galatasaray en science politique. Afin d'enrichir ses accumulations intellectuelles et faire des recherches concernant sa thèse de master, il a étudié à l'IEP de Strasbourg en 2019. Il travaille actuellement à l'Université Van Yüzüncü Yıl en tant qu'un chercheur assistant.



TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : Galatasaray Üniversitesi
Enstitü : Sosyal Bilimler Enstitüsü
Hazırlayanın Adı Soyadı : Semih Nargül
Tez Başlığı : Fransa'daki Türk Diasporasında Siyasal Katılım ve Dernekler:
Paris ve Strasbourg Örneği
Savunma Tarihi : 16 / 08 / 2019
Danışmanı : Doç. Dr. Didem Danış

JÜRİ ÜYELERİ

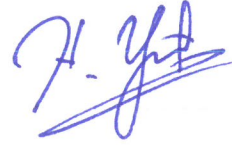
Unvanı, Adı Soyadı

Doç. Dr. Didem Danış

İmza



Dr. Öğr. Üyesi Hakan Yücel



Dr. Öğr. Üyesi Merve Özdemirkıran Embel



Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK



✓ Doç. Dr. Çağla TANSUĞ